



**TransForce**

*Rapport annuel 2013*

## Notre mission



*Devenir un chef de file du secteur nord-américain du transport et de la logistique par des acquisitions et des partenariats stratégiques et rentables. TransForce créera de la valeur pour les actionnaires en maintenant un milieu de travail positif qui permet de tirer parti des compétences de son équipe de professionnels dévoués et de procurer des solutions ingénieuses adaptées aux besoins particuliers des clients.*

## Profil d'entreprise

**TRANSFORCE INC.** est un chef de file nord-américain du secteur du transport et de la logistique présente partout au Canada et aux États-Unis par l'intermédiaire de ses filiales. TransForce crée de la valeur pour ses actionnaires en repérant des acquisitions stratégiques et en gérant un réseau en pleine expansion de filiales en propriété exclusive. Ces filiales bénéficient des ressources financières et opérationnelles de TransForce pour faire croître leurs activités et améliorer leur efficacité. Les sociétés de TransForce exercent les activités suivantes :

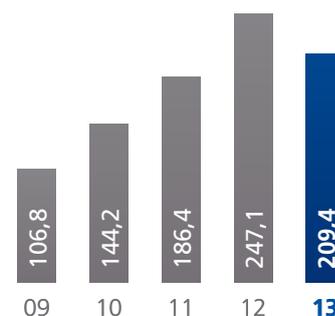
- la livraison de colis et de courrier;
- le transport de lots brisés;
- le transport de lots complets, qui comprend les services spécialisés de lots complets et les services dédiés;
- les services spécialisés, qui comprennent les services au secteur de l'énergie, de gestion de déchets et de logistique.

TransForce Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto (TSX : TFI) et sur le marché OTCQX aux États-Unis (OTCQX : TFIFF). Pour obtenir plus amples renseignements, consultez le site [www.transforcecompany.com](http://www.transforcecompany.com)

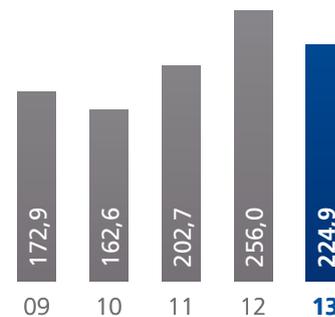
**TOTAL DES REVENUS**  
(en millions de \$)



**BAIL<sup>(1,2)</sup>** (en millions de \$)



**FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES<sup>(3)</sup>** (en millions de \$)



## Sommaire financier



	2013	2012	2011	2010	2009
	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS	PCGR
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b> (en millions de \$)					
Total des revenus	3 109,6	3 140,3	2 690,5	2 002,3	1 846,5
BAIL <sup>(1,2)</sup>	209,4	247,1	186,4	144,2	106,8
Bénéfice net <sup>(2)</sup>	101,7	154,2	102,2	102,7	55,9
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	235,8	309,6	236,2	199,2	209,8
Flux de trésorerie disponibles <sup>(3)</sup>	224,9	256,0	202,7	162,6	172,9
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b> (en millions de \$)					
Actif total	2 064,6	2 114,1	2 108,6	1 650,5	1 527,3
Dette à long terme <sup>(4)</sup>	773,6	808,1	863,2	633,9	707,9
Capitaux propres	790,8	727,4	684,6	618,5	533,4
<b>DONNÉES PAR ACTION</b>					
Résultat – de base <sup>(2)</sup>	1,10	1,63	1,07	1,08	0,62
– dilué <sup>(2)</sup>	1,08	1,55	1,06	1,07	0,62
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	2,55	3,27	2,48	2,09	2,33
Flux de trésorerie disponibles	2,43	2,70	2,12	1,71	1,92
Valeur comptable	8,47	7,84	7,16	6,49	5,60
Dividende	0,535	0,505	0,445	0,40	0,40
<b>RATIOS FINANCIER</b>					
Marge du BAIL <sup>(2)</sup>	6,7 %	7,9 %	6,9 %	7,2 %	5,8 %
Ratio d'exploitation	93,3 %	92,1 %	93,1 %	92,8 %	94,2 %
Rotation des actifs	1,49	1,49	1,43	1,24	1,17
Rendement des capitaux propres <sup>(2)</sup>	13,4 %	21,8 %	15,7 %	17,6 %	10,7 %
Dette à long terme / capitaux propres <sup>(4)</sup>	0,98	1,11	1,26	1,02	1,33
Dette à long terme / flux de trésorerie disponibles <sup>(4)</sup>	3,44	3,16	4,26	3,90	4,09

(1) Bénéfice net avant produits financiers et charges financières et charge d'impôt sur le résultat

(2) Avant charges de dépréciation de l'écart d'acquisition de 2009 et 2013

(3) Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation déduction faite des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles

(4) Incluant la tranche échéant à moins d'un an

## Un engagement pour la performance

*TransForce a fait face aux défis posés par les marchés en accordant une attention constante à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et à l'optimisation des actifs. Notre stratégie nous a effectivement permis d'accomplir plus avec moins. Tout en adoptant un modèle allégé en actifs, nous avons maintenu une démarche axée sur un rendement élevé et une croissance soutenue. Sans relâche, TransForce a poursuivi sa mission qui est de prendre de l'expansion par des acquisitions et de tirer parti des économies d'échelle et de la mise en commun des pratiques exemplaires. Le fruit de ces efforts : un réseau de services et une expertise en gestion qui se déploient à la grandeur du continent.*



Au cours des dernières années, TransForce a également pris un engagement en faveur des technologies de pointe. À chaque niveau de notre organisation, nous avons doté nos employés d'outils décisionnels qui les aident à obtenir des résultats de premier ordre. La Société a ainsi créé une plateforme qui lui permet d'améliorer constamment le service à la clientèle, lui confère la capacité de s'adapter rapidement à l'évolution des circonstances et lui donne les moyens de générer un rendement accru sur les actifs.

Une stratégie bien définie guide chacun des secteurs d'activité de TransForce. Des structures de coûts sont en place afin de protéger les marges, et les flux de trésorerie sont solides. L'accroissement continu de la productivité avec de moins en moins d'actifs est devenu la norme. Pendant que les marchés se rétablissent, ces atouts ont permis à la Société d'être fin prête pour entreprendre la prochaine étape de sa croissance.



**TransForce**



# Pourcentage des revenus 2013 (au Canada et aux États-Unis)



## Message d'Alain Bédard

*L'année 2013 a prouvé la valeur du modèle d'affaire de TransForce. Bien que la stagnation de l'économie ait limité la croissance interne, l'exécution méthodique de notre stratégie d'exploitation nous a permis de conclure l'exercice en générant des flux de trésorerie élevés et une bonne rentabilité opérationnelle. Tout au long de l'année, nous avons mis l'accent sur l'amélioration de l'efficacité de nos activités et la mise en œuvre de notre stratégie d'acquisitions ciblées dans nos principaux marchés. Par ces initiatives, TransForce pose les jalons d'un avenir rentable. Plus important encore, nos efforts sont motivés par notre engagement ferme à créer davantage de valeur pour nos actionnaires.*



### Faits saillants financiers

Le total des revenus s'est établi à 3,1 G\$ en 2013, comme au dernier exercice, grâce aux acquisitions conclues au cours de l'année qui ont contribué à neutraliser le déclin des revenus dans le secteur de l'énergie. Le BAII s'est chiffré à 209 M\$, ou 6,7 % du total des revenus. Le BAII a reculé, tant en dollars qu'en pourcentage des revenus, par rapport à l'exercice précédent, mais cette variation est surtout attribuable à la faiblesse du secteur de l'énergie. Les marges de nos principales divisions des secteurs de la livraison de colis et courrier et du transport de lots brisés sont demeurées relativement stables.

Nous évaluons notre réussite par les flux de trésorerie disponibles générés par nos activités. À ce chapitre, TransForce a connu une excellente année et généré des flux de trésorerie disponibles de 225 M\$. Surtout, nous avons continué d'affecter les capitaux de façon rigoureuse et équilibrée, ces fonds ayant servi à réaliser des acquisitions stratégiques (57 M\$, exception faite des acquisitions conclues après la clôture de l'exercice), à racheter des actions (19 M\$), à rembourser la dette (101 M\$) et à investir dans de l'équipement de pointe (75 M\$). Nous avons également haussé notre dividende trimestriel pour la troisième année de suite.

### Effet de levier associé à la structure allégée en actifs

Malgré la conjoncture essentiellement stationnaire de l'économie nord-américaine, ce qui crée des tensions sur le volume de fret et les prix de l'industrie, la direction de TransForce n'est pas restée inactive. Nous cherchons constamment à faire plus avec moins, et nous nous sommes rapprochés davantage de notre objectif de devenir une entreprise qui compte peu d'actifs et qui fournit des solutions de pointe. Tout au long de l'année, nous avons continué d'agir de façon proactive en adaptant l'offre à la demande par la vente d'actifs excédentaires et l'élimination des redondances ainsi que par des efforts soutenus visant l'amélioration de l'efficacité opérationnelle.

Nous prenons grand soin de fonder chaque initiative d'optimisation du réseau sur les économies d'échelle, les ventes croisées et la mise en commun des pratiques exemplaires. L'optimisation de l'utilisation de nos actifs et l'exploitation du plein potentiel des actifs existants nous ont permis de générer d'excellents flux de trésorerie malgré les facteurs économiques défavorables. Grâce à nos initiatives en cours, TransForce n'a jamais été aussi bien placée pour profiter d'une reprise plus notable de l'économie. Notre structure allégée et plus flexible nous donne la capacité de générer des flux de trésorerie supplémentaires sans investissement important. Nous pouvons également tirer davantage parti de cette structure très bien organisée alors que nous continuons d'étendre notre présence sur le continent.

### Principales acquisitions de 2013

La plupart de nos principaux marchés demeurent fragmentés et offrent d'excellentes possibilités d'expansion par des acquisitions. Cependant, les mesures que nous prenons s'inscrivent dans un plan élaboré de façon stratégique et suivent une démarche rigoureuse. Soucieux de renforcer encore davantage notre densité et nos gammes de services dans nos marchés cibles, nous sommes à la recherche d'entreprises bien gérées et rentables qui possèdent un avantage concurrentiel. Nous recherchons également des entités ayant adopté un modèle d'entreprise allégé en actifs. Ces principes directeurs ont guidé les acquisitions importantes conclues par TransForce en 2013 :

- Velocity Express accroît notre densité dans le marché en plein essor des services de livraison le jour même aux États-Unis.
- E.L. Farmer, société texane de premier plan, qui fournit des services d'entreposage et de déplacement de tuyaux aux champs pétroliers aux États-Unis, permet une diversification dans un segment du secteur de l'énergie qui est moins volatil.
- À la fin de l'année, nous avons acquis Clarke Transport et Clarke Road Transport, deux entreprises très efficaces et réputées qui exercent leurs activités dans l'industrie canadienne du transport, dans les secteurs du transport de lots brisés et de lots complets, respectivement.
- Également à la fin de l'année, nous avons conclu une entente d'arrangement en vue d'acquérir Vitran, un important fournisseur de services de transport de lots brisés au Canada. Cette transaction offrira un important avantage sur le plan synergique et renforcera la densité de nos services. La conclusion de la transaction se fera prochainement.

### Les employés sont le fondement de notre réussite

Chez TransForce, nous avons à cœur de fournir un service exceptionnel à nos clients. Des employés bien formés et des technologies des plus modernes sont les deux éléments fondamentaux de notre gamme de services qui ont joué un rôle déterminant dans notre expansion réussie. Voilà pourquoi nous donnons aux membres de notre équipe des directives claires et des outils professionnels de qualité supérieure. C'est ainsi qu'ils sont en mesure de prendre des décisions à la fois rapides, mais judicieuses en ce qui a trait à la prestation de solutions à valeur ajoutée. Forts de l'appui de notre personnel chevronné, qualifié et dévoué, nous pouvons mettre à profit la culture d'excellence à toute épreuve qui caractérise TransForce. La capacité de nos employés à en faire toujours plus témoigne de notre engagement à occuper une position de chef de file.

### Perspectives

Nous avons la conviction que nous sommes bien préparés pour la poursuite de nos réalisations en matière de croissance rentable, tout en continuant de procurer aux actionnaires un rendement sur leur capital par des versements de dividendes ou des rachats d'actions. Nous nous attendons à ce que l'économie demeure chancelante dans nos principaux marchés en 2014. Dans ce contexte, nous devons continuer à exécuter notre stratégie opérationnelle éprouvée avec les compétences et la discipline qui ont constitué nos traits distinctifs au fil des ans afin de maximiser les flux de trésorerie générés. Sans porter atteinte au service à la clientèle, nous devons appliquer à l'ensemble de notre organisation de strictes mesures de contrôle des coûts.

Dans l'avenir, notre excellente situation financière nous permettra d'affecter nos capitaux à des initiatives qui génèrent un rendement supérieur des actifs et qui nous permettent de maintenir un avantage concurrentiel. Qu'il s'agisse d'optimiser les activités existantes ou de prendre de l'expansion par des acquisitions stratégiques, nos actions sont motivées par notre objectif ultime qui est de créer de la valeur pour nos actionnaires, rien de moins.

En conclusion, j'aimerais souligner la contribution de nos nombreux employés qui, malgré les défis posés par la conjoncture économique et sectorielle, ont une fois de plus démontré qu'ils sont capables de déployer les efforts supplémentaires qui sont nécessaires pour produire les résultats escomptés. Par leurs réalisations, ils ont renforcé les services de TransForce et contribué à offrir à nos actionnaires la récompense d'une hausse supplémentaire du cours de nos actions. Je tiens également à remercier les membres du conseil d'administration pour leurs sages conseils et leur soutien.



Alain Bédard  
Président du conseil,  
président et chef de la direction

## Colis et courrier

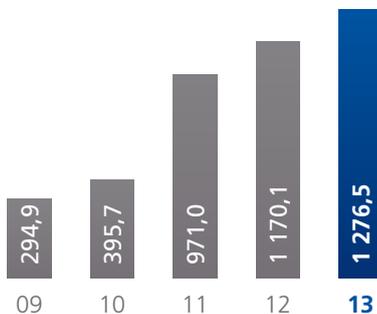


**36%** BAII\*      **40%** Revenus\*

\* en pourcentage du BAII consolidé avant les charges du siège social et des revenus consolidés avant les éliminations des revenus intersectoriels

### REVENUS 2013

(en millions de \$)



Dans le secteur de la livraison de colis et de courrier, TransForce a réalisé des revenus totalisant 1,3 G\$, soit 9 % de plus qu'au dernier exercice. L'acquisition de Velocity Express a compté pour la majeure partie de cette hausse. Le BAII a augmenté, s'établissant à 80 M\$ par rapport à 78 M\$ pour l'exercice précédent, mais a légèrement reculé en pourcentage des revenus en raison de la faible rentabilité de Velocity. Exception faite de cet élément, les marges se sont élevées à 7,3 %.

Au Canada, les revenus liés aux services de livraison le lendemain ont été soumis aux tensions découlant du volume insuffisant et de la fin de contrats à marges peu élevées avec le gouvernement de l'Ontario. Cependant, la performance opérationnelle a progressé par rapport au dernier exercice grâce à l'incidence favorable de certains changements structurels visant le personnel, de la mise en place de nouvelles technologies et des initiatives touchant les installations mises en œuvre il y a un an.

Sur le marché des services de livraison le jour même aux États-Unis, la priorité a été accordée à la consolidation des plateformes d'exploitation, d'administration et de TI. Ces initiatives et le levier opérationnel découlant des fermetures d'installations, des réductions d'effectifs et des mesures énergiques en matière de fixation des prix sont à l'origine d'une amélioration soutenue de la rentabilité.

Pour l'avenir, notre modèle d'entreprise comptant peu d'actifs devrait favoriser une meilleure rentabilité de toutes les divisions opérationnelles de ce secteur d'activité. Le regroupement des services de livraison le jour même est en voie d'être complété, tandis que les projets d'intégration du traitement administratif et du transport de ligne en lien avec les activités de livraison le lendemain devraient permettre une réduction supplémentaire des frais fixes. Des technologies à la fine pointe du progrès devraient également contribuer à ce résultat, alors que des lecteurs optiques plus efficaces seront adoptés en 2014.

Nos établissements sont prêts à servir les nouveaux débouchés commerciaux offerts par les marchés de niche émergents et ils sont bien placés pour tirer profit d'une amélioration de l'environnement macroéconomique. De plus, l'exploitation des actifs existants dans le réseau de TransForce réduira les besoins au chapitre des dépenses en immobilisations. L'association de ces facteurs aux gains d'efficacité et à la réalisation de synergies de plus en plus grandes au sein du réseau devrait se traduire par un renforcement du rendement des actifs au cours de l'année qui vient.

## Transport de lots brisés



Le secteur du transport de lots brisés a connu une baisse de son volume d'activité en 2013. L'industrie dans son ensemble a dû composer avec des facteurs économiques défavorables et, compte tenu de la surcapacité persistante, l'environnement de fixation des prix demeure difficile. En conséquence, le total des revenus a reculé de 2 %, pour s'établir à 637 M\$. Malgré cela, grâce à d'énergiques mesures de rationalisation et à une constante recherche d'efficacité opérationnelle, le BAII a progressé de 6 % et atteint 39 M\$, tandis que la marge du BAII est passée de 5,6 % en 2012 à 6,1 %.

En lien avec l'objectif permanent de TransForce concernant l'atteinte d'une exploitation allégée en actifs, la Société a fermé de nombreux terminaux au cours de l'exercice et procédé à la vente d'équipement excédentaire. Ces transactions ont généré des produits de 38 M\$ et des gains nets de près de 13 M\$.

Des mesures similaires de rationalisation sont au programme pour 2014 afin d'ajuster l'offre à la demande sans porter atteinte au service à la clientèle. Dans les petits marchés, les immobilisations corporelles seront remplacées par l'utilisation de sous-traitants. Dans les secteurs où plusieurs divisions de transport de lots brisés exercent leurs activités, de plus en plus de terminaux seront regroupés. En outre, un avantage financier significatif devrait découler de la pleine réalisation des synergies existant entre les secteurs du transport de lots brisés et de la livraison de colis et courrier.

Pour l'avenir, l'adoption de processus opérationnels de pointe afin d'améliorer les résultats financiers demeure au cœur de nos priorités. La mise en place de « technologies Web » rehaussera considérablement les capacités en matière de suivi, d'évaluation et de soutien de la performance des conducteurs routiers. De nouvelles efficacités résulteront également de la consolidation graduelle de toutes les divisions de transport de lots brisés au sein d'une seule plateforme de TI tout au long de 2014. Cette centralisation des nombreuses fonctions administratives devrait contribuer substantiellement à l'augmentation des marges.

Enfin, l'acquisition stratégique de Clarke Transport le 1er janvier 2014 et celle de Vitran, qui devrait se conclure prochainement, renforceront encore davantage notre densité sur le marché du transport de lots brisés au Canada, tout en offrant d'intéressantes possibilités pour l'amélioration de la rentabilité opérationnelle et de l'utilisation des actifs.

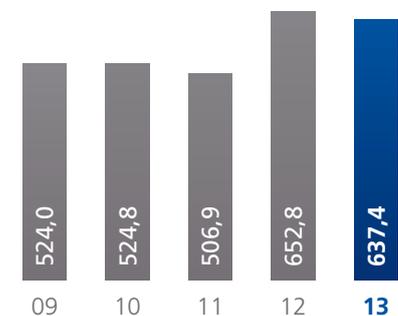


**17%** BAII\*      **20%** Revenus\*

\* en pourcentage du BAII consolidé avant les charges du siège social et des revenus consolidés avant les éliminations des revenus intersectoriels

### REVENUS 2013

(en millions de \$)



## Transport de lots complets

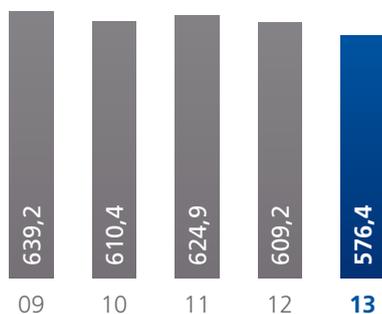


**18%** **18%**  
BAII\* Revenus\*

\* en pourcentage du BAII consolidé avant les charges du siège social et des revenus consolidés avant les éliminations des revenus intersectoriels

### REVENUS 2013

(en millions de \$)



Les facteurs économiques fondamentaux du marché du transport de lots complets sont demeurés faibles en 2013. Dans un environnement marqué par une concurrence féroce, les volumes de TransForce ont légèrement fléchi par rapport au dernier exercice. Notre principal défi a été de conserver nos clients actuels malgré les fortes pressions qui se sont exercées sur les prix. En général, TransForce a préservé sa part de marché, tout en gardant ses tarifs à des niveaux relativement stables.

Le total des revenus de ce secteur a reculé de 5 % et s'est établi à 576 M\$. Le BAII a été de 40 M\$, ou 6,9 % des revenus, comparativement à 50 M\$, ou 8,3 % des revenus, pour l'exercice précédent, lequel incluait des gains de près de 4 M\$ sur la vente d'immobilisations corporelles qui avaient contribué à hauteur de 0,6 % à la marge du BAII. En 2013, la marge de TransForce dans ce secteur a profité de la protection offerte par les mesures de rationalisation des actifs de la Société.

À court terme, TransForce continuera d'accorder une priorité absolue à la gestion des capitaux et des coûts afin de s'adapter à l'évolution de la demande de la clientèle. Les niveaux d'équipement feront l'objet de constants ajustements en fonction des besoins. De même, la Société entreprendra de nouvelles améliorations technologiques dans le domaine des relations clients afin d'accroître l'efficacité du processus décisionnel. L'intégration et la réalisation des synergies découlant de l'acquisition de Clarke Road Transport sont également un objectif prioritaire.

La morosité des marchés pourrait continuer d'influer sur la demande en 2014. Néanmoins, en gardant le cap sur sa structure de coûts variables et sur ses mesures permanentes de réduction des coûts, TransForce prévoit maintenir le volume actuel et atteindre un niveau de rentabilité satisfaisant. La baisse du dollar canadien devrait constituer une bonne nouvelle. À mesure que la valeur du dollar diminue, la demande des États-Unis pour les produits fabriqués au Canada s'accroît. Les divisions opérationnelles du transport de lots complets de TransForce sont en bonne position pour tirer parti d'une augmentation des besoins pour le transport de marchandises vers les États-Unis.

## Services spécialisés



### Services au secteur de l'énergie

Le total des revenus du secteur de l'énergie s'est chiffré à 347 M\$, comparativement à 426 M\$ pour le dernier exercice. Cette baisse a été en partie neutralisée par E.L. Farmer, entreprise acquise en août 2013 et dont la contribution aux revenus a atteint 26 M\$. En raison de la diminution des volumes et des conditions très difficiles au sein de l'industrie, le BAII a chuté, passant de 48 M\$ à 8 M\$. E.L. Farmer a renforcé la position occupée par TransForce dans le domaine de la gestion et de la livraison de tuyaux aux champs pétroliers. Cette acquisition annonce notre stratégie axée sur le développement de sources de revenus offrant des rendements plus élevés sur les actifs. Ces sources de revenus incluent l'entretien de puits, les services de manœuvre, le transport d'eau, la construction d'oléoducs et la préparation des chantiers. Les activités liées aux sables bitumineux ont également généré des rendements satisfaisants en 2013.

Toutefois, les activités de déplacement d'appareils de forage sont demeurées anémiques en 2013. Puisque les changements structurels qui touchent l'industrie ne permettront pas à ces services de retrouver leur niveau d'activité, nous avons mis fin à nos activités canadiennes à la fin de 2013 et réduit une fois de plus la taille des activités correspondantes aux États-Unis. Ces initiatives ont entraîné la vente de plus de 14 M\$ d'équipement servant au déplacement d'appareils de forage en 2013, et des actifs représentant un montant supplémentaire de 29 M\$ sont actuellement destinés à la vente. Les produits tirés de ces ventes méthodiques seront réinvestis dans des projets qui génèrent un rendement supérieur et de solides flux de trésorerie.

### Autres services

Les services spécialisés de TransForce en lien avec la gestion de déchets et la logistique ont affiché une solide performance financière en 2013. Bien que le total des revenus de 334 M\$ soit en léger recul par rapport au dernier exercice, la marge du BAII a augmenté, passant de 14,8 % à 16,7 %.

Dans le secteur de la gestion de déchets, TransForce a investi 8 M\$ afin d'agrandir l'usine de compostage du complexe environnemental Laflèche, en Ontario, ce qui a permis d'en doubler la capacité. La technologie de compostage novatrice de la Société deviendra certainement une source de croissance dans l'avenir, et TransForce a également entamé des négociations en vue de construire une installation ultramoderne fondée sur cette nouvelle technologie dans la région du grand Montréal. En ce qui a trait aux sites d'enfouissement, le complexe Laflèche devrait également traiter environ 20 % plus de déchets en 2014. En fin d'exercice, nous avons fait l'acquisition d'une capacité supplémentaire dans le site d'enfouissement de Lachute, au Québec, dont nous aurons l'usage pour une période de 30 ans. Compte tenu de son emplacement de choix, ce site nous offrira d'excellentes possibilités pour accroître notre clientèle et notre densité.

Parmi les défis avec lesquels a dû composer le secteur de la logistique de TransForce, qui fournit des solutions de transport, mentionnons la baisse de la demande des marchés mondiaux pour le fer du Québec en 2013. L'environnement économique de la province a également influé sur la croissance. Les activités de logistique ont néanmoins conservé un très bon niveau de rentabilité.

**4%**  
BAII\*

**11%**  
Revenus\*

\* en pourcentage du BAII consolidé avant les charges du siège social et des revenus consolidés avant les éliminations des revenus intersectoriels

**25%**  
BAII\*

**11%**  
Revenus\*

## Conseil d'administration



**ALAIN BÉDARD, FCPA, FCA**  
Président du conseil,  
président et chef de la direction,  
TransForce Inc.



**ANDRÉ BÉRARD**  
Administrateur de sociétés



**LUCIEN BOUCHARD**  
Associé dans le cabinet d'avocats  
Davies Ward Phillips and  
Vineberg S.E.N.C.R.L.

*Le conseil d'administration apporte une vaste et profonde expertise d'affaires, de l'expérience et de la réussite à TransForce Inc. Il assure une surveillance générale de la gestion et de l'administration de la Société relativement aux questions financières et comptables, de gestion des risques, des ressources humaines, et d'autres politiques internes.*



**RICHARD GUAY**  
Consultant et  
administrateur de sociétés



**NEIL DONALD MANNING**  
Président du conseil de Coleridge  
Holdings Limited et administrateur  
de sociétés



**VINCENT MUSACCHIO**  
Président de Gabriella Holdings Inc.  
et Président des opérations  
Canadiennes de Prolamina



**RONALD D. ROGERS, CA**  
Administrateur de sociétés



**JOEY SAPUTO**  
Président, Impact de Montréal et  
Stade Saputo

# Gouvernance d'entreprise



En tant que chef de file de l'industrie, TransForce Inc. respecte et se conforme aux lignes directrices en vigueur en matière de bonne gouvernance d'entreprise. Nous ne nous limitons pas au simple respect d'un ensemble de règles; nous avons adopté une attitude fondamentale, reposant sur notre principe de responsabilité.

## CODE D'ÉTHIQUE

En vue d'assurer le respect des normes les plus élevées en matière de gouvernance, le conseil d'administration est guidé par les principes décrits dans le code d'éthique (le « Code ») de la société, et les activités commerciales de TransForce sont également façonnées selon ces principes. Le Code s'applique à tous, aussi bien aux membres du conseil d'administration qu'aux employés de TransForce et de ses divisions d'exploitation. Il contient l'ensemble de nos principes directeurs et sert de cadre de référence pour le règlement de questions complexes et délicates. Il incombe au comité de gouvernance d'entreprise et des candidatures d'assurer, sur une base régulière ou au besoin, la conformité au code au moyen des contrôles qui y sont décrits.

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

TransForce est dirigée par un conseil d'administration dont les membres sont élus chaque année par les actionnaires. Le conseil d'administration est actuellement composé de huit membres, dont la majorité sont des administrateurs indépendants et un est membre de la direction de l'entreprise. Le conseil d'administration a également sa propre charte de gouvernance et nomme un administrateur principal du conseil d'administration dont le rôle de premier plan est de garantir l'efficacité du conseil.

## LES COMITÉS DU CONSEIL

Le conseil d'administration a établi trois comités chargés de l'aider à analyser les enjeux, ce qui laisse davantage de temps à l'ensemble du conseil d'administration pour tenir des discussions et des débats sur les questions d'affaires. Chaque comité est régi par sa propre charte qui est examinée annuellement.

### Le comité de vérification

Le comité de vérification a été instauré pour aider le conseil d'administration à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance en examinant, avec ses vérificateurs internes et externes, les rapports financiers et les autres renseignements financiers divulgués au public, de même que les contrôles internes relatifs aux finances et à la comptabilité, ainsi que les méthodes de la société en matière de vérification, de comptabilité et de communication de l'information financière. Le comité se compose de trois administrateurs indépendants.

### Comité des ressources humaines et de la rémunération

Le comité des ressources humaines et de la rémunération est composé de trois membres indépendants du conseil d'administration, nommés chaque année. Ses responsabilités sont régies par un mandat écrit et consistent notamment à :

- Superviser le plan de relève des membres de la direction de la société
- Évaluer les plans de rendement et de rémunération de l'entreprise pour les membres de la haute direction visés de la société
- Examiner les pratiques et la performance au sein des ressources humaines et
- Examiner la divulgation relative à la rémunération des hauts dirigeants

### Comité de gouvernance d'entreprise et des candidatures

Le comité de gouvernance d'entreprise et des candidatures est composé de quatre membres du conseil d'administration, qui sont nommés chaque année et sont tous des administrateurs indépendants.

Le comité détient des responsabilités et des pouvoirs dans un certain nombre de domaines prévus dans sa charte et consistent notamment à :

- Déterminer la composition du conseil d'administration, veiller au perfectionnement des administrateurs, ainsi que d'évaluer leurs compétences respectives et l'efficacité du conseil d'administration
- S'assurer que les politiques de gouvernance de l'entreprise actuelles soient efficaces et que le *Code et la politique de divulgation* soient respectés et
- Diriger et approuver la rémunération des membres du conseil d'administration de la société

En plus du Code, le conseil d'administration a mis en place les politiques suivantes :

- Politique de divulgation
- Règles de conduite relatives à la négociation des titres de TransForce Inc.
- Politique en matière de dénonciation
- Politique de détention minimale d'actions pour les administrateurs et les membres de la haute direction visés
- Politique en matière de vie privée



**TransForce**

*Rapport annuel 2013*

**Rapport de gestion et  
États financiers consolidés**

Pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés  
le 31 décembre 2013

## Rapport de gestion et États financiers consolidés

Pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le  
31 décembre 2013

### TABLE DES MATIÈRES

---

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	.....	1
ÉNONCÉS PROSPECTIFS	.....	1
FAITS SAILLANTS ET DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES	.....	2
À PROPOS DE TRANSFORCE	.....	3
RÉSULTATS CONSOLIDÉS	.....	4
RÉSULTATS SECTORIELS	.....	8
LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL	.....	17
PERSPECTIVES	.....	23
SOMMAIRE DES RÉSULTATS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES	.....	24
RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS	.....	24
RISQUES ET INCERTITUDES	.....	26
CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS CRITIQUES	.....	27
MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES	.....	28
CONTRÔLES ET PROCÉDURES	.....	28
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	.....	30

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Le texte qui suit constitue le rapport de gestion de TransForce Inc. Dans ce rapport de gestion, les termes « Société » et « TransForce » désignent TransForce Inc. et ses filiales indépendantes. Le présent rapport de gestion établit une comparaison entre la performance de la Société pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013 et sa performance du trimestre et de l'exercice terminés le 31 décembre 2012, passe en revue la situation financière de la Société au 31 décembre 2013 et, enfin, présente une analyse de ses affaires jusqu'au 26 février 2014. Ce rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires qui s'y rattachent au 31 décembre 2013 et pour l'exercice terminé à cette date.

Dans le présent document, toutes les données financières sont préparées conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, et le mot « dollar », de même que les symboles « \$ » et « \$ CA », désignent des dollars canadiens, sauf indication contraire. Des mesures financières non conformes aux IFRS sont également utilisées dans le présent rapport de gestion. Veuillez vous reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport pour obtenir une description complète de ces mesures.

Les états financiers consolidés de la Société ont été approuvés par son conseil d'administration sur la recommandation de son comité d'audit le 26 février 2014. Des données prospectives, des commentaires et des analyses sont également fournis, le cas échéant, pour aider les investisseurs, nouveaux et de longue date, à se représenter l'entreprise du point de vue de la direction. Ces informations sont soumises à des contraintes raisonnables afin de préserver le caractère confidentiel de certains renseignements qui, s'ils étaient rendus publics, seraient susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur la position concurrentielle de la Société.

Il est possible d'obtenir des renseignements additionnels au sujet de la Société sur son site Web, à l'adresse [www.transforcecompany.com](http://www.transforcecompany.com). Les documents que la Société produit dans le cadre de ses obligations d'information continue, notamment ses rapports de gestion et ses états financiers consolidés annuels et trimestriels, son rapport annuel, sa notice annuelle, la circulaire de la direction et les divers communiqués diffusés par la Société, sont également disponibles sur son site Web ou directement par l'entremise du système SEDAR, à [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Dans le présent rapport de gestion, la Société peut formuler des énoncés qui révèlent ses attentes actuelles concernant les résultats opérationnels, la performance et les réalisations futurs. Ces « énoncés prospectifs » font état des opinions actuelles exprimées par la direction en fonction des renseignements actuellement à sa disposition. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'emploi de mots comme « prévoir », « croire », « estimer », « planifier », « souhaiter » et d'autres mots et expressions de sens analogue. Les énoncés prospectifs comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels soient considérablement différents des résultats historiques ou de ceux qui sont anticipés ou prévus.

La Société souhaite mettre le lecteur en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à certains énoncés prospectifs, car ceux-ci font référence à des enjeux qui ne s'appliquent qu'à la date à laquelle ils ont été formulés. Les facteurs importants énoncés ci-dessous sont susceptibles d'entraîner un écart important entre le rendement financier réel de la Société et celui présenté dans l'un ou l'autre des énoncés prospectifs : la situation hautement concurrentielle qui prévaut sur le marché, la capacité de la Société de recruter et de former des chauffeurs qualifiés et de les fidéliser, les variations de prix du carburant et la capacité de la Société d'en transférer le coût à ses clients, les fluctuations des taux de change, l'incidence des normes et des règlements en matière d'environnement, les changements apportés à la réglementation gouvernementale qui s'appliquent aux activités de la Société, les conditions météorologiques défavorables, les accidents, le marché de l'équipement d'occasion, les fluctuations des taux d'intérêt, le coût de l'assurance de la responsabilité civile, les ralentissements de la conjoncture économique en général qui ont une incidence sur la Société et ses clients, et la liquidité des marchés du crédit.

La liste ci-dessus ne saurait être interprétée comme exhaustive, et la Société décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour ultérieurement tout énoncé prospectif formulé antérieurement à moins qu'elle n'y soit obligée en vertu des lois applicables sur les valeurs mobilières. Des événements imprévus peuvent survenir. Le lecteur doit se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » à la fin du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires au sujet des facteurs de risque et d'autres événements indépendants de la volonté de la Société. Les résultats financiers et opérationnels futurs de la Société sont susceptibles de différer en raison de ces facteurs et d'autres facteurs de risque.

## FAITS SAILLANTS ET DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES

### Quatrième trimestre

- Au début de 2014, rachat des débetures convertibles à 6 %, qui ont été principalement converties en actions.
- Le 1<sup>er</sup> janvier 2014, conclusion de l'acquisition de Clarke Transport Inc. et de Clarke Road Transport Inc.
- TransForce a conclu une entente d'arrangement en vue d'acquérir toutes les actions de Vitran dont elle n'est pas encore propriétaire, au prix de 6,50 \$ US l'action.
- En octobre, hausse de 12 % du dividende trimestriel (qui passe de 0,13 \$ à 0,145 \$ par action).
- TransForce a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant ses débetures convertibles à 5,65 %.
- Charge de dépréciation des immobilisations incorporelles sans effet sur la trésorerie de 63,1 M\$ en lien avec les services au secteur de l'énergie.
- Hausse de 2 % du total des revenus, qui se chiffrent à 792,6 M\$.
- Baisse de 32 % du BAII avant dépréciation, qui se fixe à 43,5 M\$ en raison des mauvaises conditions météorologiques, des volumes peu élevés et des difficultés touchant les activités de déplacement d'appareils de forage.
- Baisse de 43 % du bénéfice net ajusté, qui s'établit à 21,5 M\$.
- Baisse de 41 % du bénéfice ajusté par action (« BPA ajusté ») dilué, qui se situe à 0,23 \$.
- Diminution des flux de trésorerie disponibles, qui se situent à 60,2 M\$, par rapport à 80,2 M\$ au quatrième trimestre de 2012.
- Réduction de 48,4 M\$ de la dette à long terme, qui se chiffre à 773,6 M\$, comparativement à 822,0 M\$ au dernier trimestre.

### Exercice

- Baisse de 1 % du total des revenus, qui se fixent à 3,11 G\$.
- Baisse de 17 % du bénéfice net ajusté, qui se situe à 120,0 M\$.
- Baisse de 13 % du BPA ajusté dilué, qui se chiffre à 1,26 \$.
- Diminution de 57 % du BPA dilué, qui s'établit à 0,66 \$.
- Baisse de 15 % du BAII, avant dépréciation, qui se fixe à 209,4 M\$.
- Marge du BAII de 6,7 %, par rapport à 7,9 % en 2012, dû à des revenus en baisse dans le secteur de l'énergie.
- Diminution de 73,8 M\$ des flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles, qui se situent à 235,8 M\$, en raison du paiement d'un montant supplémentaire d'impôt sur le résultat de 36,3 M\$ par rapport à l'exercice précédent.
- Baisse de 12 % des flux de trésorerie disponibles, qui se chiffrent à 224,9 M\$, comparativement à 256,0 M\$ en 2012.
- Rachat de 965 200 actions ordinaires pour un montant de 19,2 M\$.

### Au cours des neuf premiers mois

- Le 1<sup>er</sup> février 2013, conclusion de l'acquisition de Velocity Express.
- Le 27 juin 2013, conclusion d'une convention en vue d'amender la facilité de crédit existante et de la prolonger jusqu'en août 2016.
- En août, acquisition, pour un montant de 33,0 M\$, d'E.L. Farmer, entreprise du Texas qui compte peu d'actifs et qui fournit des services spécialisés d'entreposage et de déplacement de tuyaux au secteur des champs pétroliers.
- Renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour la période du 2 août 2013 au 1<sup>er</sup> août 2014.
- En septembre, les actions ordinaires de TransForce ont commencé à être négociées aux États-Unis sur le marché OTCQX International Premier, sous le symbole « TFIFF ».

**Données financières choisies**

<i>(non audité) - (en milliers de dollars, sauf les données par action)</i>	<b>Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre</b>			<b>Exercices terminés les 31 décembre</b>		
	<b>2013</b>	2012	Variation	<b>2013</b>	2012	Variation
Revenus	<b>707 965</b>	696 590	2 %	<b>2 783 323</b>	2 812 478	(1 %)
Surcharge de carburant	<b>84 590</b>	81 797	3 %	<b>326 323</b>	327 778	0 %
Total des revenus	<b>792 555</b>	778 387	2 %	<b>3 109 646</b>	3 140 256	(1 %)
BAIIA <sup>(1)</sup>	<b>76 316</b>	98 248	(22 %)	<b>329 034</b>	385 975	(15 %)
Bénéfice des activités opérationnelles (BAII) <sup>(1) (2)</sup>	<b>43 509</b>	64 144	(32 %)	<b>209 353</b>	247 149	(15 %)
Bénéfice net ajusté <sup>(1)</sup>	<b>21 520</b>	37 832	(43 %)	<b>120 044</b>	143 878	(17 %)
Bénéfice net <sup>(2)</sup>	<b>12 328</b>	36 103	(66 %)	<b>101 707</b>	154 176	(34 %)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles avant la variation nette du fonds de roulement	<b>47 376</b>	70 646	(33 %)	<b>196 404</b>	287 305	(32 %)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	<b>70 912</b>	95 057	(25 %)	<b>235 786</b>	309 618	(24 %)
Flux de trésorerie disponibles <sup>(1)</sup>	<b>60 202</b>	80 155	(25 %)	<b>224 891</b>	256 014	(12 %)
Données par action						
Flux de trésorerie disponibles <sup>(1)</sup>	<b>0,65</b>	0,86	(24 %)	<b>2,43</b>	2,70	(10 %)
BPA ajusté – dilué <sup>(1)</sup>	<b>0,23</b>	0,39	(41 %)	<b>1,26</b>	1,45	(13 %)
BPA – dilué <sup>(2)</sup>	<b>0,13</b>	0,37	(65 %)	<b>1,08</b>	1,55	(30 %)
Dividendes	<b>0,145</b>	0,130	12 %	<b>0,535</b>	0,505	6 %
En pourcentage du total des revenus						
Marge du BAIIA	<b>9,6 %</b>	12,6 %		<b>10,6 %</b>	12,3 %	
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>3,1 %</b>	3,3 %		<b>3,2 %</b>	3,3 %	
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>1,2 %</b>	1,3 %		<b>1,2 %</b>	1,4 %	
Marge du BAII <sup>(2)</sup>	<b>5,5 %</b>	8,2 %		<b>6,7 %</b>	7,9 %	
Ratio d'exploitation <sup>(1)</sup>	<b>94,5 %</b>	91,8 %		<b>93,3 %</b>	92,1 %	

<sup>(1)</sup> Veuillez vous reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS ». <sup>(2)</sup> Avant la charge de dépréciation des immobilisations incorporelles de 63,1 M\$ (39,3 M\$ après impôt).

**À PROPOS DE TRANSFORCE****Services**

TransForce est un chef de file nord-américain du secteur du transport et de la logistique présente partout au Canada et aux États-Unis par l'intermédiaire de ses filiales. TransForce crée de la valeur pour ses actionnaires en repérant des acquisitions stratégiques et en gérant un réseau en pleine expansion de filiales en propriété exclusive. Ces filiales bénéficient des ressources financières et opérationnelles de TransForce pour faire croître leurs activités et améliorer leur efficacité. Les sociétés de TransForce exercent les activités suivantes :

- la livraison de colis et courrier;
- le transport de lots brisés;
- le transport de lots complets, qui comprend les services spécialisés de lots complets et les services dédiés;
- les services spécialisés – services au secteur de l'énergie;
- les services spécialisés - autres services, qui comprennent la gestion de déchets et la logistique.

### Caractère saisonnier des activités

Les activités exercées par la Société sont tributaires de la demande générale de transport de fret. Cette demande est habituellement relativement stable tout au long de l'année. Plus précisément, la demande est à son plus faible au premier trimestre, elle est plus forte aux deuxième et troisième trimestres tandis qu'elle est à son plus fort au quatrième trimestre. De plus, au cours des mois plus rigoureux d'hiver, la consommation de carburant et les frais d'entretien tendent à augmenter.

### Ressources humaines

L'effectif de la Société regroupe 21 840 personnes au total, soit 14 210 employés et 7 630 entrepreneurs indépendants travaillant dans les différents secteurs d'activité de TransForce dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. En comparaison, la Société comptait 14 240 employés et 6 740 entrepreneurs indépendants au 31 décembre 2012. Depuis cette date, les acquisitions, principalement celles de Velocity et d'E.L. Farmer, ont ajouté 1 110 employés et 1 430 entrepreneurs indépendants. De plus, le nombre d'employés a diminué de 1 140 sur douze mois, en raison de rationalisations. La Société considère que le taux de roulement de son personnel est relativement faible et qu'elle entretient de très bonnes relations avec ses employés. Certains de ces employés sont partie à des conventions collectives.

### Équipement

La Société dispose de la plus importante flotte de camions au Canada et elle est de plus en plus présente sur le marché des États-Unis. Au 31 décembre 2013, la Société comptait 11 930 véhicules motorisés (dont 7 630 exploités par des entrepreneurs indépendants) et 11 200 remorques. De ce nombre, 1 190 remorques étaient louées à des tiers par la division de gestion de flotte de la Société. En comparaison, il y avait 11 380 véhicules motorisés (dont 6 740 exploités par des entrepreneurs indépendants) et 11 700 remorques au 31 décembre 2012.

### Centres de services

TransForce a son siège social à Montréal, au Québec, et son bureau administratif à Etobicoke, en Ontario. Au 31 décembre 2013, la Société comptait 422 centres de services. De ce total, 312 sont situés au Canada, dont 171 dans l'Est et 141 dans l'Ouest. La Société a également 110 terminaux aux États-Unis. En comparaison, il y avait 397 terminaux au 31 décembre 2012. Les acquisitions, principalement celles de Velocity et d'E.L. Farmer, ont ajouté 107 nouveaux terminaux, tandis que le regroupement de terminaux réalisé au cours des douze derniers mois a réduit de 82 le nombre total de centres de services (de ce nombre, on en compte 49 dont Velocity n'avait plus besoin en raison de changements dans ses activités par suite de son acquisition).

### Clients

La Société a une clientèle diversifiée dans un large éventail d'industries sans qu'un seul de ces clients représente plus de 10 % de ses revenus consolidés. Grâce à cette clientèle diversifiée, ainsi qu'à la grande portée géographique des services offerts par la Société et au nombre élevé de secteurs dans lesquels elle exerce ses activités, un ralentissement touchant les activités d'un ou de plusieurs clients dans une industrie en particulier ne saurait entraîner de répercussions défavorables majeures sur les activités de la Société. La Société a conclu des alliances stratégiques avec d'autres transporteurs en Amérique du Nord afin d'offrir à sa clientèle un réseau qui s'étend à la grandeur du continent.

#### Revenus par secteur d'activité des principaux clients (59 % du total des revenus)

Commerce de détail	23 %
Énergie	19 %
Services	9 %
Produits manufacturiers	9 %
Industrie automobile	7 %
Gestion de déchets	7 %
Produits forestiers	5 %
Aliments et boissons	4 %
Métaux et mines	4 %
Matériaux de construction	3 %
Prod. chimiques et explosifs	3 %
Conteneurs maritimes	2 %
Autres	5 %

(Au 31 décembre 2013)

### RÉSULTATS CONSOLIDÉS

*La présente rubrique contient des commentaires généraux sur les résultats opérationnels consolidés. Pour obtenir une analyse plus détaillée, veuillez vous reporter à la rubrique « Résultats sectoriels ».*

#### Acquisitions importantes en 2013

Conformément à sa stratégie de croissance, le 1<sup>er</sup> février 2013, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Velocity Express (« Velocity ») et de ses filiales. Velocity, important fournisseur de services personnalisés de livraison le jour même à l'échelle régionale, offre une gamme étendue de services de livraison de colis de toutes tailles. Cette acquisition comptant peu d'actifs accroît davantage la densité et les capacités de TransForce sur le marché de la livraison de colis et de courrier le jour même en Amérique du Nord.

Le 21 août 2013, TransForce a conclu l'acquisition de toutes les actions émises et en circulation de JCF Inc. et de sa filiale, E.L. Farmer & Company (désignées collectivement comme « E.L. Farmer »). Fondée en 1910, E.L. Farmer a son siège social à Odessa, au Texas. Exerçant principalement ses activités dans toutes les régions du Texas, E.L. Farmer est une entreprise comptant peu d'actifs qui fournit des services spécialisés d'entreposage et de déplacement de tuyaux au secteur des champs pétroliers. La transaction devrait générer des revenus annuels d'environ 70,0 M\$.

Pour obtenir des renseignements détaillés sur l'incidence de ces acquisitions sur la situation financière et la performance financière de la Société, veuillez vous reporter aux rubriques pertinentes du présent rapport de gestion.

### Survol du quatrième trimestre

Les résultats du quatrième trimestre de TransForce ont été touchés par la baisse des volumes associés aux mauvaises conditions météorologiques et par le fait que les congés des Fêtes tombaient en milieu de semaine. Bien que la contribution des acquisitions aux revenus ait également été en partie annulée par le déclin des revenus dans le secteur de l'énergie, le BAII a été influencé aussi par des mesures particulières qui ont été prises afin de rétablir rapidement les marges. Tout d'abord, conformément à ce qui a été annoncé, la Société a fermé ses activités de déplacement d'appareils de forage au Canada à la fin de décembre et a rendu tout l'équipement disponible à la vente. La Société s'attend à recouvrer la totalité de la valeur comptable de ces actifs, soit environ 11,4 M\$. La Société surveille actuellement les activités correspondantes aux États-Unis pour lesquelles la valeur de l'investissement dans l'équipement et le matériel roulant sera réduite d'environ 30 M\$ au cours de 2014. La Société a également réduit la valeur de certaines immobilisations incorporelles dans ce secteur. La rationalisation s'est poursuivie dans les secteurs de la livraison de colis et courrier et du transport de lots brisés avec des fermetures d'installations et des réductions d'effectifs supplémentaires. Ces mesures ainsi que les conditions météorologiques ont influé sur le BAII de TransForce pour le quatrième trimestre.

L'appréciation du dollar américain a eu une incidence favorable sur le bénéfice opérationnel compte tenu du fait que la Société génère des flux de trésorerie nets d'environ 172 M\$ en dollars américains sur une base annuelle. Sur douze mois, l'amélioration de 0,0581 \$ CA du taux de change trimestriel moyen avec le dollar américain a ajouté près de 2,5 M\$ au BAII du trimestre à l'étude.

Comme toujours, la direction a comme priorités d'améliorer l'efficacité opérationnelle et l'utilisation des actifs, ainsi que de générer de vigoureux flux de trésorerie.

### Revenus

Pour le quatrième trimestre terminé le 31 décembre 2013, le total des revenus a atteint 792,6 M\$, en hausse de 14,2 M\$, ou 2 %, par rapport à 778,4 M\$ au quatrième trimestre de 2012. La hausse découle des acquisitions d'entreprises, facteur neutralisé par un recul de 24,6 M\$ du total des revenus dans le secteur de l'énergie et par les intempéries survenues dans les dernières semaines de décembre.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, le total des revenus s'est établi à 3,11 G\$, ce qui représente une légère baisse de 1 % comparativement à 3,14 G\$ en 2012. Les baisses ont été plus marquées dans le secteur de l'énergie. Exception faite de la contribution d'E.L. Farmer, le total des revenus a diminué de 104,4 M\$. Les revenus du secteur de la livraison de colis et courrier ont augmenté de 106,5 M\$, ce qui est surtout attribuable à l'acquisition de Velocity.

### Charges opérationnelles

*Les charges opérationnelles de la Société incluent a) les charges liées aux matières et aux services, qui se composent principalement des coûts liés aux entrepreneurs indépendants et à l'exploitation des véhicules; les charges liées à l'exploitation des véhicules se composent principalement des coûts liés au carburant, aux réparations et à l'entretien, aux assurances, aux permis ainsi qu'aux fournitures opérationnelles; b) les charges liées au personnel; c) les autres charges opérationnelles, qui se composent surtout des coûts liés aux loyers des bureaux et des terminaux, aux taxes, au chauffage, aux télécommunications, à l'entretien, à la sécurité et aux autres frais généraux; et d) l'amortissement.*

Pour le quatrième trimestre, le total des charges opérationnelles de la Société a augmenté de 34,8 M\$, passant de 714,2 M\$ en 2012 à 749,0 M\$ en 2013. Un montant d'environ 13,5 M\$ de cette hausse est lié à l'augmentation des revenus. Les services au secteur de l'énergie sont responsables de la hausse relative d'environ 8,0 M\$ des charges opérationnelles de la Société, dont une somme de 2,7 M\$ était attribuable à la fermeture des activités de déplacement d'appareils de forage et le reste, à l'augmentation des charges liées aux matières et aux services. Des mesures actives ont été prises afin de réduire les coûts et de s'adapter à la demande. Les coûts opérationnels incluent des montants de 2,5 M\$ et de 1,8 M\$ en lien avec les charges de rationalisation supplémentaires dans les secteurs de la livraison de colis et courrier et du transport de lots brisés, respectivement. En outre, le mauvais temps qui a touché les régions Ouest et Est du Canada à la fin du quatrième trimestre de 2013 a eu une incidence défavorable sur notre efficacité et, sans affirmer que ces éléments y sont directement associés, les coûts associés aux accidents et aux demandes de règlement ont augmenté de 1,0 M\$ dans le secteur du transport de lots brisés. En conséquence, le ratio d'exploitation a augmenté, atteignant 94,5 % pour le trimestre, par rapport à 91,8 % au quatrième trimestre de 2012.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les charges opérationnelles avant la charge de dépréciation sont demeurées pratiquement inchangées, à 2,90 G\$, tandis que le ratio d'exploitation a légèrement augmenté, passant de 92,1 % pour 2012 à 93,3 % en 2013, ce qui s'explique par la performance insatisfaisante du secteur de l'énergie.

#### **Amortissement**

Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013, l'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 1,3 M\$ et 5,4 M\$, respectivement. Cette diminution s'explique par la réduction des actifs dans les secteurs du transport de lots brisés et du transport de lots complets, ceux-ci procurant une meilleure efficacité. L'évolution de la Société vers une exploitation allégée en actifs et son engagement constant envers une rigoureuse gestion des capitaux ont permis d'accroître la productivité et l'utilisation de la flotte sur douze mois.

Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013, l'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué de 1,0 M\$ et 6,4 M\$, respectivement. Cette diminution est le fait de certaines immobilisations incorporelles liées à des acquisitions d'entreprises réalisées au cours des exercices précédents qui sont entièrement amorties, particulièrement dans les secteurs de la livraison de colis et courrier et de l'énergie.

#### **Dépréciation des immobilisations incorporelles**

Au quatrième trimestre de 2013, une charge de dépréciation avant impôt de 63,1 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat global. Cette charge de dépréciation sans effet sur la trésorerie liée au secteur des services spécialisés – services au secteur de l'énergie, est associée aux activités de déplacement d'appareils de forage au Canada et aux États-Unis pour des montants de 5,7 M\$ et 57,4 M\$, respectivement. La charge de dépréciation au titre des activités canadiennes est attribuable à la fermeture de ces activités. Aux États-Unis, les principaux facteurs ayant entraîné cette charge de dépréciation sont la faiblesse persistante des prix des marchandises, dont ceux du gaz naturel, qui ont eu une incidence négative sur les prévisions concernant les niveaux d'activité de l'industrie, et les changements d'ordre structurel liés à l'exploitation qui sont à l'origine d'une diminution de l'activité associée aux services fournis par la Société. Cette révision à la baisse des prévisions a été la source de tensions à la baisse sur les prix qui ont réduit encore davantage les marges d'exploitation.

#### **Bénéfice des activités opérationnelles (BAII)**

##### **Quatrième trimestre**

Exception faite de la dépréciation, le bénéfice des activités opérationnelles (« BAII ») de TransForce s'est fixé à 43,5 M\$ pour le quatrième trimestre de 2013, en baisse de 20,6 M\$ par rapport à 64,1 M\$ au quatrième trimestre de 2012. Cette baisse est attribuable au secteur de l'énergie, dont le BAII a reculé de 8,0 M\$, car les activités de déplacement d'appareils de forage de la Société continuent d'éprouver des difficultés depuis la fin de 2012, et leurs revenus ont considérablement baissé. Le BAII de la livraison de colis et courrier et du transport de lots brisés a reculé en raison de l'augmentation des charges de rationalisation, et les marges de ces secteurs ont souffert des mauvaises conditions météorologiques de la fin du mois de décembre. Le BAII de ces deux secteurs a reculé de 7,4 M\$ et 8,8 M\$, respectivement, par rapport au quatrième trimestre de 2012.

##### **Exercice**

Exception faite de la dépréciation, le BAII de TransForce a baissé de 37,8 M\$ et s'est situé à 209,4 M\$ en 2013, comparativement à 247,1 M\$ pour 2012. Ce recul de 15 % est lié à la performance insatisfaisante des services au secteur de l'énergie, phénomène qui a commencé à se manifester au quatrième trimestre de 2012 et a réduit le BAII consolidé de 39,5 M\$. Diverses mesures ont été prises afin d'enrayer le déclin de la rentabilité, dont la fermeture des activités de déplacement d'appareils de forage au Canada. Aux États-Unis, des rationalisations et des réductions d'effectifs ont été mises en œuvre, et d'autres mesures sont envisagées pour le début de 2014. On a entreposé pour 29,0 M\$ d'équipement excédentaire, lequel est désigné en tant qu'actif détenu en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière de la Société.

En pourcentage des revenus, le BAII s'est fixé à 6,7 %, en baisse de 1,1 point de pourcentage sur douze mois. Conformément à son engagement visant la réduction des actifs, la Société a vendu cinq propriétés en 2013 et généré un profit de 13,0 M\$. L'attention accordée à l'optimisation des actifs et au contrôle des coûts dans la gestion des activités au quotidien a permis d'accroître le bénéfice opérationnel.

## Produits financiers et charges financières

(non audité) - (en milliers de dollars)	Quatrièmes trimestres terminés			Exercices terminés		
		les 31 décembre			les 31 décembre	
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Charges financières (produits financiers)						
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	<b>10 586</b>	10 565	21	<b>41 856</b>	46 951	(5 095)
(Gain) perte de change, montant net	<b>13 226</b>	2 797	10 429	<b>25 952</b>	(6 300)	32 252
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de change	<b>632</b>	(24)	656	<b>(363)</b>	(5 320)	4 957
Variation de la juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt	<b>(1 337)</b>	(427)	(910)	<b>(665)</b>	(2 347)	1 682
Autres charges financières	<b>2 956</b>	2 047	909	<b>7 581</b>	5 394	2 187
<b>Charges financières, montant net</b>	<b>26 063</b>	14 958	11 105	<b>74 361</b>	38 378	35 983

### Charge d'intérêts sur la dette à long terme

Il n'y a eu aucune variation importante de la charge d'intérêts pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013. Pour l'exercice, la charge d'intérêts a diminué en raison des taux d'intérêt moyens plus faibles et de la baisse du niveau d'endettement par rapport à 2012.

### Gain net ou perte nette de change

Le gain net ou la perte nette de change de la Société pour 2013 et 2012 est principalement attribuable à la tranche de la facilité renouvelable libellée en dollars américains (364,0 M\$ US au 31 décembre 2013; 356,7 M\$ US au 31 décembre 2012).

### Autres charges financières

L'augmentation des autres charges financières est surtout liée à une hausse de 2,3 M\$ de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle comptabilisée dans le résultat au troisième trimestre du dernier exercice.

### Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, le recouvrement d'impôt sur le résultat de 18,6 M\$ présentait un écart positif de 6,3 M\$ par rapport au recouvrement d'impôt de 12,3 M\$ anticipé en fonction du taux d'impôt prévu par la loi de 26,9 % auquel la Société est assujettie. Cet écart favorable net s'explique par les différences avantageuses d'un montant de 11,1 M\$ entre le taux d'impôt prévu par la loi et le taux en vigueur dans d'autres territoires, ces différences ayant été atténuées en partie par des charges non déductibles.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la charge d'impôt sur le résultat de 9,5 M\$ présentait un écart positif de 9,8 M\$ par rapport à la charge d'impôt de 19,3 M\$ anticipée en fonction du taux d'impôt prévu par la loi de 26,9 % auquel la Société est assujettie. Cet écart favorable net s'explique par les différences avantageuses d'un montant de 16,1 M\$ entre le taux d'impôt prévu par la loi et le taux en vigueur dans d'autres territoires ainsi que par le revenu exempt d'impôt lié à des gains en capital, ces éléments ayant été neutralisés par des charges non déductibles.

### Bénéfice net (perte nette)

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, la perte nette de TransForce se chiffre à 27,0 M\$, comparativement à un bénéfice net de 36,1 M\$ au quatrième trimestre de 2012. L'incidence après impôt de la charge de dépréciation (39,3 M\$) et de la perte de change (7,7 M\$) représente une tranche de 47,0 M\$ de l'écart de 63,1 M\$ par rapport au trimestre correspondant du dernier exercice. Le bénéfice net ajusté de la Société, qui ne tient pas compte de ces éléments, a reculé, s'établissant à 21,5 M\$, comparativement à 37,8 M\$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui est particulièrement lié aux difficultés rencontrées dans le secteur de l'énergie et aux intempéries.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, le bénéfice net a diminué, se situant à 62,4 M\$ par rapport à 154,2 M\$ en 2012. Exception faite de l'incidence après impôt du gain ou de la perte de change, des variations de la juste valeur des instruments dérivés et de la dépréciation des immobilisations incorporelles, le bénéfice net ajusté a totalisé 120,0 M\$ pour 2013, en baisse de 23,9 M\$ comparativement à 143,9 M\$ en 2012. Sur douze mois, malgré la faiblesse du secteur de l'énergie, la

contribution d'exploitation des secteurs de la livraison de colis et courrier, du transport de lots brisé et des services spécialisés – autres services a augmenté par rapport au dernier exercice. Comme cela a été le cas par le passé, la direction est convaincue que ses récents plans d'action visant à rationaliser son réseau et à accroître l'efficacité de ses activités permettront de générer des marges plus élevées.

## RÉSULTATS SECTORIELS

Aux fins de la présente rubrique, les termes « BAII » et « BAIIA » renvoient aux mêmes définitions qui font l'objet d'un rapprochement à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS » pour les résultats consolidés. En outre, afin de faciliter la comparaison du niveau d'activité commerciale et des coûts opérationnels entre les périodes, la Société compare les revenus avant la surcharge de carburant (les « revenus ») et redistribue les revenus liés à la surcharge de carburant dans les charges liées aux matières et aux services qui sont incluses dans les charges opérationnelles. Veuillez prendre note que cette redistribution n'a aucune incidence sur le « total des revenus ».

### Données financières sectorielles choisies<sup>(1)</sup> (non audité – en milliers de dollars)

	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Services spécialisés – services au secteur de l'énergie	Services spécialisés - autres services	Siège social	Éliminations	Total
<b>T4 2013</b>								
<b>Total des revenus</b>	<b>329 167</b>	<b>161 005</b>	<b>143 546</b>	<b>89 386</b>	<b>84 892</b>	<b>—</b>	<b>(15 441)</b>	<b>792 555</b>
<b>BAIIA</b>	<b>28 250</b>	<b>8 449</b>	<b>14 512</b>	<b>6 184</b>	<b>21 440</b>	<b>(2,519)</b>	<b>—</b>	<b>76 316</b>
<b>BAII</b>	<b>18 845</b>	<b>1 910</b>	<b>9 931</b>	<b>(818)</b>	<b>16 402</b>	<b>(2,761)</b>	<b>—</b>	<b>43 509</b>
<b>% du total des revenus<sup>(2)</sup></b>	<b>41 %</b>	<b>20 %</b>	<b>18 %</b>	<b>11 %</b>	<b>10 %</b>			<b>100 %</b>
<b>Marge du BAII</b>	<b>5,7 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>6,9 %</b>	<b>(0,9 %)</b>	<b>19,3 %</b>			<b>5,5 %</b>
<b>Dépenses en immobilisations, montant net</b>	<b>5 737</b>	<b>1 312</b>	<b>1 428</b>	<b>(1 269)</b>	<b>3 486</b>	<b>16</b>		<b>10 710</b>
<b>T4 2012</b>								
Total des revenus	302 910	162 822	150 896	96 578	84 629	—	(19 448)	778 387
BAIIA	35 253	17 778	17 344	14 664	18 383	(5 174)	—	98 248
BAII	26 260	10 743	12 489	7 138	12 795	(5 281)	—	64 144
% du total des revenus <sup>(2)</sup>	38 %	20 %	19 %	12 %	11 %			100 %
Marge du BAII	8,7 %	6,6 %	8,3 %	7,4 %	15,1 %			8,2 %
Dépenses en immobilisations, montant net	7 405	1 880	(1 146)	103	5 820	840		14 902

<sup>(1)</sup> Avant dépréciation des immobilisations incorporelles dans le secteur des services spécialisés – services au secteur de l'énergie. <sup>(2)</sup> Avant éliminations.

**Données financières sectorielles choisies<sup>(1)</sup> (non audité – en milliers de dollars)**

	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Services spécialisés – services au secteur de l'énergie	Services spécialisés - autres services	Siège social	Éliminations	Total
<b>2013</b>								
<b>Total des revenus</b>	<b>1 276 537</b>	<b>637 422</b>	<b>576 410</b>	<b>347 311</b>	<b>333 680</b>	—	<b>(61 714)</b>	<b>3 109 646</b>
<b>BAIIA</b>	<b>116 025</b>	<b>53 168</b>	<b>59 992</b>	<b>35 692</b>	<b>76 596</b>	<b>(12 439)</b>	—	<b>329 034</b>
<b>BAII</b>	<b>80 119</b>	<b>38 922</b>	<b>39 507</b>	<b>8 376</b>	<b>55 768</b>	<b>(13 339)</b>	—	<b>209 353</b>
<b>% du total des revenus<sup>(2)</sup></b>	<b>40 %</b>	<b>20 %</b>	<b>18 %</b>	<b>11 %</b>	<b>11 %</b>			<b>100 %</b>
<b>Marge du BAII</b>	<b>6,3 %</b>	<b>6,1 %</b>	<b>6,9 %</b>	<b>2,4 %</b>	<b>16,7 %</b>			<b>6,7 %</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>625 796</b>	<b>470 459</b>	<b>294 380</b>	<b>305 456</b>	<b>330 116</b>	<b>38 395</b>		<b>2 064 602</b>
<b>Dépenses en immobilisations, montant net<sup>(3)</sup></b>	<b>13 915</b>	<b>(19 269)</b>	<b>3 110</b>	<b>(10 543)</b>	<b>22 790</b>	<b>892</b>		<b>10 895</b>
<b>2012</b>								
Total des revenus	1 170 059	652 768	609 184	425 801	344 099	—	(61 655)	3 140 256
BAIIA	115 978	64 680	71 873	77 504	72 906	(16 966)	—	385 975
BAII	78 302	36 712	50 473	47 855	50 985	(17 178)	—	247 149
% du total des revenus <sup>(2)</sup>	37 %	20 %	19 %	13 %	11 %			100 %
Marge du BAII	6,7 %	5,6 %	8,3 %	11,2 %	14,8 %			7,9 %
Total des actifs	587 592	503 570	302 911	383 442	327 912	8 696		2 114 123
Dépenses en immobilisations, montant net	18 769	9 333	264	7 707	15 526	2 005		53 604

<sup>(1)</sup> Avant dépréciation des immobilisations incorporelles dans le secteur des services spécialisés – services au secteur de l'énergie. <sup>(2)</sup> Avant éliminations. <sup>(3)</sup> Le montant net négatif des dépenses en immobilisations du secteur du transport de lots brisés est imputable à la cession-bail d'un terminal situé à Dorval, au Québec, pour la somme de 18,4 M\$ au premier trimestre et à la cession de quatre propriétés pour la somme de 19,5 M\$ en 2013. Dans le secteur de l'énergie, de l'équipement excédentaire a été vendu pour une contrepartie totale de 14,4 M\$ en 2013.

**Livraison de colis et courrier**

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Total des revenus	<b>329 167</b>	302 910	9 %	<b>1 276 537</b>	1 170 059	9 %
Surcharge de carburant	<b>(32 068)</b>	(31 444)	2 %	<b>(125 183)</b>	(119 734)	5 %
<b>Revenus</b>	<b>297 099</b>	271 466	9 %	<b>1 151 354</b>	1 050 325	10 %
Charges liées aux matières et aux services (déduction faite de la surcharge de carburant)	<b>164 566</b>	143 978	14 %	<b>632 842</b>	559 723	13 %
Charges liées au personnel	<b>77 322</b>	70 156	10 %	<b>296 961</b>	279 363	6 %
Autres charges opérationnelles	<b>26 961</b>	22 079	22 %	<b>105 526</b>	95 261	11 %
<b>BAIIA</b>	<b>28 250</b>	35 253	(20 %)	<b>116 025</b>	115 978	0 %
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>4 582</b>	4 420	4 %	<b>17 844</b>	17 503	2 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>4 348</b>	4 578	(5 %)	<b>17 378</b>	19 992	(13 %)
Perte sur la vente d'immobilisations corporelles	<b>475</b>	(5)		<b>684</b>	181	
<b>BAII</b>	<b>18 845</b>	26 260	(28 %)	<b>80 119</b>	78 302	2%
Marge du BAII (% du total des revenus)	<b>5,7 %</b>	8,7 %		<b>6,3 %</b>	6,7 %	

Le 1<sup>er</sup> février 2013, la Société a conclu l'acquisition de Velocity en lien avec les services de livraison le jour même dans le secteur de la livraison de colis et courrier. En 2013, la répartition des revenus du secteur de la livraison de colis et courrier entre les services de livraison le jour même et les services de livraison le lendemain était d'environ 49 % -51 %, respectivement.

### Revenus

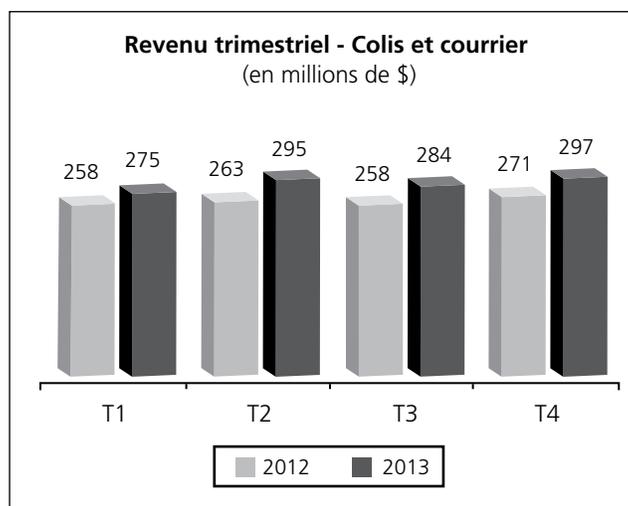
Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013, les hausses de revenus sont attribuables à l'acquisition de Velocity. Les changements opérationnels liés à l'acquisition sont en cours et devraient prendre fin au début de 2014. Exception faite des acquisitions, les revenus de ce secteur pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013 ont reculé de 6,7 M\$, ou 2 %, et 13,2 M\$, ou 1 %, respectivement. Les mauvaises conditions météorologiques ont influé sur les résultats du trimestre, tandis que la tendance selon laquelle les clients choisissent de plus en plus des méthodes d'expédition moins coûteuses (délais de livraison moins définis et moins accélérés) a eu une incidence sur la rentabilité de ce secteur

au cours de la seconde moitié de 2013, chacune des divisions opérationnelles du secteur continuant de subir des tensions au chapitre des prix alors que les clients cherchent à tirer parti de leurs dépenses et à regrouper leurs activités afin de réduire les prix. Les divisions opérationnelles du secteur continuent de mettre en œuvre diverses mesures liées aux prix visant les clients qui génèrent des marges faibles afin d'accroître la rentabilité, tout en privilégiant une stratégie d'approvisionnement et de services à la clientèle dans de nouveaux marchés, en particulier le commerce électronique, pour atténuer le déclin observé dans les secteurs habituels (p. ex., divertissement, livres et vente au détail).

### Charges opérationnelles

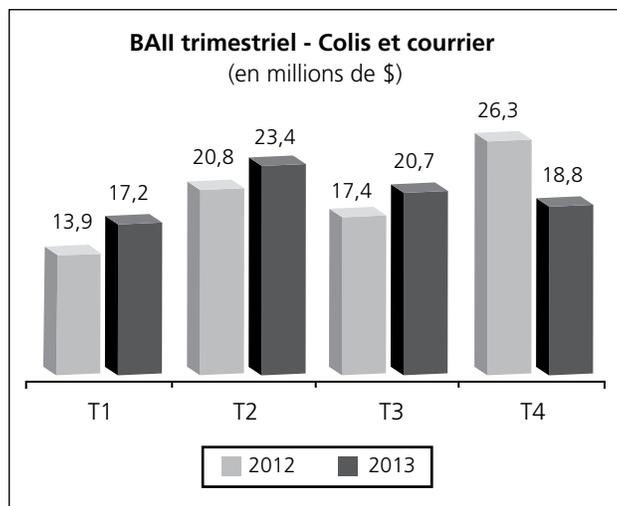
Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013, la hausse des charges opérationnelles liées aux activités de livraison de colis et courrier est essentiellement liée à l'augmentation des revenus, laquelle est attribuable à l'acquisition de Velocity. Exception faite des acquisitions, les charges opérationnelles de ce secteur avant amortissement ont baissé de 0,7 M\$, ou 0,3 %, pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013 par rapport à 2012, tandis que le BAIIA du secteur a décliné de 6,0 M\$, ou 17 %, pour s'établir à 29,2 M\$. Directement en réaction au recul des revenus, les divisions opérationnelles de ce secteur ont mis en œuvre des changements visant à réduire les charges liées aux matières et aux services d'environ 3 %, en plus de procéder à une réduction de personnel majeure ayant occasionné des dépenses au titre des indemnités de départ de 1,5 M\$, lesquelles ont eu pour effet d'accroître les charges liées au personnel de 2 % sur douze mois. Cette restructuration comprenait notamment le regroupement de certaines fonctions administratives au sein des divisions opérationnelles du secteur, en particulier dans les domaines des finances et des ventes, ce qui a entraîné l'élimination de 47 postes d'employés et devrait, selon les estimations, générer des économies futures d'environ 4,2 M\$ sur une base annualisée. Par ailleurs, en lien avec le programme de rationalisation de Velocity, la Société a engagé des frais de rachat de contrats de location d'environ 1,0 M\$, ce qui générera des économies dans l'avenir.

Exception faite de l'acquisition, les charges opérationnelles avant amortissement ont reculé de 15,2 M\$, ou 2 %, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 comparativement à 2012, contribuant à une hausse de 2,1 M\$, ou 2 %, du BAIIA du secteur, qui atteint 118,1 M\$. Cette amélioration a été obtenue principalement grâce aux efforts soutenus qui ont été déployés pour améliorer la productivité et contrôler les coûts, conjugués à l'incidence financière positive de certains changements structurels visant le personnel et des initiatives en matière de technologies et d'installations qui ont été mises en œuvre en 2012 et généré des résultats améliorés sur le plan financier en 2013.



**BAIL**

Conformément au plan de la Société, les charges de rationalisation ont eu une incidence sur le BAIL du trimestre. Les tempêtes de verglas et les chutes de neige extrêmes du mois de décembre ont eu pour effet de réduire encore davantage les résultats opérationnels. Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, le BAIL du secteur de la livraison de colis et courrier, exception faite de l'acquisition, a fléchi de 21 % et s'est fixé à 20,7 M\$, tandis que la marge du BAIL s'est située à 7,0 %, en baisse de 1,7 point de pourcentage par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, le BAIL, exception faite de l'acquisition, a augmenté de 8 % et a atteint 84,8 M\$, ce qui a permis d'accroître la marge du BAIL de 0,6 point de pourcentage, à 7,3 %. La marge du BAIL a progressé sur douze mois grâce à l'attention soutenue accordée dans ce secteur à l'élimination des redondances, à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle et au contrôle des coûts.



L'incidence de ces résultats opérationnels positifs sur une base annuelle a été réduite par l'intégration des activités de Velocity liées aux services de livraison le jour même aux États-Unis. Velocity a généré une marge du BAIL négative pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013 et, malgré le plan stratégique qui est en cours d'exécution en vue d'optimiser l'exploitation de Velocity, on prévoit qu'il faudra un certain temps avant que les améliorations et les synergies produisent la rentabilité escomptée. Néanmoins, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la marge du BAIL du secteur de la livraison de colis et courrier est demeurée stable sur douze mois.

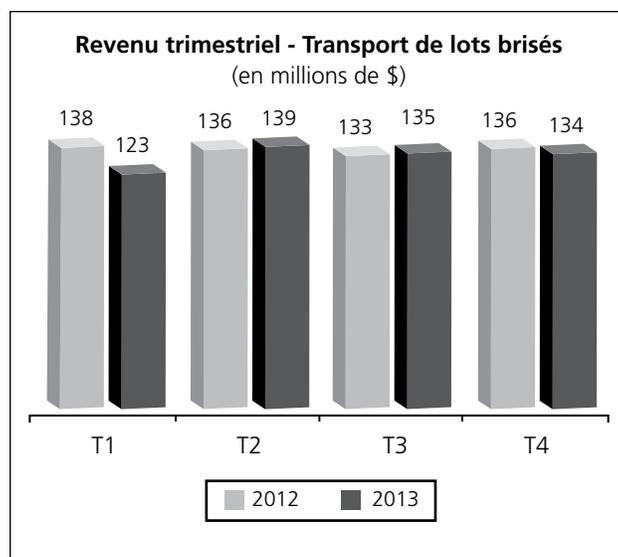
**Transport de lots brisés**

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Total des revenus	<b>161 005</b>	162 822	(1 %)	<b>637 422</b>	652 768	(2 %)
Surcharge de carburant	<b>(27 050)</b>	(26 935)	0 %	<b>(107 087)</b>	(110 167)	(3 %)
<b>Revenus</b>	<b>133 955</b>	135 887	(1 %)	<b>530 335</b>	542 601	(2 %)
Charges liées aux matières et aux services (déduction faite de la surcharge de carburant)	<b>62 840</b>	54 381	16 %	<b>228 452</b>	215 397	6 %
Charges liées au personnel	<b>51 612</b>	53 125	(3 %)	<b>208 657</b>	221 428	(6 %)
Autres charges opérationnelles	<b>11 054</b>	10 603	4 %	<b>40 058</b>	41 096	(3 %)
<b>BAILA</b>	<b>8 449</b>	17 778	(52 %)	<b>53 168</b>	64 680	(18 %)
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>5 733</b>	6 013	(5 %)	<b>23 237</b>	25 303	(8 %)
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>836</b>	1 091	(23 %)	<b>3 813</b>	4 221	(10 %)
Perte (profit) sur la vente d'immobilisations corporelles	<b>(30)</b>	(69)		<b>(12 804)</b>	(1 556)	
<b>BAIL</b>	<b>1 910</b>	10 743	(82 %)	<b>38 922</b>	36 712	6 %
Marge du BAIL (% du total des revenus)	<b>1,2 %</b>	6,6 %		<b>6,1 %</b>	5,6 %	

TransForce a pris des mesures énergiques au cours des dernières années afin d'optimiser les opérations et de réduire la surcapacité en consolidant les ressources et les terminaux entre les divisions de TransForce. Bien que le bénéfice opérationnel du trimestre ait été plus faible que prévu, la direction est encouragée par la tendance à la hausse du bénéfice opérationnel qui a été observée l'an dernier et depuis le début de l'année dans le secteur du transport de lots brisés, alors que la Société a continué de mettre l'accent sur la gestion des capitaux et des coûts afin de s'adapter à la demande de la clientèle.

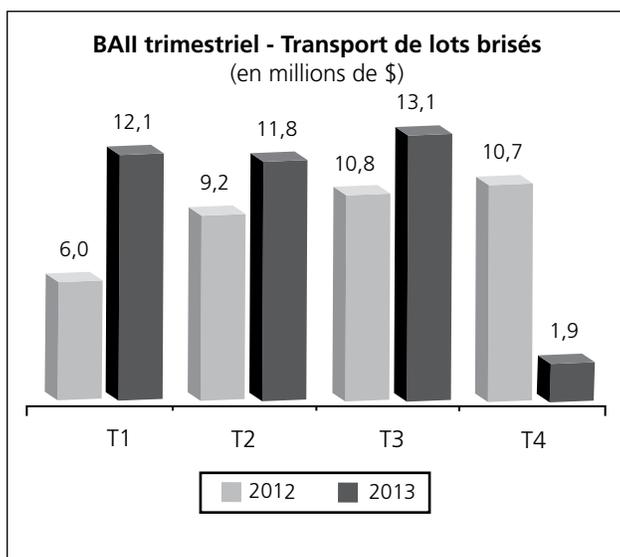
## Revenus

Pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013, les revenus du secteur du transport de lots brisés ont légèrement diminué. Cette année, outre l'incidence négative des conditions météorologiques au dernier trimestre, les revenus et les volumes ont représenté les principaux défis en raison d'un certain nombre de facteurs, mais surtout, l'importance accordée par les clients au rendement et à l'amélioration des tarifs a entraîné des pertes de contrats ou une réduction de la rentabilité. Cependant, de nouvelles possibilités de revenus ont découlé de la consolidation des divisions du secteur du transport de lots brisés de TransForce, laquelle est à l'origine de nombreux changements d'itinéraires entre ces divisions et leurs différents partenaires des États-Unis. En outre, la plus grande visibilité offerte aux clients en ce qui concerne les heures de livraison et cueillette grâce à l'amélioration des outils de planification et de mise en correspondance des itinéraires a également contribué à accroître les volumes dans ce secteur et neutralisé en partie le déclin des revenus.



## Charges opérationnelles

Pour le quatrième trimestre de 2013, le total des charges opérationnelles avant amortissement a augmenté de 7,4 M\$, ou 6 %, par rapport au quatrième trimestre de 2012. Cette augmentation est principalement le fait des hausses des charges liées aux sous-traitants et aux agents indépendants, ainsi qu'aux accidents et aux demandes de règlement. Pendant le trimestre, la Société a inscrit des frais de 1,8 M\$ en lien avec des indemnités de départ et engagé des dépenses de 1,0 M\$ pour des accidents et des demandes de règlement, ce qui est inhabituellement élevé. Par ailleurs, dans l'Ouest canadien, les récentes fermetures de terminaux n'ont pas généré les réductions de coûts prévues pendant la phase de transition, et la Société surveille la situation dans le but de réaliser pleinement les avantages de ces mesures. Néanmoins, la consolidation a permis de réduire le nombre d'équipements, de terminaux et d'employés des services administratifs, ce qui a permis de réduire les frais fixes et procure une structure de coût plus efficiente pour l'avenir. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, le total des charges opérationnelles avant amortissement est resté pratiquement inchangé à 477,2 M\$, comparativement à 477,9 M\$ en 2012.



## BAIL

En 2013, la Société a conclu une opération de cession-bail visant un terminal situé à Dorval, au Québec, pour une contrepartie de 18,4 M\$, et vendu quatre autres propriétés pour la somme de 19,5 M\$. Ces cinq transactions ont généré un profit de 13,0 M\$.

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, compte tenu des hausses de dépenses susmentionnées, le BAIL du secteur du transport de lots brisés a reculé, s'établissant à 1,9 M\$, par rapport à 10,7 M\$ pour le trimestre correspondant du dernier exercice. En raison du profit réalisé sur les cessions d'immobilisations corporelles, le BAIL a augmenté de 2,2 M\$ et atteint 38,9 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, alors que la marge du BAIL s'est fixée à 6,1 %, comparativement à 5,6 % il y a un an.

**Transport de lots complets**

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Total des revenus	<b>143 546</b>	150 896	(5 %)	<b>576 410</b>	609 184	(5 %)
Surcharge de carburant	<b>(19 748)</b>	(21 625)	(9 %)	<b>(82 493)</b>	(89 501)	(8 %)
<b>Revenus</b>	<b>123 798</b>	129 271	(4 %)	<b>493 917</b>	519 683	(5 %)
Charges liées aux matières et aux services (déduction faite de la surcharge de carburant)	<b>78 050</b>	80 693	(3 %)	<b>304 767</b>	315 496	(3 %)
Charges liées au personnel	<b>28 088</b>	27 859	1 %	<b>113 786</b>	117 120	(3 %)
Autres charges opérationnelles	<b>3 148</b>	3 375	(7 %)	<b>15 372</b>	15 194	1 %
<b>BAIIA</b>	<b>14 512</b>	17 344	(16 %)	<b>59 992</b>	71 873	(17 %)
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>4 535</b>	5 419	(16 %)	<b>19 289</b>	22 807	(15 %)
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>411</b>	511	(20 %)	<b>1 900</b>	2 360	(19 %)
Perte (profit) sur la vente d'immobilisations corporelles	<b>(365)</b>	(1 075)		<b>(704)</b>	(3 767)	
<b>BAII</b>	<b>9 931</b>	12 489	(20 %)	<b>39 507</b>	50 473	(22 %)
Marge du BAII (% du total des revenus)	<b>6,9 %</b>	8,3 %		<b>6,9 %</b>	8,3 %	

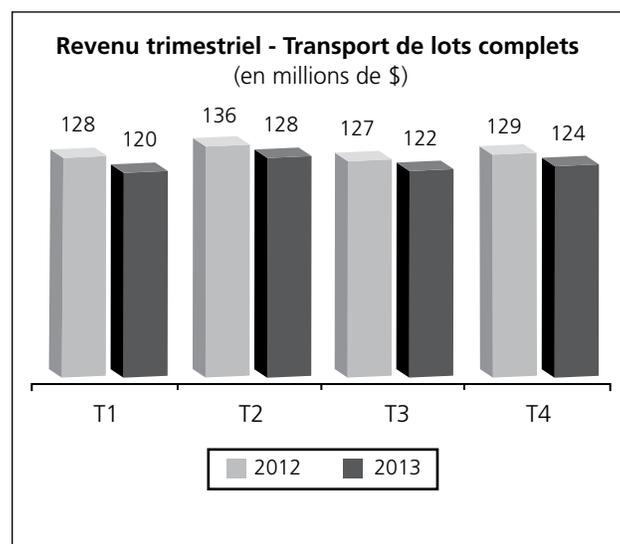
**Revenus**

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, les revenus du secteur du transport de lots complets ont diminué de 4 %, se fixant à 123,8 M\$, par rapport à 129,3 M\$ au quatrième trimestre de 2012. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les revenus du secteur du transport de lots complets ont baissé de 5 %, s'établissant à 493,9 M\$ par rapport à 519,7 M\$ en 2012. Dans cette conjoncture économique difficile, les volumes ont diminué en 2013 par rapport à 2012, et les prix sont demeurés relativement stables, mais ont été soumis à des tensions toute l'année.

**Charges opérationnelles**

Pour le quatrième trimestre de 2013, les charges opérationnelles avant amortissement des activités de transport de lots complets se sont chiffrées à 109,3 M\$, en baisse de 2,6 M\$, ou 2 %, par rapport au quatrième trimestre de 2012. Les charges liées aux matières et aux services ont enregistré la plus forte diminution en dollars, les services de l'extérieur ayant été réduits pour atténuer en partie la diminution de volume. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les charges opérationnelles avant amortissement se sont établies à 433,9 M\$, en baisse de 13,9 M\$, ou 3 %, comparativement à 2012.

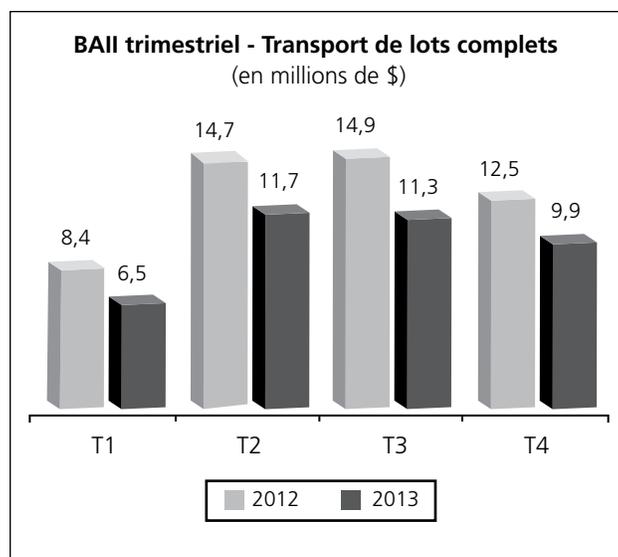
Par rapport à 2012, l'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 16 % et 15 %, respectivement, pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013. Cette variation s'explique par la diminution de l'équipement appartenant à la Société, qui a été remplacé par celui d'entrepreneurs indépendants et par de l'équipement loué.



**BAIL**

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, le BAIL lié au secteur du transport de lots complets de la Société s'est fixé à 9,9 M\$, comparativement à 12,5 M\$ au quatrième trimestre de 2012. La marge du BAIL s'est située à 6,9 %, en baisse de 1,4 point de pourcentage par rapport au quatrième trimestre de 2012. Les initiatives continues de réduction des coûts et de rationalisation des actifs ont permis d'atténuer l'incidence de facteurs économiques fondamentaux peu porteurs dans ce marché traditionnel du camionnage. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, le BAIL s'est chiffré à 39,5 M\$, par rapport à 50,5 M\$ en 2012. La marge du BAIL s'est établie à 6,9 %, en baisse de 1,4 point de pourcentage comparativement à 2012. Cependant, les résultats du dernier exercice incluaient un profit de 3,8 M\$ sur la vente d'immobilisations corporelles, ce qui a accru la marge du BAIL de l'exercice précédent de 0,6 point de pourcentage.

La Société est convaincue que sa gestion rigoureuse permettra de protéger les marges du secteur du transport de lots complets et d'accroître sa rentabilité, malgré la conjoncture économique qui prévaut et le fait que ce secteur a généré des résultats financiers en légère baisse en 2013. De plus, la dépréciation du dollar canadien observée cette année devrait entraîner une augmentation des mouvements transfrontaliers, contribuant ainsi à un certain allègement des tensions qui s'exercent sur les prix.

**Services spécialisés – services au secteur de l'énergie**

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
Total des revenus	<b>89 386</b>	96 578	(7 %)	<b>347 311</b>	425 801	(18 %)
Surcharge de carburant	<b>(4 481)</b>	(740)	506 %	<b>(6 898)</b>	(2 960)	133 %
<b>Revenus</b>	<b>84 905</b>	95 838	(11 %)	<b>340 413</b>	422 841	(19 %)
Charges liées aux matières et aux services (déduction faite de la surcharge de carburant)	<b>49 970</b>	51 273	(3 %)	<b>193 489</b>	223 296	(13 %)
Charges liées au personnel	<b>24 055</b>	25 650	(6 %)	<b>93 842</b>	107 488	(13 %)
Autres charges opérationnelles	<b>4 696</b>	4 251	10 %	<b>17 390</b>	14 553	19 %
<b>BAILA</b>	<b>6 184</b>	14 664	(58 %)	<b>35 692</b>	77 504	(54 %)
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>5 253</b>	5 518	(5 %)	<b>21 199</b>	21 951	(3 %)
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>2 587</b>	2 654	(3 %)	<b>9 077</b>	11 038	(18 %)
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	<b>(838)</b>	(646)		<b>(2 960)</b>	(3 340)	
<b>BAIL<sup>(1)</sup></b>	<b>(818)</b>	7 138	(111 %)	<b>8 376</b>	47 855	(82 %)
Marge du BAIL <sup>(1)</sup> (% du total des revenus)	<b>(0,9%)</b>	7,4%		<b>2,4%</b>	11,2%	

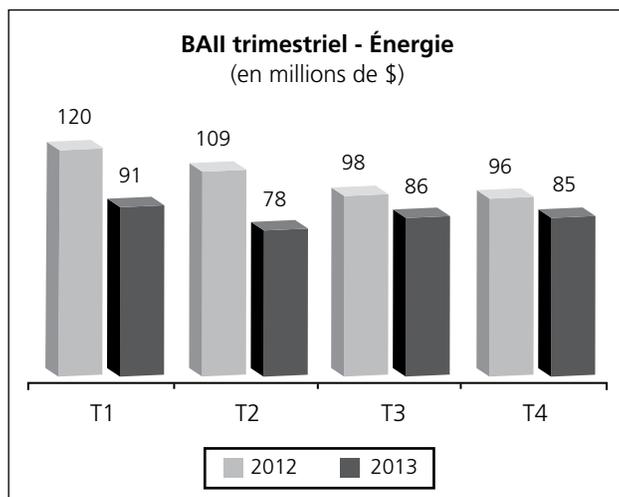
<sup>(1)</sup> Avant dépréciation des immobilisations incorporelles.

Le 21 août 2013, la Société a conclu l'acquisition d'E.L. Farmer, entreprise qui compte peu d'actifs et qui fournit des services spécialisés d'entreposage et de déplacement de tuyaux au secteur des champs pétroliers.

Compte tenu des difficultés persistantes que connaissent ses activités de déplacement d'appareils de forage au Canada, la Société a décidé de fermer ses deux derniers terminaux dans l'Ouest canadien et de mettre fin à ces activités. Par conséquent, une charge de 8,4 M\$ a été comptabilisée au quatrième trimestre de 2013, soit une charge de dépréciation des immobilisations incorporelles sans effet sur la trésorerie de 5,7 M\$ et des frais de fermeture de 2,7 M\$. En outre, la Société a comptabilisé un montant de 57,4 M\$ au titre de la dépréciation des immobilisations incorporelles en lien avec les activités de déplacement d'appareils de forage aux États-Unis. Les principaux facteurs responsables de la charge de dépréciation sont la faiblesse persistante des prix des marchandises, dont ceux du gaz naturel, qui ont eu une incidence négative sur les prévisions concernant les niveaux d'activité de l'industrie, et les changements d'ordre structurel liés à l'exploitation qui sont à l'origine d'une diminution de l'activité associée aux services fournis par la Société. Cette révision à la baisse des prévisions a été la source de tensions à la baisse sur les prix qui ont réduit encore davantage les marges d'exploitation. Pour 2013, les revenus et la perte des activités opérationnelles, avant dépréciation, en lien avec les activités de déplacement d'appareils de forage au Canada se sont chiffrés à 23,7 M\$ et 7,8 M\$, respectivement.

### Revenus

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, les revenus liés au secteur des services spécialisés – services au secteur de l'énergie se sont établis à 84,9 M\$, en baisse de 11 %, par rapport à 95,8 M\$ il y a un an. La diminution des revenus, qui est attribuable aux activités de déplacement d'appareils de forage au Canada et aux États-Unis, a été atténuée par l'acquisition d'E.L. Farmer, dont la contribution aux revenus s'est chiffrée à 13,9 M\$. La conjoncture du secteur pétrolier et gazier nord-américain est difficile depuis plusieurs mois, et des mesures ont été prises pour s'adapter à la demande. La baisse des revenus a été plus notable dans la formation de Bakken\* qui est servie par le terminal du Dakota du Nord. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les revenus se sont établis à 340,4 M\$, en baisse de 19 % par rapport à 422,8 M\$ en 2012. L'augmentation de la surcharge de carburant est attribuable à E.L. Farmer.



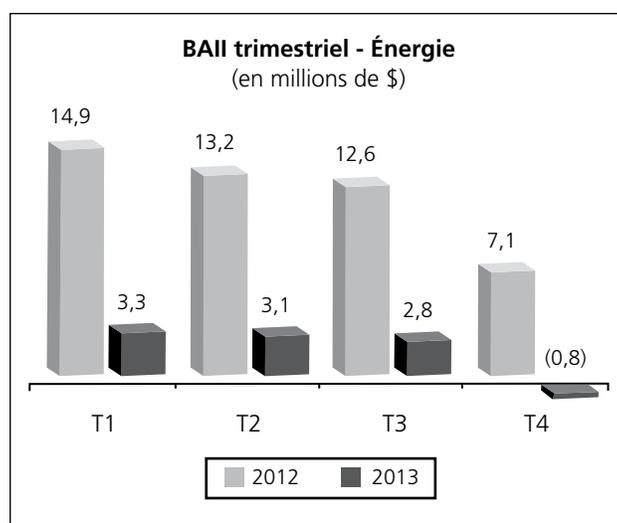
### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles avant amortissement des services au secteur de l'énergie ont été de 78,7 M\$ au quatrième trimestre de 2013, par rapport à 81,2 M\$ pour le quatrième trimestre de 2012. Les charges opérationnelles avant amortissement ont reculé de 2,5 M\$, ou 3 %. Exception faite de l'acquisition, ces charges ont baissé de 18 %, ou 14,8 M\$. Les charges liées aux matières et aux services n'ont diminué que de 3 % par rapport au dernier exercice grâce à l'acquisition d'E.L. Farmer, entreprise qui exerce ses activités avec peu d'actifs et qui a surtout recours à des entrepreneurs indépendants. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les charges opérationnelles avant amortissement se sont situées à 304,7 M\$, en baisse de 40,6 M\$, ou 12 %, comparativement à 2012. La Société a fermé trois terminaux en Alberta d'avril à juillet 2013 et vendu l'équipement excédentaire des activités de déplacement d'appareils de forage au Canada afin de réduire les frais fixes et généraux. En raison de la performance toujours insatisfaisante de ses activités de déplacement d'appareils de forage aux États-Unis, la Société analyse actuellement toutes les options à sa disposition pour remédier à cette situation. Au 31 décembre 2013, les ventes d'équipement dans ce secteur totalisaient 14,4 M\$; dont 9,3 M\$ et 4,7 M\$ en lien avec l'équipement excédentaire des activités de déplacement d'appareils de forage au Canada et aux États-Unis, respectivement. De plus, d'autres éléments de l'équipement pour un montant additionnel de 29,0 M\$ ont été entreposés et désignés en tant qu'actifs détenus en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière de la Société.

\* Certaines régions du Montana, du Dakota du Nord et de la Saskatchewan

**BAIL**

Pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013, la perte des activités opérationnelles s'est située à 0,8 M\$, ce qui se compare au bénéfice de 7,1 M\$ enregistré au quatrième trimestre de 2012. La détérioration de la marge brute est attribuable au ralentissement marqué au sein du secteur pétrolier et gazier ainsi qu'aux frais de fermeture. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, le BAIL de ce secteur a diminué et s'est établi à 8,4 M\$, comparativement à 47,9 M\$ en 2012. La baisse est surtout liée aux activités de déplacement d'appareils de forage. Néanmoins, E.L. Farmer a généré une marge du BAIL de 5,9 % en 2013 et, hormis les activités de déplacement d'appareils de forage, toutes les divisions opérationnelles de ce secteur ont généré un solide BAIL de 19,1 M\$, ou 12,4 %, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.

**Services spécialisés – autres services**

(non audité) (en milliers de dollars)	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre			Exercices terminés les 31 décembre		
	2013	2012	Variation	2013	2012	Variation
<b>Revenus (avant surcharge de carburant)</b>	<b>83 649</b>	83 576	0%	<b>329 018</b>	338 683	(3 %)
<b>BAIIA</b>	<b>21 440</b>	18 383	17%	<b>76 596</b>	72 906	5 %
<b>BAIL</b>	<b>16 402</b>	12 795	28%	<b>55 768</b>	50 985	9 %
Marge du BAIL (% du total des revenus)	<b>19,3 %</b>	15,1 %		<b>16,7 %</b>	14,8 %	

Les autres services du secteur des services spécialisés comprennent la gestion de déchets et la logistique.

**Revenus**

Les revenus de ce secteur d'activité ont été stables pour le trimestre terminé le 31 décembre 2013 comparativement à 2012. L'augmentation constatée dans les divisions opérationnelles de gestion des déchets a atténué la diminution des revenus tirés des services de logistique. La baisse des revenus des entreprises de logistique de la Société s'explique en partie par la diminution des activités dans l'industrie minière. Il convient de souligner que le secteur minier canadien avait été particulièrement dynamique l'an dernier. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la diminution des revenus tirés des services de logistique a été plus importante que l'augmentation des revenus des services de gestion des déchets, ce qui s'est traduit par une réduction nette de 9,7 M\$, ou 3 %. Les hausses de revenus des services de gestion des déchets sont le fait du complexe environnemental Laflèche de la Société dont les sites d'enfouissement et l'usine de compostage ont généré des revenus plus élevés. Les investissements réalisés dans le compostage ont permis de doubler la capacité de l'usine en 2013, et celle-ci fonctionne actuellement à plein régime.

**BAIL**

La marge du BAIL de ce secteur a augmenté pour le trimestre et l'exercice terminés le 31 décembre 2013 grâce à la progression de la marge brute des services de logistique et à la contribution accrue des services de gestion des déchets aux marges en raison de la hausse des revenus.

## LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

### Entrées et sorties de fonds

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Entrées de fonds :				
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles avant la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement opérationnel	<b>47 376</b>	70 646	<b>196 404</b>	287 305
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement opérationnel	<b>23 536</b>	24 411	<b>39 382</b>	22 313
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	<b>5 910</b>	7 383	<b>64 147</b>	32 729
Augmentation de la dette bancaire	<b>4 218</b>	—	—	6 193
Produits tirés de la dette à long terme	<b>7 236</b>	3 566	<b>28 757</b>	22 454
<b>Total des entrées de fonds</b>	<b>88 276</b>	106 006	<b>328 690</b>	370 994
Sorties de fonds :				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<b>16 620</b>	22 285	<b>75 042</b>	86 333
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	<b>(2 074)</b>	(353)	<b>57 327</b>	80 369
Diminution de la dette bancaire	—	1 468	<b>16 144</b>	—
Remboursement de la dette à long terme	<b>51 545</b>	43 895	<b>100 629</b>	88 828
Dividendes versés	<b>11 979</b>	12 168	<b>48 105</b>	46 591
Actions rachetées	—	19 839	<b>19 238</b>	61 860
Autres	<b>10 206</b>	6 704	<b>12 205</b>	7 013
<b>Total des sorties de fonds</b>	<b>88 276</b>	106 006	<b>328 690</b>	370 994

### Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles avant la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement opérationnel se sont établis à 196,4 M\$, en baisse de 32 %, par rapport à 287,3 M\$ en 2012. La baisse de 90,9 M\$ est attribuable à l'augmentation de 36,3 M\$ du montant d'impôt sur le résultat payé par rapport au dernier exercice et à une contribution réduite des opérations. Le paiement d'un montant d'impôt sur le résultat supplémentaire en 2013 s'explique par le passif d'impôt exigible au 31 décembre 2012 et par les versements effectués en 2013.

Conformément à ce qui a été annoncé dans le budget fédéral 2011 du Canada, le report de l'impôt des sociétés applicable aux sociétés de personnes a été éliminé, ce qui a eu pour effet d'accroître le passif d'impôt de la Société pour la période de 5 ans allant de 2012 à 2016. En conséquence, il y a eu une hausse de 18,1 M\$ et 6,4 M\$ du passif d'impôt de TransForce pour 2013 et 2014, respectivement.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les flux de trésorerie positifs découlant du fonds de roulement de la Société, qui se chiffrent à 17,1 M\$, sont essentiellement le fait de l'augmentation des liquidités reçues en lien avec les créances (23,4 M\$).

## Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

### Immobilisations corporelles

Le tableau suivant indique, par catégorie, les immobilisations corporelles acquises par la Société au cours des trimestres et des exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012.

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Acquisitions d'immobilisations corporelles :				
Acquisitions – comme il est indiqué dans les états des flux de trésorerie	16 620	22 285	75 042	86 333
Acquisition sans incidence sur la trésorerie	1 749	5 838	1 749	6 576
	<b>18 369</b>	28 123	<b>76 791</b>	92 909
Acquisitions par catégorie :				
Terrains et bâtiments	2 460	4 844	17 597	9 244
Matériel roulant	10 035	9 666	42 320	58 175
Mobilier et équipement	5 874	13 613	16 874	25 490
	<b>18 369</b>	28 123	<b>76 791</b>	92 909

La Société investit dans du nouvel équipement afin de maintenir la qualité de ses services, tout en gardant ses coûts d'entretien à de faibles niveaux. Les dépenses en immobilisations de la Société correspondent au niveau de réinvestissement requis pour garder l'équipement en bon état et maintenir une affectation adéquate des ressources en capital. Conformément à son modèle allégé en actifs, l'utilisation accrue de l'équipement détenu par des entrepreneurs indépendants pour remplacer l'équipement appartenant à la Société est avantageuse pour la Société, car cette mesure permet de réduire le capital dont elle a besoin pour servir ses clients; la Société a l'intention de poursuivre ce processus de conversion.

Les acquisitions de terrains et d'immeubles au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 comprennent une somme de 7,2 M\$ en lien avec un terrain qui a été acquis en vue d'une mise en valeur future au complexe environnemental Laflèche de la Société en Ontario.

Les investissements dans le mobilier et l'équipement englobent les investissements dans les technologies. Ces investissements ont pour but de générer des synergies et des économies de coûts au chapitre des réseaux, du matériel, des applications et du personnel. La Société vise à consolider les plateformes de TI au sein de ses secteurs.

Le tableau suivant indique, par catégorie, les produits que la Société a tirés de la vente d'immobilisations corporelles au cours des trimestres et des exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012.

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Cessions par catégorie :				
Terrains et bâtiments	499	1 775	37 928	6 119
Matériel roulant	5 397	5 594	26 178	26 283
Mobilier et équipement	14	14	41	327
	<b>5 910</b>	7 383	<b>64 147</b>	32 729

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les produits tirés de la vente de terrains et de bâtiments sont attribuables à la cession-bail d'un terminal situé à Dorval, au Québec, pour la somme de 18,4 M\$ au premier trimestre et à la cession de quatre propriétés pour la somme de 19,5 M\$ en 2013.

### Acquisitions d'entreprises

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les acquisitions d'entreprises ont utilisé des flux de trésorerie totalisant 57,3 M\$ (80,4 M\$ en 2012). Conformément à la stratégie de croissance de la Société et ainsi qu'il est indiqué précédemment à la rubrique « Acquisitions importantes en 2013 », TransForce a conclu, le 1<sup>er</sup> février 2013, l'acquisition de Velocity, important fournisseur de services personnalisés de livraison le jour même à l'échelle régionale, qui offre une gamme étendue de services de livraison de colis de toutes tailles. Cette acquisition comptant peu d'actifs accroît davantage la densité et les capacités de TransForce sur le marché de la livraison de colis et de courrier le jour même en Amérique du Nord. De plus, le 21 août 2013, la Société a conclu l'acquisition d'E.L. Farmer. Exerçant principalement ses activités dans toutes les régions du Texas, E.L. Farmer est une entreprise comptant peu d'actifs qui fournit des services spécialisés d'entreposage et de déplacement de tuyaux au secteur des champs pétroliers.

### Flux de trésorerie disponibles

Les objectifs de la Société en matière de gestion des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles consistent à veiller à engager un niveau de dépenses d'investissement adéquat pour assurer la stabilité et la compétitivité de ses activités, à faire en sorte de disposer de suffisamment de liquidités pour exécuter sa stratégie de croissance et à procéder à des acquisitions choisies dans le cadre d'une structure du capital saine et d'une situation financière solide.

TransForce a généré des flux de trésorerie disponibles<sup>(1)</sup> de 224,9 M\$ en 2013, par rapport à 256,0 M\$ en 2012, ce qui représente une diminution de 31,1 M\$ comparativement à l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable, d'une part, au total de 36,3 M\$ représentant l'impôt sur le résultat supplémentaire payé par rapport au dernier exercice et à la baisse du bénéfice opérationnel, ces éléments ayant été atténués par la vente de cinq propriétés pour la somme de 37,9 M\$ en 2013 et à une contribution plus élevée de 17,1 M\$ du fonds de roulement par rapport à 2012. Par actions, les flux de trésorerie disponibles pour l'exercice ont totalisé 2,43 \$, comparativement à 2,70 \$ en 2012.

<sup>(1)</sup> Veuillez vous reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS ».

### Rendement des flux de trésorerie disponibles

Selon le cours de clôture des actions au 31 décembre 2013, soit 25,26 \$, le rendement des flux de trésorerie disponibles générés par la Société au cours des douze derniers mois était de 9,6 % (13,6 % en 2012).

### Situation financière

<i>(non audité)</i>	Au	Au	Au
<i>(en milliers de dollars)</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Total de l'actif	<b>2 064 602</b>	2 114 123	2 108 600
Dette à long terme	<b>773 556</b>	808 135	863 241
Capitaux propres	<b>790 817</b>	727 365	684 599
Ratio dette/capitaux propres <sup>(1)</sup>	<b>0,98</b>	1,11	1,26
Ratio dette/capital <sup>(2)</sup>	<b>0,49</b>	0,53	0,56
Ratio dette/BAIIA <sup>(3)</sup>	<b>2,35</b>	2,09	2,76
Ratio dette/flux de trésorerie disponibles <sup>(4)</sup>	<b>3,44</b>	3,16	4,26

<sup>(1)</sup> Dette à long terme divisée par les capitaux propres. <sup>(2)</sup> Dette à long terme divisée par le total des capitaux propres et de la dette à long terme. <sup>(3)</sup> Dette à long terme divisée par le BAIIA des douze derniers mois. <sup>(4)</sup> Dette à long terme divisée par les flux de trésorerie disponibles des douze derniers mois.

Par rapport au 31 décembre 2012, le total de l'actif a légèrement baissé de 2 % même si la Société a conclu deux acquisitions importantes. La Société recherche constamment des occasions d'affaires qui réduisent au minimum le besoin d'actifs dans ses activités, mais qui maximisent le rendement du capital investi. De plus, la dépréciation des immobilisations incorporelles a réduit le total de l'actif de 63,1 M\$. La dette à long terme de la Société a diminué de 34,6 M\$ depuis le 31 décembre 2012. Grâce à une gestion rigoureuse et aux solides flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles, la Société a réussi à maintenir ses ratios d'endettement à un niveau comparable à ceux enregistrés au 31 décembre 2012. TransForce maintient un niveau d'endettement approprié afin que l'utilisation des capitaux ne fasse l'objet d'aucune contrainte financière et elle continue de s'efforcer de réduire sa dette lorsque la situation l'exige.

### Obligations contractuelles

Le tableau suivant indique les obligations contractuelles de la Société et leurs dates d'échéance respectives au 31 décembre 2013, sans tenir compte des paiements d'intérêts futurs.

(non audité) (en milliers de dollars)	Total	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Facilité renouvelable non garantie de trois ans – Août 2016	390 898	—	390 898	—	—
Débtentures convertibles à 6 % <sup>(1)</sup> – Novembre 2015	122 107	—	122 107	—	—
Débtentures convertibles à 5,65 % <sup>(2)</sup> – Septembre 2018	84 773	—	—	84 773	—
Débtentures non garanties – Novembre 2017	125 000	—	—	125 000	—
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition	6 492	2 113	4 197	182	—
Autre dette à long terme	57 441	18 735	29 383	9 323	—
Contrats de location simple (voir « Engagements »)	379 095	80 621	108 136	55 906	134 432
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>1 165 806</b>	<b>101 469</b>	<b>654 721</b>	<b>275 184</b>	<b>134 432</b>

<sup>(1)</sup> Les débtentures convertibles à 6 % ont été réglées en date du 3 février 2014, voir ci-dessous. <sup>(2)</sup> Les données du tableau ci-dessus se fondent sur l'hypothèse qu'il n'y aura aucune conversion à l'échéance des débtentures convertibles à 5,65 %.

Au 31 décembre 2013, la Société avait des lettres de garantie en cours d'un montant de 24,5 M\$ (28,9 M\$ au 31 décembre 2012).

### Facilité de crédit

Le 27 juin 2013, TransForce a conclu une entente en vue d'amender et de prolonger sa facilité de crédit existante jusqu'en août 2016. La facilité est non garantie et peut être prolongée annuellement. Le montant total disponible est toujours de 800,0 M\$, et l'entente est assortie de conditions et d'engagements qui sont plus avantageux pour TransForce et qui lui procurent plus de souplesse pour la gestion de ses capitaux. Notamment, les engagements ont été modifiés ainsi qu'il est décrit ci-dessous. La facilité de crédit est fournie par un syndicat bancaire dirigé par la Financière Banque Nationale, RBC Marchés des capitaux et Bank of America Merrill Lynch à titre de cochefs de file.

Le tableau suivant indique les engagements financiers que la Société doit maintenir en vertu de sa facilité de crédit. Ces engagements sont mesurés sur une base consolidée pour les douze derniers mois.

Engagements	Exigences	Au 31 décembre 2013
<b>Ratio dette consolidée/BAIIA</b> [ratio entre la dette totale, plus les lettres de crédit et certains autres passifs à long terme, et le bénéfice avant intérêts, impôt sur le résultat et amortissement (« BAIIA »)]	< 3,50	2,39
<b>Ratio BAIIAL/intérêts et loyers</b> [ratio entre le BAIIAL (BAIIA avant les loyers) et les intérêts et les charges locatives nettes]	> 1,75	2,57

La Société croit qu'elle respectera ces engagements au cours des douze prochains mois.

### Débtentures convertibles à 6 % – Novembre 2015

Au cours du quatrième trimestre de 2013, un montant en principal de 21,2 M\$ avait été converti en 1 114 955 actions ordinaires.

Le 3 janvier 2014, la Société a annoncé qu'elle rachètera, en date du 3 février 2014, la totalité du montant en principal de 122,1 M\$ de ses débtentures convertibles à 6 % en circulation. Conformément à l'option de conversion offerte aux détenteurs de débtentures, la Société a reçu des demandes de conversion pour un montant en principal de 118,2 M\$ qui ont entraîné l'émission de 6 202 974 nouvelles actions ordinaires. La Société a racheté un montant en principal non converti de 3,9 M\$ en date du 3 février 2014.

Par suite de ces deux opérations, la Société réduira ses charges d'intérêts de 7,9 M\$ en 2014.

### Débetures convertibles à 5,65 % – Septembre 2018

Le 27 décembre 2013, la Société a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter ses débetures convertibles à 5,65 %. La Société est autorisée à racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 10 % du flottant des débetures convertibles sous certaines conditions. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités demeurera en place pour une période de douze mois commençant le 31 décembre 2013 et finissant le 30 décembre 2014. Au 31 décembre 2013, le montant en principal des débetures convertibles à 5,65 % émises et en circulation s'établissait à 84,8 M\$.

### Engagements, éventualités et ententes hors bilan

Le tableau suivant indique les engagements de la Société avec leurs échéances respectives au 31 décembre 2013.

<i>(non audité)</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Total	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Contrats de location simple – matériel roulant	40 526	17 881	20 039	2 571	35
Contrats de location simple – biens immobiliers et autres	338 569	62 740	88 097	53 335	134 397
Total des obligations hors bilan	379 095	80 621	108 136	55 906	134 432

Les contrats de location simple à long terme au titre des biens immobiliers, qui totalisent 338,6 M\$, incluent quatre engagements importants au titre de biens immobiliers, pour une valeur totale de 144,6 M\$, venant à expiration entre 2024 et 2035. Les autres contrats de location simple au titre des biens immobiliers sont liés à un total de 324 propriétés.

### Instruments financiers dérivés

La Société a conclu des contrats de change et des contrats d'option sur devises portant sur la vente de dollars américains en contrepartie de dollars canadiens dont les dates d'échéance s'échelonnent jusqu'en décembre 2015. Au 31 décembre 2013, la valeur nominale de ces contrats s'élevait à 94,2 M\$ US (57,8 M\$ US en décembre 2012). Au 31 décembre 2013, la juste valeur des contrats de change correspondait à un montant négatif de 0,8 M\$ (0,4 M\$ en décembre 2012).

La Société a également conclu des swaps de taux d'intérêt afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt sur une partie de sa dette à taux variable. Au 31 décembre 2013, la Société avait des swaps de taux d'intérêt sur des dettes d'un montant nominal de 232,5 M\$ (59,2 M\$ en décembre 2012), à un taux moyen de 1,54 % (2,30 % en décembre 2012) et dont les diverses échéances s'échelonnent jusqu'en juin 2020. Ce montant représente 57 % du total de la dette à long terme à taux variable de la Société. Par conséquent, le taux d'intérêt effectif sur les swaps de taux d'intérêt était de 3,24 % au 31 décembre 2013 (4,00 % en décembre 2012). À cette date, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt correspondait à un montant négatif de 0,3 M\$ (montant négatif de 1,0 M\$ en décembre 2012).

### Données relatives aux dividendes et aux actions en circulation

#### Dividendes

Le 29 octobre 2013, le conseil d'administration de TransForce a approuvé une augmentation de 12 %, par rapport au dividende trimestriel précédent de 0,13 \$ par action, ce qui porte le dividende trimestriel à 0,145 \$. Cette augmentation reflète la capacité de TransForce de continuer à générer de solides flux de trésorerie disponibles dans les conditions de marché actuelles. La Société a déclaré une somme de 13,5 M\$, ou 0,145 \$ par action ordinaire en circulation, en dividendes pour le quatrième trimestre de 2013. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, les dividendes déclarés se sont chiffrés à 49,6 M\$.

#### Offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant les actions ordinaires

La Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vertu de laquelle elle peut racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 6 000 000 de ses actions ordinaires. Dans le cadre de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui prend fin le 1<sup>er</sup> août 2014, les rachats sont effectués conformément aux exigences de la Bourse de Toronto (TSX) aux prix du marché par l'intermédiaire de la TSX. En conséquence, TransForce a le droit de racheter, au cours de n'importe quel jour de bourse, un nombre maximal de 72 849 actions ordinaires. En outre, TransForce peut procéder, une fois par semaine civile, à un achat de bloc d'actions ordinaires qui ne sont pas détenues directement ou indirectement par des initiés de TransForce.

TransForce croit que les rachats effectués en temps opportun dans le cadre d'une telle offre peuvent augmenter la valeur pour les actionnaires, en plus de représenter un investissement intéressant et une utilisation pertinente des ressources financières de TransForce.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, TransForce a racheté dans le cadre de son offre 965 200 actions ordinaires pour un montant total de 19,2 M\$, tandis que, pendant l'exercice terminé le 31 décembre 2012, 3 392 600 actions ordinaires avaient été rachetées pour un montant total de 61,9 M\$. Toutes les actions rachetées ont été annulées par TransForce en date du 31 décembre 2013.

#### **Actions et options d'achat d'actions en circulation**

Un total de 93 405 264 actions ordinaires étaient en circulation au 31 décembre 2013 (92 767 278 en décembre 2012). Le capital social en circulation de la Société a fait l'objet d'un changement significatif entre le 31 décembre 2013 et le 26 février 2014; soit l'émission par la Société de 6 202 974 nouvelles actions ordinaires par suite de la conversion de la majeure partie des débentures convertibles à 6 %, conformément à ce qui est indiqué précédemment.

Au 31 décembre 2013, le nombre d'options d'achat d'actions ordinaires en circulation émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 4 229 252 (3 803 384 en décembre 2012), dont 2 376 216 (1 921 145 en décembre 2012) pouvaient être exercées. Chaque option d'achat d'actions donne droit à son titulaire d'acheter une action ordinaire de la Société à un prix d'exercice fondé sur le cours de clôture moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'effet de l'octroi.

Par ailleurs, le 1<sup>er</sup> février 2013, la Société a émis 1 000 000 de bons de souscription ayant un prix d'exercice de 20,17 \$ par action et une durée de deux ans pour payer une partie de la contrepartie transférée en lien avec l'acquisition de Velocity. Au cours de 2013, 25 000 de ces bons de souscription ont été exercés.

#### **Litiges en cours**

La Société est impliquée dans des litiges survenus dans le cours normal de ses activités et qui concernent surtout des réclamations pour préjudice corporel et dommages matériels. Il est impossible de prédire ou de déterminer l'issue des procédures liées à ces litiges ou de toute procédure similaire. La Société est toutefois d'avis que tout recouvrement ou toute responsabilité ultime, s'il en est, découlant de ces procédures, tant individuellement que collectivement, ne saurait avoir d'incidence défavorable importante sur sa situation financière ou sa performance financière et, le cas échéant, le montant pertinent a été inscrit dans les états financiers.

#### **Événements postérieurs**

Le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Société a acquis la totalité des actions de Clarke Transport Inc. et de Clarke Road Transport Inc., deux filiales de Clarke Inc. Clarke Transport Inc., fournisseur entièrement intégré de services de transport intermodal de lots brisés, exploite un réseau de 15 terminaux au Canada. Clarke Road Inc. fournit des services réguliers et spécialisés de transport de lots complets. L'acquisition devrait générer des revenus annuels d'environ 190 M\$.

Le 3 janvier 2014, la Société a annoncé qu'elle rachètera, en date du 3 février 2014, la totalité du montant en principal de 122,1 M\$ de ses débentures convertibles à 6 % en circulation. Conformément à l'option de conversion offerte aux détenteurs de débentures, la Société a reçu des demandes de conversion pour un montant en principal de 118,2 M\$ qui ont entraîné l'émission de 6 202 974 nouvelles actions ordinaires. La Société a racheté un montant en principal non converti de 3,9 M\$ en date du 3 février 2014.

Le 30 décembre 2013, TransForce a annoncé la conclusion d'une entente d'arrangement avec Vitran Corporation Inc. en vertu de laquelle elle ferait l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Vitran qui ne sont pas déjà détenues par TransForce, et ce, à un prix de 6,50 \$ US par action en espèces. La transaction globale, y compris la prise en charge de l'encours de la dette nette de Vitran d'environ 29 M\$ US au 31 octobre 2013, est évaluée à quelque 136 M\$ US. Vitran, entreprise canadienne du secteur du transport de lots brisés, devrait générer des revenus supplémentaires de 200 M\$. Sous réserve de l'approbation des actionnaires de Vitran et de l'autorisation des organismes de réglementation, la transaction devrait être conclue à la fin du mois de mars 2014.

## PERSPECTIVES

Pour ce qui est de l'avenir, les conditions devraient demeurer pratiquement inchangées en 2014 sur les principaux marchés au sein desquels TransForce exerce ses activités. Puisque cet environnement difficile limite la croissance interne, la croissance des revenus et du BAII continue de dépendre de facteurs clés tels qu'une stratégie d'acquisition rigoureuse qui tirerait parti de la densité accrue de la Société ainsi que de l'amélioration de l'efficacité, de la rationalisation des actifs et du contrôle serré des coûts.

Dans les secteurs de la livraison de colis et courrier et du transport de lots brisés, les priorités de TransForce pour 2014 sont la consolidation de ses plateformes d'exploitation, d'administration et de TI, ce qui devrait entraîner d'importantes économies dans les périodes futures. TransForce s'emploie à tirer parti de sa densité et de ses capacités renforcées sur le marché fragmenté des services de transport en Amérique du Nord. La Société croit que les conditions générales demeureront relativement difficiles tant que la surcapacité continuera de toucher l'industrie. Cependant, TransForce continuera d'agir dans une optique prévoyante en mettant en œuvre des mesures qui visent à optimiser davantage l'utilisation des actifs. L'optimisation des services de livraison le jour même aux États-Unis, l'acquisition de Clarke Transport et la conclusion attendue de l'acquisition de Vitran contribueront également de manière notable aux résultats opérationnels en 2014.

Dans le secteur du transport de lots complets, TransForce continuera de faire preuve de discipline en gérant soigneusement l'offre afin de maximiser le rendement des actifs. La réussite découlera également des efforts soutenus pour déployer, dans le réseau de la Société, des outils analytiques à la fine pointe de la technologie qui permettront à son personnel de prendre des décisions d'affaires pertinentes.

Finalement, en ce qui concerne les services de gestion de déchets, la Société tirera davantage parti des investissements effectués dans l'agrandissement de l'usine de compostage au complexe environnemental Laflèche, tandis que l'acquisition d'une capacité supplémentaire au site d'enfouissement de Lachute, au Québec, à la fin de 2013, lui offrira des possibilités d'accroître sa clientèle et sa densité.

À mesure que la Société évolue vers un modèle d'entreprise allégé en actifs, les capitaux seront de plus en plus affectés à des initiatives qui permettent à la Société d'étoffer ses compétences et qui procurent à ses sociétés en exploitation les employés les plus qualifiés qui soient et des technologies de pointe. Ce faisant, la Société cherche à se distinguer de plus en plus par les solutions à valeur ajoutée novatrices qu'elle fournit à sa clientèle nord-américaine en plein essor et à générer ainsi un rendement supérieur des actifs de même que de solides flux de trésorerie. TransForce affectera ces flux de trésorerie au maintien de sa stratégie d'expansion soigneusement ciblée, au rachat de ses actions ordinaires et au remboursement de la dette.

Un élément imprévisible demeure la volatilité de la monnaie. La récente appréciation du dollar américain par rapport à la devise canadienne aura une incidence favorable sur le bénéfice opérationnel puisque la Société génère des flux de trésorerie nets d'environ 172 M\$ en dollars américains sur une base annuelle. Une baisse du dollar canadien est également avantageuse pour les clients de la Société dont les activités sont axées sur l'exportation, mais elle augmente les coûts qui doivent être engagés pour l'acquisition d'entreprises établies aux États-Unis et l'achat de nouvel équipement.

La vigueur de l'économie nord-américaine constitue un autre élément difficile à anticiper. Malgré la volatilité de l'environnement macroéconomique ces dernières années, la Société a maintes fois fait la preuve de sa résilience et montré la polyvalence de son modèle d'entreprise en s'adaptant rapidement à l'évolution de la conjoncture des marchés. TransForce continuera à privilégier une démarche proactive au chapitre de la gestion de ces éléments imprévisibles en continuant d'améliorer l'efficacité opérationnelle et l'utilisation des actifs.

TransForce est bien placée pour profiter grandement d'une reprise plus robuste de l'économie, et la direction est convaincue que les mesures qu'elle prend et qu'elle planifie lui permettront de continuer à accroître la valeur pour les actionnaires. La Société s'emploiera à respecter cet engagement en restant fidèle à ses principes opérationnels et en exécutant sa stratégie avec la même discipline et la même rigueur qui ont fait de TransForce un chef de file nord-américain du secteur du transport et de la logistique.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS DES HUIT DERNIERS TRIMESTRES

(non audité) - (en millions de dollars, sauf les données par action)

	T4 13	T3 13	T2 13	T1 13	T4 12	T3 12	T2 12	T1 12
Revenus	792,6	775,1	792,3	749,7	778,4	761,7	812,0	788,2
BAIIA <sup>(1)</sup>	76,3	90,2	93,1	69,3	98,2	100,4	105,3	82,1
Bénéfice net ajusté <sup>(1)</sup>	21,5	36,7	37,4	24,4	37,8	43,5	37,8	24,7
Bénéfice net	(27,0)	44,0	26,6	18,9	36,1	53,8	34,1	30,2
Résultat par action								
De base	(0,29)	0,48	0,29	0,20	0,39	0,57	0,36	0,32
Dilué	(0,29)	0,45	0,28	0,20	0,37	0,53	0,34	0,31

<sup>(1)</sup> Veuillez vous reporter à la rubrique « Rapprochement des mesures financières non conformes aux IFRS ».

## RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Les données financières ont été établies conformément aux IFRS. Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux IFRS offrent, lorsqu'elles sont présentées en parallèle à des mesures financières comparables établies conformément aux IFRS, des renseignements utiles aux investisseurs et aux autres lecteurs puisqu'elles permettent d'évaluer de manière adéquate la performance opérationnelle de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux IFRS à titre d'indicateur de la performance de ses activités. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de la performance financière conformes aux IFRS. Elles ne peuvent pas les remplacer ni être considérées comme supérieures.

### Mesures financières non conformes aux IFRS

BAII	Bénéfice net avant produits financiers et charges financières et charge d'impôt sur le résultat.
BAIIA	Bénéfice net avant produits financiers et charges financières, charge d'impôt sur le résultat, amortissement, dépréciation et profit ou perte sur la vente d'immobilisations corporelles.
Marge du BAII et marge du BAIIA	BAII / BAIIA exprimé en pourcentage du total des revenus.
Ratio d'exploitation	Charges opérationnelles divisées par le total des revenus. Les charges opérationnelles comprennent les charges liées aux matières et aux services, les charges liées au personnel, les autres charges opérationnelles, l'amortissement et le profit ou la perte sur la vente d'immobilisations corporelles.
Bénéfice net ajusté et bénéfice ajusté par action	Bénéfice net et résultat par action, exclusion faite de l'incidence après impôt des variations de la juste valeur des instruments dérivés, du montant net du gain ou de la perte de change, et des éléments ne s'inscrivant pas dans le cours normal des activités de la Société.
Flux de trésorerie disponibles	Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles, moins les acquisitions d'immobilisations corporelles, plus les produits tirés de la vente d'immobilisations corporelles.
Flux de trésorerie disponibles par action	Flux de trésorerie disponibles divisés par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

**BAIL et BAIIA**

Le BAIL renvoie au poste « Bénéfice des activités opérationnelles » des états financiers consolidés, et la direction estime que le BAIIA est une mesure supplémentaire utile. Le BAIIA est présenté afin d'aider à déterminer la capacité de la Société à dégager des flux de trésorerie de son exploitation.

(non audité) (en milliers de dollars)	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
<b>Bénéfice net</b>	<b>(27 022)</b>	36 103	<b>62 357</b>	154 176
Charges financières, montant net	<b>26 063</b>	14 958	<b>74 361</b>	38 378
Charge d'impôt sur le résultat	<b>(18 645)</b>	13 083	<b>9 522</b>	54 595
<b>BAIL (bénéfice des activités opérationnelles)</b>	<b>(19 604)</b>	64 144	<b>146 240</b>	247 149
Dépréciation des immobilisations incorporelles	<b>63 113</b>	—	<b>63 113</b>	—
<b>BAIL avant la charge de dépréciation</b>	<b>43 509</b>	64 144	<b>209 353</b>	247 149
Amortissement	<b>33 664</b>	35 923	<b>135 896</b>	147 631
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	<b>(857)</b>	(1 819)	<b>(16 215)</b>	(8 805)
<b>BAIIA</b>	<b>76 316</b>	98 248	<b>329 034</b>	385 975

**Ratio d'exploitation**

Bien que le ratio d'exploitation ne soit pas une mesure financière définie par les IFRS, il constitue une mesure largement répandue dans l'industrie du transport, et la Société le considère comme un indicateur valable à des fins de comparaison pour évaluer sa performance.

(non audité) (en milliers de dollars)	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Charges liées aux matières et aux services	<b>462 050</b>	428 517	<b>1 766 455</b>	1 722 905
Charges liées au personnel	<b>203 829</b>	205 197	<b>817 841</b>	841 593
Autres charges opérationnelles	<b>50 360</b>	46 425	<b>196 316</b>	189 783
Amortissement	<b>33 664</b>	35 923	<b>135 896</b>	147 631
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	<b>(857)</b>	(1 819)	<b>(16 215)</b>	(8 805)
Total des charges opérationnelles	<b>749 046</b>	714 243	<b>2 900 293</b>	2 893 107
Total des revenus	<b>792 555</b>	778 387	<b>3 109 646</b>	3 140 256
Ratio d'exploitation	<b>94,5%</b>	91,8%	<b>93,3%</b>	92,1%

### Bénéfice net ajusté et bénéfice ajusté par action

La Société présente un bénéfice net ajusté et un bénéfice ajusté par action pour donner une meilleure indication du bénéfice net et du bénéfice par action qui auraient été enregistrés si ces mesures avaient été calculées sans tenir compte de l'incidence de facteurs particuliers et pour montrer le résultat d'un point de vue strictement opérationnel.

(non audité) (en milliers de dollars, sauf les données par action)	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
<b>Bénéfice net</b>	<b>(27 022)</b>	36 103	<b>62 357</b>	154 176
Variation de la juste valeur des instruments dérivés (après impôt)	<b>(518)</b>	(333)	<b>(756)</b>	(5 653)
Perte (gain) de change, montant net (après impôt)	<b>9 710</b>	2 062	<b>19 093</b>	(4 645)
Dépréciation des immobilisations incorporelles (après impôt)	<b>39 350</b>	—	<b>39 350</b>	—
<b>Bénéfice net ajusté</b>	<b>21 520</b>	37 832	<b>120 044</b>	143 878
<b>Bénéfice ajusté par action – de base</b>	<b>0,23</b>	0,41	<b>1,30</b>	1,52
<b>Bénéfice ajusté par action – dilué</b>	<b>0,23</b>	0,39	<b>1,26</b>	1,45

### Flux de trésorerie disponibles et flux de trésorerie disponibles par action

La direction estime que cette mesure fournit un point de comparaison pour évaluer la performance de la Société quant à sa capacité de satisfaire aux exigences en matière de capital.

(non audité) (en milliers de dollars)	Quatrièmes trimestres terminés les 31 décembre		Exercices terminés les 31 décembre	
	2013	2012	2013	2012
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles avant la variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement opérationnel	<b>47 376</b>	70 646	<b>196 404</b>	287 305
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement opérationnel	<b>23 536</b>	24 411	<b>39 382</b>	22 313
Acquisitions d'immobilisations corporelles	<b>(16 620)</b>	(22 285)	<b>(75 042)</b>	(86 333)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles	<b>5 910</b>	7 383	<b>64 147</b>	32 729
<b>Flux de trésorerie disponibles</b>	<b>60 202</b>	80 155	<b>224 891</b>	256 014
<b>Flux de trésorerie disponibles par action<sup>(1)</sup></b>	<b>0,65</b>	0,86	<b>2,43</b>	2,70

<sup>(1)</sup> En fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pendant les périodes.

### RISQUES ET INCERTITUDES

#### Conjoncture économique

La demande de transport de fret suivant de près la conjoncture économique, toute variation de la croissance économique en général pourrait avoir des répercussions sur la performance de la Société. La Société sert toutefois une clientèle considérable répartie sur une vaste zone géographique et elle exerce ses activités dans quatre secteurs distincts de l'industrie du transport. Ces facteurs sont susceptibles d'atténuer les effets d'une conjoncture défavorable.

#### Concurrence

La déréglementation de l'industrie du transport a entraîné une augmentation du nombre de concurrents et intensifié la concurrence par les prix. La concurrence est vive sur le marché canadien. La Société subit en outre la concurrence d'autres transporteurs aux États-Unis.

### Réglementation

Bien que l'industrie du transport soit en grande partie déréglementée, les transporteurs doivent obtenir des permis délivrés par les commissions provinciales de transport afin de transporter des marchandises d'une province à l'autre ou à l'intérieur d'une province. Des permis sont également exigés par les organismes de réglementation des États-Unis pour le transport de marchandises entre le Canada et les États-Unis. Toute modification de cette réglementation est susceptible d'avoir des répercussions défavorables sur la portée des activités de la Société.

### Environnement général d'exploitation

La Société est exposée à des changements survenant dans son environnement général d'exploitation. Les éléments ayant une incidence sur cet environnement d'exploitation sont le coût de l'assurance de la responsabilité civile, le marché pour l'équipement d'occasion, les conditions météorologiques défavorables et les accidents.

### Prix du carburant

La Société est vulnérable aux variations du prix du carburant. Elle est généralement en mesure de récupérer la majeure partie des coûts du carburant supplémentaires sous forme de surcharge à ses clients. La Société s'efforce également d'améliorer autant que possible le rendement énergétique de sa flotte de véhicules.

### Fluctuations des taux de change

Les résultats financiers de la Société sont présentés en dollars canadiens, et une partie de ses revenus et de ses charges opérationnelles est réalisée dans une monnaie autre que le dollar canadien, soit principalement le dollar américain. Les résultats opérationnels sont par conséquent touchés par les fluctuations de cette devise par rapport au dollar canadien. Des variations importantes de la valeur relative de cette devise par rapport au dollar canadien pourraient donc avoir une incidence considérable sur la rentabilité future de la Société.

### Fluctuations des taux d'intérêt

Les variations des taux d'intérêt peuvent faire fluctuer les flux de trésorerie futurs de la Société en lien avec les passifs financiers à taux variable. Pour ces éléments, les flux de trésorerie pourraient être influencés par des variations des taux d'intérêt de référence comme le taux des acceptations bancaires et le taux interbancaire offert à Londres (« TIOL »). De plus, la Société est exposée aux gains et aux pertes découlant des variations des taux d'intérêt par l'entremise de ses instruments financiers dérivés, qui sont comptabilisés à la juste valeur.

### Crédit

La Société fournit ses services principalement au Canada et aux États-Unis. La concentration des risques de crédit auxquels la Société est exposée reste limitée, vu le nombre important de clients et leur dispersion géographique. En outre, aucun client ne représentait plus de 10 % du total des créances clients.

### Défaut de remboursement

Les facilités de crédit actuelles et les conventions de financement de la Société imposent à celle-ci certains engagements et certaines obligations. Il existe un risque de défaut de remboursement des prêts consentis en cas de non-respect de ces engagements et obligations, ce qui pourrait empêcher la Société de verser des dividendes aux actionnaires et entraîner la résiliation par les prêteurs de leurs garanties, la Société perdant alors une partie ou la totalité de son investissement. Au 31 décembre 2013, la Société respectait toutes ses obligations et clauses restrictives.

### Personnel clé

Le succès futur de la Société repose en grande partie sur la qualité de ses gestionnaires et de son personnel clé. La perte de son personnel clé pourrait avoir une incidence négative sur la Société. Rien ne peut garantir que la Société sera en mesure de fidéliser le personnel en place ni, si des membres de son personnel venaient à quitter la Société, qu'elle réussira à doter ses effectifs d'employés d'égale valeur.

## CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS CRITIQUES

Afin de dresser les états financiers selon les IFRS, la direction doit faire preuve de jugement, effectuer des estimations et formuler des hypothèses au sujet d'événements futurs. Ces estimations et les hypothèses sur lesquelles elles se fondent influent sur les montants déclarés au titre de l'actif et du passif, sur les renseignements communiqués à l'égard des éléments d'actif et de passif éventuels, ainsi que sur les montants indiqués des revenus et des charges. Les estimations portent notamment sur l'évaluation des créances clients, du goodwill, des immobilisations incorporelles, des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises, des autres actifs à long terme, de l'impôt sur le résultat, des obligations liées à la remise en état des sites, ainsi que des obligations au titre des régimes de retraite. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur les meilleures estimations de la direction et font appel à ses jugements.

La direction évalue régulièrement ses estimations et hypothèses en s'appuyant sur les antécédents et d'autres facteurs, notamment la conjoncture économique actuelle, qu'elle juge raisonnables dans les circonstances. La direction modifie ces estimations et hypothèses lorsque les faits et les circonstances l'imposent. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les modifications apportées à ces estimations et hypothèses sont constatées dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées.

## MODIFICATIONS DES CONVENTIONS COMPTABLES

### Conventions adoptées au cours de la période considérée

Les nouvelles normes, modifications de normes et interprétations suivantes sont en vigueur pour la première fois pour les périodes intermédiaires ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et ont été appliquées au moment de la préparation des états financiers consolidés :

IFRS 10, *États financiers consolidés*

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*

IAS 19, *Avantages du personnel*

### Conventions qui seront adoptées au cours de périodes futures

Les nouvelles normes et modifications de normes suivantes ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 et n'ont pas été appliquées au moment de la préparation des états financiers consolidés.

Modifications d'IAS 32, *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers*

IFRS 9, *Instruments financiers*

IFRIC 21, *Droits ou taxes*

La note 3 des états financiers consolidés du 31 décembre 2013 fournit de plus amples renseignements.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément aux dispositions du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des certificats signés par le président et chef de la direction, lequel agit également en qualité de chef de la direction financière, qui, entre autres, rendent compte de :

- sa responsabilité quant à l'établissement et au maintien des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société;
- la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information, ainsi que la conception et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction a conçu, ou fait concevoir sous sa supervision, les contrôles et procédures de communication de l'information dans le but de donner l'assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société est communiquée au chef de la direction par d'autres intervenants, particulièrement pendant la période de préparation des rapports intermédiaires et annuels;
- l'information que la Société est tenue de présenter dans ses rapports annuels et intermédiaires et dans les divers rapports qu'elle dépose ou soumet en vertu des lois sur les valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par ces lois sur les valeurs mobilières.

La conception et l'efficacité du fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société ont fait l'objet d'une évaluation, sous la supervision du chef de la direction, en date du 31 décembre 2013. Compte tenu de cette évaluation, le chef de la direction a conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient adéquatement conçus et fonctionnaient efficacement en date du 31 décembre 2013.

**Contrôles internes à l'égard de l'information financière**

Le chef de la direction a également conçu, ou fait concevoir sous sa supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin de donner l'assurance raisonnable que cette information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication, selon les IFRS.

La conception et l'efficacité du fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société ont fait l'objet d'une évaluation, sous la supervision du chef de la direction, en date du 31 décembre 2013. Compte tenu de cette évaluation, le chef de la direction a conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière étaient adéquatement conçus et fonctionnaient efficacement en date du 31 décembre 2013, en fonction des critères énoncés par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission dans sa publication *Internal Control – Integrated Framework* (Cadre de 1992).

**Modifications des contrôles internes à l'égard de l'information financière**

Il n'y a eu, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés de Transforce Inc, de même que toute l'information contenue dans ce rapport annuel, ont été préparés sous la responsabilité de la direction et ils ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Les états financiers ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils comprennent certains montants établis en fonction des meilleures estimations possibles et du bon jugement de la direction. Les données financières contenues ailleurs dans le rapport annuel sont conformes à celles des états financiers.

La direction de Transforce Inc. dispose de systèmes comptables et de contrôle interne conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les opérations financières sont bien inscrites et effectuées selon les approbations requises et que les états financiers consolidés sont bien préparés et les éléments d'actif bien protégés.

Le Conseil d'administration assume sa responsabilité à l'égard des états financiers contenus dans ce rapport annuel principalement par l'entremise de son Comité de vérification. Ce comité passe en revue les états financiers consolidés annuels de la Société et en recommande l'approbation par le Conseil d'administration.

Ces états financiers ont été vérifiés par les vérificateurs indépendants, KPMG s.r.l. / S.E.N.C.R.L., dont le rapport suit.



Alain Bédard, FCPA, FCA

Le président du Conseil,  
président et chef de la direction

26 février 2014



## **RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS**

### **Aux actionnaires de TransForce Inc.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de TransForce Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les états consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### **Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### **Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de TransForce Inc. au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

  
KPMG A.K.A. / S.E.N.C.R.L.\*

26 février 2014

Montréal, Canada

\*CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A109612

**ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

Aux 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
<b>Actifs</b>			
Clients et autres débiteurs	6	414 985	422 085
Fournitures en stock		6 424	6 009
Impôt sur le revenu à recouvrer		7 511	—
Charges payées d'avance		14 082	14 454
Instruments financiers dérivés	22	274	390
Actifs détenus en vue de la vente		29 043	—
<b>Actifs courants</b>		<b>472 319</b>	<b>442 938</b>
Immobilisations corporelles	7	702 420	781 044
Immobilisations incorporelles	8	850 711	865 796
Autres actifs	9	36 255	16 268
Actifs d'impôt différé	14	2 591	8 077
Instruments financiers dérivés	22	306	—
<b>Actifs non courants</b>		<b>1 592 283</b>	<b>1 671 185</b>
<b>Total des actifs</b>		<b>2 064 602</b>	<b>2 114 123</b>
<b>Passifs</b>			
Découvert bancaire		9 437	26 528
Fournisseurs et autres créditeurs	10	308 578	295 709
Impôt sur le revenu à payer		—	22 943
Provisions	13	—	1 371
Instruments financiers dérivés	22	822	922
Dettes à long terme	11	20 849	20 509
<b>Passifs courants</b>		<b>339 686</b>	<b>367 982</b>
Dettes à long terme	11	752 707	787 626
Avantages du personnel	12	12 553	16 760
Provisions	13	29 940	28 846
Instruments financiers dérivés	22	857	88
Passifs d'impôt différé	14	138 042	185 456
<b>Passifs non courants</b>		<b>934 099</b>	<b>1 018 776</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>1 273 785</b>	<b>1 386 758</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social	15	577 993	556 099
Surplus d'apport	15, 17	17 233	8 528
Composante capitaux propres des débentures convertibles		7 767	8 733
Cumul des autres éléments du résultat global		25 526	(6 105)
Résultats non distribués		162 298	160 110
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société</b>		<b>790 817</b>	<b>727 365</b>
Contrats de location simple, éventualités et garanties	23		
Événements postérieurs	25		
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>2 064 602</b>	<b>2 114 123</b>

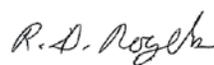
Les notes des pages 36 à 82 font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Alain Bédard

administrateur



Ronald D. Rogers

administrateur

**ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Note	2013	2012
Revenus		<b>2 783 323</b>	2 812 478
Surcharge de carburant		<b>326 323</b>	327 778
		<b>3 109 646</b>	3 140 256
Charges liées aux matières et aux services	18	<b>1 766 455</b>	1 722 905
Charges liées au personnel	18, 19	<b>817 841</b>	841 593
Autres charges opérationnelles	18	<b>196 316</b>	189 783
		<b>2 780 612</b>	2 754 281
<b>Bénéfice avant les éléments suivants :</b>		<b>329 034</b>	385 975
Amortissement des immobilisations corporelles	18	<b>98 043</b>	103 410
Amortissement des immobilisations incorporelles	18	<b>37 853</b>	44 221
Dépréciation des immobilisations incorporelles	8, 18	<b>63 113</b>	—
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	18	<b>(16 215)</b>	(8 805)
<b>Bénéfice des activités opérationnelles</b>		<b>146 240</b>	247 149
Produits financiers	20	<b>(1 783)</b>	(16 036)
Charges financières	20	<b>76 144</b>	54 414
Charges financières nettes		<b>74 361</b>	38 378
Bénéfice avant impôt sur le résultat		<b>71 879</b>	208 771
Charge d'impôt sur le résultat	21	<b>9 522</b>	54 595
<b>Bénéfice net de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société</b>		<b>62 357</b>	154 176
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui peuvent être reclassés dans le bénéfice des périodes futures :			
Écarts de conversion		<b>26 211</b>	(7 653)
Profit latent sur les placements dans les titres de capitaux propres, après impôt		<b>5 420</b>	—
Éléments qui ne peuvent jamais être reclassés dans le bénéfice des périodes futures :			
Profits (pertes) liés à la réévaluation des régimes à prestations définies, après impôt	12	<b>2 867</b>	(2 340)
<b>Autres éléments du résultat global pour l'exercice</b>		<b>34 498</b>	(9 993)
<b>Total du résultat global de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société</b>		<b>96 855</b>	144 183
Résultat par action			
Résultat de base par action	16	<b>0,67</b>	1,63
Résultat dilué par action	16	<b>0,66</b>	1,55

Les notes des pages 36 à 82 font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	Capital social	Surplus d'apport	Composante des débiteures convertibles	Écarts de conversion cumulés	Profit latent cumulé sur les placements dans les titres de capitaux propres	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>		<b>556 099</b>	<b>8 528</b>	<b>8 733</b>	<b>(6 105)</b>	—	<b>160 110</b>	<b>727 365</b>
Bénéfice net de l'exercice		—	—	—	—	—	<b>62 357</b>	<b>62 357</b>
Autres éléments du résultat global de l'exercice		—	—	—	<b>26 211</b>	<b>5 420</b>	<b>2 867</b>	<b>34 498</b>
<b>Total du résultat global de l'exercice</b>		—	—	—	<b>26 211</b>	<b>5 420</b>	<b>65 224</b>	<b>96 855</b>
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	17	—	<b>4 147</b>	—	—	—	—	<b>4 147</b>
Options d'achat d'actions exercées	15, 17	<b>5 519</b>	<b>(1 292)</b>	—	—	—	—	<b>4 227</b>
Bons de souscription exercés	15	<b>654</b>	<b>(150)</b>	—	—	—	—	<b>504</b>
Conversion de débiteures convertibles	11, 15	<b>21 512</b>	—	<b>(966)</b>	—	—	—	<b>20 546</b>
Dividendes aux propriétaires de la Société	15	—	—	—	—	—	<b>(49 589)</b>	<b>(49 589)</b>
Rachat d'actions propres	15	<b>(5 791)</b>	—	—	—	—	<b>(13 447)</b>	<b>(19 238)</b>
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres		<b>21 894</b>	<b>2 705</b>	<b>(966)</b>	—	—	<b>(63 036)</b>	<b>(39 403)</b>
Bons de souscription émis	5 a)	—	<b>6 000</b>	—	—	—	—	<b>6 000</b>
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>		<b>577 993</b>	<b>17 233</b>	<b>7 767</b>	<b>20 106</b>	<b>5 420</b>	<b>162 298</b>	<b>790 817</b>
Solde au 31 décembre 2011		571 064	5 680	8 757	1 548	—	97 550	684 599
Bénéfice net de l'exercice		—	—	—	—	—	154 176	154 176
Autres éléments du résultat global de l'exercice		—	—	—	<b>(7 653)</b>	—	<b>(2 340)</b>	<b>(9 993)</b>
<b>Total du résultat global de l'exercice</b>		—	—	—	<b>(7 653)</b>	—	<b>151 836</b>	<b>144 183</b>
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	17	—	4 090	—	—	—	—	4 090
Options d'achat d'actions exercées	15, 17	5 329	<b>(1 242)</b>	—	—	—	—	4 087
Dividendes aux propriétaires de la Société	15	—	—	—	—	—	<b>(47 661)</b>	<b>(47 661)</b>
Actions rachetées et annulées	15	<b>(20 294)</b>	—	—	—	—	<b>(41 566)</b>	<b>(61 860)</b>
Transactions avec les propriétaires inscrites directement dans les capitaux propres		<b>(14 965)</b>	2 848	—	—	—	<b>(89 227)</b>	<b>(101 344)</b>
Débiteures convertibles rachetées		—	—	<b>(24)</b>	—	—	<b>(49)</b>	<b>(73)</b>
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>		<b>556 099</b>	<b>8 528</b>	<b>8 733</b>	<b>(6 105)</b>	—	<b>160 110</b>	<b>727 365</b>

Les notes des pages 36 à 82 font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

**ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2013	2012
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>			
Bénéfice net de l'exercice		62 357	154 176
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :			
Amortissement des immobilisations corporelles	7	98 043	103 410
Amortissement des immobilisations incorporelles	8	37 853	44 221
Dépréciation des immobilisations incorporelles	8	63 113	—
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions	17	4 147	4 090
Charges financières (produits financiers), montant net	20	74 361	38 378
Charge d'impôt sur le résultat	21	9 522	54 595
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles		(16 215)	(8 805)
Autres		(2 649)	(468)
		<b>330 532</b>	389 597
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation		<b>39 382</b>	22 313
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>			
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		<b>369 914</b>	411 910
Intérêts payés		(43 130)	(48 267)
Impôts sur le résultat payés		(92 505)	(56 253)
Profit réalisé net sur les instruments dérivés		1 507	2 228
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles</b>			
		<b>235 786</b>	309 618
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7	(75 042)	(86 333)
Produits de la vente d'immobilisations corporelles		64 147	32 729
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	8	(3 623)	(4 115)
Regroupements d'entreprises, déduction faite du découvert bancaire	5 a)	(57 327)	(80 369)
Placements dans les titres de capitaux propres, montant net		(11 385)	(4 910)
Autres		(1 928)	(2 075)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>			
		<b>(85 158)</b>	(145 073)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>			
(Diminution) augmentation du découvert bancaire		(16 144)	6 193
Produits tirés de la dette à long terme		28 757	22 454
Remboursement de la dette à long terme		(100 629)	(88 828)
Dividendes payés		(48 105)	(46 591)
Rachat d'actions propres		(19 238)	(61 860)
Produits tirés de l'exercice d'options d'achat d'actions et de bons de souscription	15	4 731	4 087
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>			
		<b>(150 628)</b>	(164 545)
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		—	—
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice</b>			
		—	—

Les notes des pages 36 à 82 font partie intégrante de ces états financiers consolidés.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**1. ENTITÉ PUBLIANTE**

TransForce Inc. (la « Société ») a été constituée en société en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions et est une entreprise établie au Canada. Le siège social de la Société est situé au 8801, route Transcanadienne, bureau 500, Montréal (Québec) H4S 1Z6.

Les états financiers consolidés de la Société aux 31 décembre 2013 et 2012 pour les exercices terminés à ces dates comprennent les comptes de la Société et de ses filiales (désignées collectivement comme le « Groupe » et, individuellement, comme les « entités du Groupe »).

Le Groupe a des activités dans le domaine de la prestation de services de transport et de logistique partout au Canada et aux États-Unis.

**2. MODE DE PRÉSENTATION****a) Déclaration de conformité**

Les présents états financiers consolidés ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

La publication de ces états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 26 février 2014.

**b) Base d'évaluation**

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour les éléments importants suivants dans les états consolidés de la situation financière :

- les placements dans les titres de capitaux propres, les instruments financiers dérivés et les contreparties conditionnelles, qui sont évalués à la juste valeur;
- les passifs au titre des accords dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie, qui sont évalués à la juste valeur conformément à IFRS 2;
- le passif au titre des régimes de retraite à prestations définies, qui correspond au total net de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes;
- les actifs et les passifs acquis lors de regroupements d'entreprises, qui sont mesurés à la juste valeur à la date d'acquisition.

**c) Monnaie fonctionnelle et de présentation**

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. Toutes les données financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près.

**d) Utilisation d'estimations et recours au jugement**

Afin de dresser les états financiers consolidés ci-joints selon les IFRS, la direction doit faire preuve de jugement, effectuer des estimations et formuler des hypothèses au sujet d'événements futurs. Ces estimations et les hypothèses sur lesquelles elles se fondent influent sur les montants déclarés au titre de l'actif et du passif, sur les renseignements communiqués à l'égard des éléments d'actif et de passif éventuels, ainsi que sur les montants indiqués des revenus et des charges. Les estimations portent notamment sur l'évaluation des créances clients, du goodwill, des immobilisations incorporelles, des actifs et passifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises, des autres actifs à long terme, de l'impôt sur le résultat, des obligations liées à la remise en état des sites, ainsi que des obligations au titre des régimes de retraite. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur les meilleures estimations de la direction et font appel à ses jugements.

La direction évalue régulièrement ses estimations et hypothèses en s'appuyant sur les antécédents et d'autres facteurs, notamment la conjoncture économique actuelle, qu'elle juge raisonnables dans les circonstances. La direction modifie ces estimations et hypothèses lorsque les faits et les circonstances l'imposent. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les modifications apportées à ces estimations et hypothèses par suite de l'évolution de la conjoncture économique seront prises en considération dans les états financiers des périodes futures.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**2. MODE DE PRÉSENTATION (SUITE)****d) Utilisation d'estimations et recours au jugement (suite)**

Les notes suivantes incluent des renseignements sur les incertitudes liées aux jugements clés, aux hypothèses et aux estimations qui risquent le plus d'entraîner un ajustement important au cours du prochain exercice financier :

Note 5 – Calcul de la juste valeur des actifs et des passifs, des immobilisations incorporelles et du goodwill découlant des regroupements d'entreprises.

Note 8 – Détermination des estimations et des hypothèses utilisées dans le cadre des tests de dépréciation auxquels les actifs à long terme et le goodwill doivent être soumis.

Notes 13 et 23 – Comptabilisation et évaluation des provisions et des éventualités.

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les conventions comptables présentées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés, sauf indication contraire. Les conventions comptables ont été appliquées de manière uniforme par les entités du Groupe.

**a) Méthode de consolidation****i) Regroupements d'entreprises**

Le Groupe évalue le goodwill comme la juste valeur de la contrepartie transférée, ce qui comprend la juste valeur des passifs découlant des accords de contrepartie conditionnelle, moins le montant net comptabilisé pour les actifs identifiables acquis et les passifs identifiables pris en charge, tous ces éléments étant évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Si l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est immédiatement comptabilisé dans le bénéfice.

Les coûts de transaction, autres que ceux associés à l'émission de titres d'emprunt ou de capitaux propres, que le Groupe engage en lien avec un regroupement d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

**ii) Filiales**

Les filiales sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle. Le Groupe contrôle une entité lorsqu'il est exposé, ou a droit, à des rendements variables du fait de sa participation dans l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il exerce sur l'entité. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse. Les conventions comptables des filiales sont alignées sur celles adoptées par le Groupe.

**iii) Transactions éliminées au moment de la consolidation**

Les soldes et les transactions intragroupes, de même que les profits et pertes latents qui découlent de transactions intragroupes, sont éliminés au moment de la préparation des états financiers consolidés.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****b) Monnaies étrangères****i) Transactions en monnaie étrangère**

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective des entités du Groupe aux taux de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Le gain ou la perte de change sur les éléments monétaires correspond à la différence entre le coût amorti en monnaie fonctionnelle au début de la période, ajusté en fonction du taux d'intérêt effectif et des paiements versés pendant la période, et le coût amorti en monnaie étrangère convertie aux taux de change à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires qui sont évalués au coût historique en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les éléments de revenus et de charges libellés en devises étrangères sont convertis à la date des transactions. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans le bénéfice.

**ii) Établissements étrangers**

Les actifs et les passifs des établissements étrangers, y compris le goodwill et les ajustements de la juste valeur découlant des regroupements d'entreprises, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges des établissements étrangers sont convertis en dollars canadiens aux taux de change moyens en vigueur au cours de la période considérée.

Les écarts de change sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à titre d'écarts de conversion.

Si l'établissement étranger fait l'objet d'une cession, le montant pertinent des écarts de conversion cumulés est transféré au bénéfice en tant qu'élément du profit ou de la perte découlant de la cession. En cas de cession partielle d'une filiale dont le contrôle est maintenu, la proportion pertinente d'un tel montant cumulatif est réattribuée à la participation ne donnant pas le contrôle. Pour toute autre cession partielle d'un établissement étranger, la proportion pertinente est reclassée dans le bénéfice.

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire à recevoir d'un établissement étranger, ou qui doit lui être payé, dont le règlement n'est ni prévu ni susceptible de se produire dans un avenir prévisible et qui, de fait, est considéré comme faisant partie du placement net dans l'établissement étranger, sont constatés dans les autres éléments du résultat global à titre d'écarts de conversion cumulés.

**c) Instruments financiers****i) Actifs et passifs financiers non dérivés**

Le Groupe constate initialement les prêts et créances, les placements dans les titres de capitaux propres, les titres d'emprunt émis et les passifs subordonnés à la date où ils sont créés. Tous les autres actifs et passifs financiers (y compris les actifs désignés comme étant à la juste valeur par le biais du bénéfice) sont initialement constatés à la date de transaction à laquelle le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le Groupe décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif arrivent à expiration, ou lorsqu'il transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif financier sont transférés. Toute participation dans les actifs financiers transférés qui est créée ou conservée par le Groupe est comptabilisée en tant qu'actif ou passif distinct.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****c) Instruments financiers (suite)****i) Actifs et passifs financiers non dérivés (suite)**

Un passif financier est décomptabilisé lorsque les obligations contractuelles auxquelles il est lié sont acquittées, annulées ou lorsqu'elles arrivent à échéance.

Les actifs et les passifs financiers font l'objet d'une compensation et le solde net est présenté dans les états consolidés de la situation financière si, et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants et s'il a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe a classé les actifs financiers non dérivés dans les catégories suivantes : prêts et créances et actifs financiers disponibles à la vente.

Les prêts et créances sont des actifs financiers donnant lieu à des paiements fixes ou calculables et qui ne sont pas cotés sur un marché actif. De tels actifs sont constatés initialement à la juste valeur, majorée de tous les coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût après amortissement selon la méthode des intérêts effectifs, déduction faite des pertes de valeur.

Les clients et autres débiteurs ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie font partie des prêts et créances.

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans l'une des catégories d'actifs financiers susmentionnés. Ces actifs sont initialement constatés à la juste valeur, majorée de tous les coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués à la juste valeur, les variations de celle-ci étant comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et présentées dans la réserve de la juste valeur à titre d'élément des capitaux propres. Lorsqu'un actif financier disponible à la vente est décomptabilisé, les profits ou les pertes cumulés dans la réserve de la juste valeur sont reclassés dans le bénéfice. Le Groupe a comme seuls actifs financiers disponibles à la vente des titres de capitaux propres cotés en bourse, qui sont inclus dans les autres actifs.

Le Groupe détient les passifs financiers non dérivés suivants : découvert bancaire, fournisseurs et autres créditeurs, et dette à long terme. Ces passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur, moins tous les coûts de transaction directement attribuables. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode des intérêts effectifs.

**ii) Capital social****Actions ordinaires**

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires, d'options d'achat d'actions et de bons de souscription sont comptabilisés en réduction des capitaux propres, déduction faite de l'incidence des impôts, le cas échéant.

Lors du rachat du capital social inscrit dans les capitaux propres, le montant de la contrepartie payée, dont les coûts directement attribuables, déduction faite de l'incidence des impôts, le cas échéant, est comptabilisé en réduction des capitaux propres.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****c) Instruments financiers (suite)****iii) Instrument financier composé**

Les instruments financiers composés émis par le Groupe comprennent les débetures convertibles qui peuvent être converties en actions ordinaires au gré du porteur et pour lesquelles le nombre d'actions à émettre ne change pas en fonction des variations de la juste valeur des débetures.

La composante passif d'un instrument financier composé est initialement comptabilisée à la juste valeur d'un passif similaire qui n'est pas assorti d'une option de conversion en capitaux propres. Le montant initialement constaté au titre de la composante capitaux propres correspond à la différence entre la juste valeur de l'instrument financier composé dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif.

Après la comptabilisation initiale, la composante passif d'un instrument financier composé est évaluée au coût après amortissement selon la méthode des intérêts effectifs. La composante capitaux propres d'un instrument financier composé n'est pas réévaluée après sa comptabilisation initiale.

L'intérêt lié au passif financier est comptabilisé dans le bénéfice. Au moment de la conversion, le passif financier est reclassé dans les capitaux propres; aucun profit ni perte n'est comptabilisé dans le bénéfice.

**iv) Instruments financiers dérivés**

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Les dérivés incorporés sont séparés du contrat hôte et comptabilisés séparément si les caractéristiques économiques et les risques du contrat hôte et du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés, si un instrument distinct assorti des mêmes modalités que le dérivé intégré respecterait la définition d'un dérivé, et si l'instrument composé n'est pas évalué à la juste valeur dans le bénéfice.

Les dérivés et les dérivés incorporés sont initialement constatés à la juste valeur; les coûts de transaction connexes sont comptabilisés dans le bénéfice à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés et les dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées dans le bénéfice.

**d) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Le coût comprend les dépenses qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif, les coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, ainsi que les frais d'emprunt sur les immobilisations admissibles.

Lorsque les éléments d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés comme des éléments distincts (principales composantes) des immobilisations corporelles.

Les profits et pertes sur la cession d'une immobilisation corporelle sont calculés en comparant le produit de la cession avec la valeur comptable de l'immobilisation, et leur montant net est comptabilisé dans le bénéfice.

L'amortissement est fondé sur le coût d'un actif moins sa valeur résiduelle, et il est comptabilisé dans le bénéfice sur la durée de vie utile estimative de chaque composante d'une immobilisation corporelle. Les actifs loués sont amortis sur la durée du contrat de location ou sur leur durée de vie utile, selon la durée la plus courte, à moins qu'il ne soit raisonnablement certain que le Groupe en obtiendra la propriété d'ici la fin du contrat de location.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****d) Immobilisations corporelles (suite)**

Les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile s'établissent comme suit :

Catégories	Méthode	Durées de vie utile
Bâtiments	Linéaire	De 15 à 40 ans
Matériel roulant	Principalement linéaire	De 3 à 20 ans
Mobilier et outillage	Principalement linéaire	De 5 à 10 ans

Les méthodes d'amortissement, les durées de vie utile et les valeurs résiduelles sont revues à la fin de chaque exercice et ajustées de façon prospective, s'il y a lieu.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, lorsque des éléments indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

**e) Immobilisations incorporelles****i) Goodwill**

Le goodwill qui découle des regroupements d'entreprises est comptabilisé dans les immobilisations incorporelles.

Le goodwill n'est pas amorti et il est évalué au coût, moins le cumul des pertes de valeur.

**ii) Autres immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent les actifs en lien avec les relations clients, les marques de commerce, les clauses de non-concurrence et les permis et les technologies de l'information.

Les autres immobilisations incorporelles acquises par le Groupe et à durée de vie limitée sont évaluées au coût, diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie limitée sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile estimatives suivantes :

Catégories	Durées de vie utile
Relations clients	De 5 à 10 ans
Marques de commerce	De 5 à 20 ans
Clauses de non-concurrence et permis	De 3 à 40 ans
Technologies de l'information	De 5 à 7 ans

Les durées de vie utile et les valeurs résiduelles sont revues à la fin de chaque exercice et ajustées de façon prospective, s'il y a lieu.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****f) Actifs loués**

Les contrats de location dont les modalités ont pour effet de transférer la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Au moment de la comptabilisation initiale, l'actif loué est évalué au moindre de sa juste valeur et de la valeur actuelle des paiements minimaux exigibles au titre de la location. Après sa constatation initiale, l'actif est comptabilisé conformément à la convention comptable applicable pour cet actif.

Les autres contrats de location sont des contrats de location simple, et les actifs loués en vertu de tels contrats ne sont pas comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière du Groupe.

**g) Fournitures en stock**

Les fournitures en stock comprennent principalement les pièces de rechange et le carburant, et ils sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le montant le moins élevé.

**h) Dépréciation****i) Actifs financiers**

Un actif financier non comptabilisé à la juste valeur par le biais du bénéfice est évalué à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement générateur de pertes est survenu après la comptabilisation initiale de l'actif et que cet événement générateur de pertes a eu, sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif, une incidence négative qui peut être estimée de façon fiable.

Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés et actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif. Les pertes sont comptabilisées dans le bénéfice et portées en diminution des créances dans un compte de réserve pour créances irrécouvrables. Si le montant de la perte de valeur diminue à la suite d'un événement ultérieur, la diminution de la perte de valeur est reprise dans le bénéfice.

**ii) Actifs non financiers**

Les valeurs comptables des actifs non financiers du Groupe qui ne sont pas des fournitures en stock et des actifs d'impôt différé sont passées en revue à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un quelconque indice qu'un actif a subi une perte de valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est alors estimée. Pour le goodwill, la valeur recouvrable est estimée au 31 décembre de chaque exercice.

Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent faire l'objet d'un test individuellement sont regroupés dans le plus petit groupe d'actifs qui génère des entrées de fonds résultant d'une utilisation continue et largement indépendantes des entrées de fonds générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs (« unité génératrice de trésorerie », ou « UGT »). Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est attribué au groupe d'UGT (habituellement un secteur opérationnel du Groupe) qui devrait profiter des synergies découlant du regroupement. L'attribution est soumise à une estimation de la limite maximale du secteur opérationnel et reflète le niveau de suivi minimal de ce goodwill aux fins de la communication de l'information de gestion. La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés jusqu'à leur valeur actuelle selon un taux avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif ou au groupe d'actifs.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****h) Dépréciation (suite)****ii) Actifs non financiers (suite)**

Les actifs de support du Groupe ne génèrent pas d'entrées de fonds distinctes. S'il existe un indice qu'un actif de support a pu se déprécier, alors la valeur recouvrable est calculée pour l'UGT à laquelle l'actif de support appartient.

Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable d'un actif ou de son UGT est supérieure à sa valeur recouvrable estimative. Les pertes de valeur comptabilisées à l'égard des UGT sont d'abord attribuées en réduction de la valeur comptable de tout goodwill attribué aux unités, le cas échéant, et, ensuite, en réduction de la valeur comptable des autres éléments d'actif de l'unité (du groupe d'unités), au prorata.

Aucune perte de valeur en lien avec le goodwill n'est reprise. Pour ce qui est des autres actifs, le Groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe un indice que des pertes de valeur comptabilisées au cours des périodes antérieures ont diminué ou n'existent plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour calculer la valeur recouvrable. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'est pas supérieure à la valeur comptable qui aurait été calculée, déduction faite des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Les pertes de valeur et les reprises de pertes de valeur sont comptabilisées dans le bénéfice.

**i) Actifs détenus en vue de la vente**

Les actifs non courants sont classés comme détenus en vue de la vente s'il est très probable que leur valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue.

De tels actifs sont généralement évalués à la valeur comptable ou à la juste valeur diminuée des coûts de la vente, selon le montant le moins élevé. Les pertes de valeur constatées au moment du classement initial comme actifs détenus en vue de la vente ou détenus en vue d'une distribution et les profits et pertes découlant d'une réévaluation ultérieure sont comptabilisés dans le bénéfice.

Une fois classées comme des actifs détenus en vue de la vente, les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles ne sont plus amorties.

**j) Avantages du personnel****i) Régimes à cotisations définies**

Un régime à cotisations définies est un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées dans le bénéfice en charges liées aux avantages du personnel dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les employés. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées en tant qu'actif dans la mesure où elles donnent lieu à un remboursement en trésorerie ou à une diminution des paiements futurs.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****j) Avantages du personnel (suite)****ii) Régimes à prestations définies**

L'obligation nette du Groupe à l'égard des régimes de retraite à prestations définies est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des prestations futures que les employés ont acquises en contrepartie des services rendus pendant la période considérée et les périodes antérieures; ce montant est actualisé et la juste valeur de tous les actifs du régime est déduite. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, d'obligations cotées AA ayant des dates d'échéance correspondant approximativement aux échéances des obligations du Groupe et libellées dans la même devise qui devrait être utilisée pour verser les prestations. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire qualifié selon la méthode des unités de crédit projetées. Lorsque le calcul indique un avantage pour le Groupe, le montant de l'actif constaté se limite à la valeur actuelle des avantages économiques disponibles sous la forme de remboursements futurs par le régime ou sous la forme de diminutions des cotisations futures au régime. Afin de calculer la valeur actuelle des avantages économiques, on doit prendre en considération toute exigence de financement minimal applicable à l'un ou l'autre des régimes du Groupe.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs des régimes (exception faite des intérêts) et l'incidence du plafonnement du montant de l'actif (le cas échéant, exception faite des intérêts), sont immédiatement constatées dans les autres éléments du résultat global. Le Groupe calcule la charge d'intérêts nette (le produit d'intérêts net) sur le passif net (l'actif net) au titre des prestations définies pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies au début de la période annuelle au montant net du passif (de l'actif net) au titre des prestations définies à ce moment, en tenant compte de toute variation du passif net (de l'actif net) au titre des prestations définies au cours de la période attribuable aux paiements de cotisations et de prestations. La charge d'intérêts nette et les autres charges liées aux régimes à prestations définies sont comptabilisées dans le résultat net.

Lorsque les prestations versées au titre d'un régime sont modifiées ou lors de la réduction d'un régime, le changement de prestation au titre des services passés qui en résulte ou le profit ou la perte lié(e) à la réduction du régime est immédiatement constaté(e) dans le résultat net. Le Groupe comptabilise les profits et les pertes liés au règlement d'un régime de retraite à prestations définies au moment du règlement.

**iii) Avantages à court terme**

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et passées en charges à mesure que le service correspondant est rendu. Un passif est comptabilisé pour le montant qui devrait être payé au titre des régimes d'attribution de primes ou d'intéressement réglés en trésorerie à court terme si le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, de payer ce montant en contrepartie de services passés rendus par l'employé et si l'obligation peut être estimée de façon fiable.

**iv) Transactions dont le paiement est fondé sur des actions**

La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements fondés sur des actions de participation attribués aux employés est comptabilisée en tant que charges de personnel, avec une hausse correspondante du surplus d'apport, sur la période au cours de laquelle les employés obtiennent inconditionnellement droit à ces attributions. Le montant constaté en charges est ajusté pour tenir compte du nombre d'attributions pour lequel les conditions relatives au service connexe devraient être remplies, de manière à ce que le montant finalement constaté en charges soit fondé sur le nombre d'attributions qui respectent les conditions relatives au service connexe à la date d'acquisition des droits.

La juste valeur du montant à payer aux membres du conseil d'administration en lien avec les unités d'actions différées (« UAD »), lesquelles doivent être réglées en trésorerie, est constatée en charges, avec une hausse correspondante du passif. Le passif est réévalué à chaque date de clôture jusqu'au règlement. Toute variation de la juste valeur du passif est comptabilisée dans le résultat net en tant que produit financier ou charge financière.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****j) Avantages du personnel (suite)****v) Indemnités de fin de contrat de travail**

Les indemnités de fin de contrat de travail sont passées en charges à la première des éventualités suivantes : lorsque le Groupe ne peut plus retirer son offre relative à ces indemnités ou lorsque le Groupe comptabilise les coûts d'une restructuration. S'il n'est pas prévu que les indemnités seront réglées intégralement au plus tard douze mois après la date de présentation de l'information financière, les indemnités sont alors actualisées.

**k) Provisions**

Une provision est comptabilisée si, du fait d'un événement passé, le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est important, les provisions sont calculées en actualisant les flux de trésorerie futurs prévus selon un taux avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, la désactualisation des provisions est comptabilisée en charges financières.

***Remise en état des sites***

Les obligations au titre de la remise en état des sites sont comptabilisées pour la période au cours de laquelle le Groupe a une obligation juridique ou implicite de remettre l'environnement en état ou de démanteler un actif. Les obligations au titre de la remise en état des sites sont évaluées en fonction des meilleures estimations de la direction concernant les dépenses qui seront engagées pour régler l'obligation, conformément aux exigences générales pour l'établissement de provisions. Les coûts associés à la remise en état des sites sont inscrits à l'actif en tant qu'éléments de la valeur comptable de l'actif connexe et amortis sur sa durée de vie utile restante.

**l) Constatation des revenus**

Le cours normal des activités du Groupe consiste à fournir des services de transport et de logistique. Tous les produits générés dans le cours normal des activités sont constatés, en fonction du degré d'avancement du service, en tant que revenus dans les états financiers du résultat global. Le degré d'avancement du service est déterminé en utilisant la proportion des coûts engagés à la date de publication par rapport aux coûts estimés totaux du service. Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des rabais de gros et des remises sur volume. Les revenus sont comptabilisés lorsque les services sont rendus, que le montant des revenus et du résultat peut être évalué de manière fiable et que, selon toute vraisemblance, les avantages économiques découlant des transactions seront transférés au Groupe.

**m) Paiements au titre de la location**

Les paiements effectués en vertu de contrats de location simple sont comptabilisés dans le bénéfice sur une base linéaire sur la durée du contrat de location. Les incitatifs à la location sont comptabilisés comme un élément intégral du total des charges de location, sur la durée du contrat de location.

Les paiements minimaux effectués en vertu de contrats de location-financement sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant du passif.

**n) Produits financiers et charges financières**

Les produits financiers comprennent les produits d'intérêts des fonds investis, les actifs financiers disponibles à la vente, les revenus de dividendes, les gains liés à la réévaluation à la juste valeur de toute participation préexistante dans une société acquise et les profits résultant des acquisitions d'entreprises à des conditions avantageuses. Les produits d'intérêts courus sont comptabilisés dans le bénéfice selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****n) Produits financiers et charges financières (suite)**

Les charges financières comprennent les charges d'intérêts sur le découvert bancaire et la dette à long terme, la désactualisation des provisions et les pertes de valeur constatées en lien avec les actifs financiers (autres que les créances clients).

Les gains ou les pertes sur la juste valeur des instruments financiers dérivés et des contreparties conditionnelles, de même que les gains et pertes de change, sont constatés, en chiffres nets, en tant que produits financiers ou charges financières.

**o) Impôt sur le résultat**

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés dans le bénéfice, sauf s'ils sont liés à un regroupement d'entreprises ou à des éléments inscrits directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou qui sera récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'un exercice, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des exercices antérieurs.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs aux fins de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé pour les différences temporelles suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale), et les différences liées à des participations dans des filiales et des entités sous contrôle conjoint dans la mesure où il est probable que la différence temporelle ne se renversera pas dans un avenir prévisible. De plus, aucun impôt différé n'est comptabilisé pour les différences temporelles imposables générées par la constatation initiale du goodwill. L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt dont on attend l'application aux différences temporelles lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et si ces actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur des entités imposables différentes, mais qui ont l'intention de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net ou de réaliser leurs actifs et de régler leurs passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporelles déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable futur auquel ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à la date de clôture et réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

**p) Résultat par action**

Le Groupe présente le résultat de base et le résultat dilué par action pour ses actions ordinaires. Le résultat de base par action se calcule en divisant le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, après ajustement pour tenir compte des actions propres détenues, le cas échéant. Aux fins du calcul du résultat dilué par action, le bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour tenir compte des actions propres détenues, doivent être ajustés pour tenir compte des effets de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives, lesquelles englobent les débentures convertibles, les bons de souscription et les options d'achat d'actions attribuées aux membres du personnel.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****q) Information sectorielle**

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités ordinaires dont elle peut tirer des revenus et pour lesquelles elle peut engager des charges, y compris des revenus et des charges relatifs à des transactions avec toute autre composante du Groupe. Les résultats opérationnels de tous les secteurs opérationnels sont régulièrement examinés par le chef de la direction du Groupe en vue de prendre des décisions sur les ressources à affecter au secteur et d'évaluer la performance de celui-ci, et des informations financières distinctes sont disponibles pour chaque secteur.

Les résultats sectoriels présentés au chef de la direction incluent les éléments directement attribuables à un secteur, ainsi que ceux qui peuvent lui être affectés sur une base raisonnable. Les éléments qui ne sont pas affectés comprennent surtout les actifs de support (principalement le siège social du Groupe), les charges du siège social, les actifs, les passifs et les charges d'impôt, de même que la dette à long terme et les charges d'intérêts sur celle-ci.

Les ventes entre les secteurs du Groupe sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les transactions autres que les ventes sont établies à la valeur comptable. Les dépenses en immobilisations sectorielles correspondent au coût total engagé au cours de la période en vue d'acquérir des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles autres que le goodwill.

**r) Nouvelles normes et interprétations adoptées au cours de l'exercice**

Le Groupe a adopté les nouvelles normes, modifications de normes et interprétations suivantes en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et les a appliquées au moment de la préparation de ces états financiers consolidés.

IFRS 10, *États financiers consolidés* remplace les directives contenues dans IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. Les méthodes de consolidation sont reprises quasi intégralement d'IAS 27. L'adoption d'IFRS 10 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* remplace les directives relatives à l'évaluation de la juste valeur contenues dans les différentes IFRS par une source unique de directives pour l'évaluation de la juste valeur. IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait obtenu pour la vente d'un actif, ou payé pour le transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date de l'évaluation, soit un prix de sortie. L'adoption d'IFRS 13 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe.

Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*. En vertu de ces modifications, une entité doit présenter les autres éléments du résultat global qui pourraient être reclassés dans le résultat net à une date future séparément de ceux qui ne pourraient jamais y être reclassés. Puisque seuls des changements dans la présentation des autres éléments du résultat global sont exigés en vertu de ces modifications, les modifications d'IAS 1 n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe.

Modifications d'IAS 19, *Avantages du personnel*. Voici les éléments exigés en vertu de ces modifications : les écarts actuariels devront être constatés immédiatement dans les autres éléments du résultat global; le coût des services passés devra être comptabilisé intégralement et immédiatement dans le résultat net; le calcul du rendement attendu des actifs du régime qui est constaté dans le résultat net devra être fondé sur le taux d'actualisation utilisé pour l'obligation au titre des prestations définies; et des informations supplémentaires devront être fournies. Les modifications portent également sur la constatation des indemnités de fin de contrat de travail. Les modifications d'IAS 19 n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe. Le Groupe constate les écarts actuariels immédiatement dans les autres éléments du résultat global et le coût intégral des services passés immédiatement dans le résultat net. De plus, le Groupe calcule le rendement attendu des actifs des régimes en fonction du taux d'actualisation utilisé pour l'obligation au titre des prestations définies. Aux fins de la présentation de ces éléments dans les états consolidés de la situation financière, le Groupe a décidé de transférer dans les résultats non distribués les écarts actuariels découlant des régimes à prestations définies initialement constatés dans les autres éléments du résultat global.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****s) Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées**

Un certain nombre de nouvelles normes, de modifications de normes et d'interprétations sont en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et n'ont pas été appliquées au moment de la préparation de ces états financiers consolidés. Les nouvelles normes, modifications de normes et interprétations pertinentes pour le Groupe sont décrites ci-dessous. Le Groupe ne prévoit pas les adopter de manière anticipée.

Modifications d'IAS 32, *Compensation des actifs financiers et des passifs financiers*. Ces modifications prendront effet pour les états financiers consolidés de 2014 du Groupe. Elles doivent être appliquées de manière rétrospective. Les modifications d'IAS 32 précisent qu'une entité a actuellement un droit juridiquement exécutoire de compenser si ce droit n'est pas subordonné à un événement futur; et exécutoire tant dans le cours normal des affaires qu'en cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite de l'entité et toutes les contreparties. Les modifications d'IAS 32 précisent également quand un mécanisme de règlement prévoit un règlement net ou un règlement brut qui est équivalent au règlement net. Le Groupe a l'intention d'adopter les modifications d'IAS 32 dans ses états financiers consolidés de la période annuelle ouverte à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Le Groupe ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence importante sur les états financiers consolidés.

IFRS 9, *Instruments financiers*, dont l'application deviendra obligatoire pour les états financiers consolidés de 2015 du Groupe. L'importance de l'incidence qu'aura l'adoption d'IFRS 9 n'a pas encore été déterminée.

Interprétation 21, *Droits ou taxes* (« IFRIC 21 ») a été publiée par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») en mai 2013. IFRIC 21 fournit des directives sur le moment où il faut comptabiliser des droits ou des taxes imposés par une autorité publique, qu'il s'agisse de droits ou de taxes comptabilisés conformément à IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, ou de droits ou de taxes dont l'échéance et le montant sont certains. Les droits ou taxes sont des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques qui sont imposées par les autorités publiques aux entités selon des dispositions légales, exception faite des impôts sur le résultat qui entrent dans le champ d'application d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, ainsi que des amendes et autres pénalités imposées pour des infractions à la législation. L'interprétation définit le fait générateur d'obligation pour la comptabilisation d'un passif comme l'activité qui rend le droit ou la taxe exigible, tel qu'il est prévu dans les dispositions légales pertinentes. La norme s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et peut faire l'objet d'une adoption anticipée. L'importance de l'incidence qu'aura l'adoption d'IFRIC 21 n'a pas encore été déterminée.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**4. INFORMATION SECTORIELLE**

Le Groupe exerce ses activités dans le secteur du transport et de la logistique au Canada et aux États-Unis dans les différents secteurs isolables, décrits ci-dessous, qui constituent les divisions stratégiques du Groupe. Les divisions stratégiques fournissent divers services et sont gérées séparément parce qu'elles ont des besoins différents en matière de technologies et de ressources en capital. Tous les mois, le chef de la direction du Groupe passe en revue les rapports de gestion interne de chaque division stratégique. Les activités de chaque secteur isolable du Groupe sont décrites dans le résumé suivant :

Colis et courrier	Cueillette, transport et livraison d'articles partout en Amérique du Nord.
Transport de lots brisés	Cueillette, regroupement, transport et livraison de petits chargements.
Transport de lots complets	Transport de chargements complets, directement depuis les installations d'un client jusqu'à la destination, à l'aide de remorques fermées ou d'équipement spécialisé afin de répondre aux besoins particuliers du client. Les services fournis comprennent notamment le transport accéléré, le transport par semi-remorque à plateau et par conteneur ainsi que les services dédiés.
Services spécialisés	
Services au secteur de l'énergie	Transport de biens et d'équipement pour l'industrie pétrolière et gazière au moyen d'une grande variété de véhicules et de machinerie lourde, et services de déplacement d'appareils de forage, incluant le démantèlement, le transport et la réinstallation d'appareils de forage pétrolier et gazier.
Autres services	Gestion de déchets et logistique.

Des renseignements sur les résultats de chaque secteur isolable sont présentés ci-dessous. La performance est évaluée en fonction du bénéfice sectoriel avant les intérêts et les impôts sur le résultat (« BAII »), car les produits financiers ou les charges financières et l'impôt sur le résultat ne sont pas attribués aux secteurs opérationnels. Cette mesure est indiquée dans les rapports de gestion interne qui sont passés en revue par le chef de la direction du Groupe et elle correspond au poste « bénéfice (perte) des activités opérationnelles » dans les états consolidés du résultat global. Le BAII sectoriel est utilisé comme mesure de la performance, car la direction est d'avis que cette information est la plus pertinente pour évaluer les résultats de certains secteurs par rapport à ceux d'autres entités qui exercent leurs activités au sein de ces industries.

	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Services spécialisés - services au secteur de l'énergie	Services spécialisés - autres services	Siège social	Éliminations	Total
<b>2013</b>								
Revenus externes	<b>1 270 689</b>	<b>631 921</b>	<b>538 323</b>	<b>346 491</b>	<b>322 222</b>	—	—	<b>3 109 646</b>
Revenus intersectoriels	<b>5 848</b>	<b>5 501</b>	<b>38 087</b>	<b>820</b>	<b>11 458</b>	—	<b>(61 714)</b>	—
Total des revenus	<b>1 276 537</b>	<b>637 422</b>	<b>576 410</b>	<b>347 311</b>	<b>333 680</b>	—	<b>(61 714)</b>	<b>3 109 646</b>
Amortissement et dépréciation	<b>35 222</b>	<b>27 050</b>	<b>21 189</b>	<b>93 389</b>	<b>21 259</b>	<b>900</b>	—	<b>199 009</b>
Bénéfice (perte) des activités opérationnelles	<b>80 119</b>	<b>38 922</b>	<b>39 507</b>	<b>(54 737)</b>	<b>55 768</b>	<b>(13 339)</b>	—	<b>146 240</b>
Total des actifs	<b>625 796</b>	<b>470 459</b>	<b>294 380</b>	<b>305 456</b>	<b>330 116</b>	<b>38 395</b>	—	<b>2 064 602</b>
Total des passifs	<b>143 228</b>	<b>137 921</b>	<b>44 159</b>	<b>82 884</b>	<b>57 048</b>	<b>808 545</b>	—	<b>1 273 785</b>
Dépenses en immobilisations	<b>14 428</b>	<b>21 198</b>	<b>10 671</b>	<b>3 848</b>	<b>24 005</b>	<b>892</b>	—	<b>75 042</b>

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**4. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)**

	Colis et courrier	Transport de lots brisés	Transport de lots complets	Services spécialisés - services au secteur de l'énergie	Services spécialisés - autres services	Siège social	Éliminations	Total
2012								
Revenus externes	1 164 129	648 296	570 567	425 129	332 135	—	—	3 140 256
Revenus intersectoriels	5 930	4 472	38 617	672	11 964	—	(61 655)	—
Total des revenus	1 170 059	652 768	609 184	425 801	344 099	—	(61 655)	3 140 256
Amortissement	37 495	29 524	25 167	32 989	22 244	212	—	147 631
Bénéfice (perte) des activités opérationnelles	78 302	36 712	50 473	47 855	50 985	(17 178)	—	247 149
Total des actifs	587 592	503 570	302 911	383 442	327 912	8 696	—	2 114 123
Total des passifs	126 547	143 941	37 119	83 887	69 487	925 777	—	1 386 758
Dépenses en immobilisations	19 305	16 361	12 074	19 993	16 595	2 005	—	86 333

Lorsque le Groupe change sa structure organisationnelle de telle manière que la composition de ses secteurs isolables s'en trouve modifiée, les informations correspondantes pour l'exercice comparatif sont retraitées afin de les rendre conformes à la nouvelle structure.

**Informations géographiques**

Les revenus sont attribués aux emplacements géographiques en fonction du lieu d'origine de la prestation du service. Les actifs sectoriels sont fondés sur l'emplacement géographique des actifs.

	2013	2012
Revenus		
Canada	2 174 773	2 268 743
États-Unis	934 873	871 513
	<b>3 109 646</b>	3 140 256
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Canada	1 243 286	1 321 888
États-Unis	309 845	324 952
	<b>1 553 131</b>	1 646 840

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**5. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES****a) Regroupements d'entreprises**

Conformément à sa stratégie de croissance, le Groupe a acquis quatre entreprises en 2013, dont deux sont considérées comme importantes.

Le 1<sup>er</sup> février 2013, le Groupe a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Velocity Express (« Velocity ») et de ses filiales, pour une contrepartie totale de 22,8 M\$. Du montant de cette contrepartie, une tranche de 16,8 M\$ a été réglée en espèces, et la Société a émis aux vendeurs 1 000 000 de bons de souscription dont la juste valeur, à la date d'acquisition, se chiffrait à 6,0 M\$.

Velocity, important fournisseur de services personnalisés de livraison le jour même à l'échelle régionale, offre une gamme étendue de services de livraison de colis de toutes tailles aux États-Unis.

Depuis la date de son acquisition, Velocity a généré des revenus de 120,7 M\$ et une perte nette de 2,9 M\$. Si cette entreprise avait été acquise le 1<sup>er</sup> janvier 2013, elle aurait généré des revenus de 131,7 M\$ et une perte nette de 3,2 M\$ approximativement sur une base pro forma.

Le 21 août 2013, le Groupe a acquis la totalité des actions émises et en circulation de JCF Inc. et de sa filiale, E.L. Farmer & Company (désignées collectivement comme « E.L. Farmer ») pour une contrepartie totale de 33,0 M\$, qui a été réglée en espèces. E.L. Farmer est une entreprise qui fournit des services spécialisés d'entreposage et de déplacement de tuyaux au secteur des champs pétroliers aux États-Unis.

Depuis la date de son acquisition, E.L. Farmer a généré des revenus de 25,9 M\$ et un bénéfice net de 0,8 M\$. Si cette entreprise avait été acquise le 1<sup>er</sup> janvier 2013, elle aurait généré des revenus de 70,3 M\$ et un bénéfice net de 1,4 M\$ approximativement sur une base pro forma.

Les autres acquisitions de 2013 n'ont pas eu d'incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels du Groupe.

En 2013, des coûts de transaction de 0,1 M\$ ont été passés en charges en lien avec les acquisitions d'entreprises susmentionnées.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**5. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)****a) Regroupements d'entreprises (suite)**

À la date de clôture, le Groupe n'avait pas finalisé la répartition du prix d'achat sur les éléments identifiables de l'actif net et du goodwill d'E.L. Farmer. Les informations nécessaires pour confirmer la juste valeur de certains actifs et passifs n'ont pas encore été obtenues pour cette acquisition. Le Groupe finalisera la répartition du prix d'achat à mesure qu'il obtiendra plus de renseignements. Le tableau ci-dessous présente la répartition du prix d'achat en fonction des meilleures informations mises à la disposition du Groupe à ce jour.

<i>Actifs identifiables acquis et passifs pris en charge</i>	Note	Velocity	E.L. Farmer	Autres	2013	2012
Clients et autres débiteurs		14 871	13 551	3 511	<b>31 933</b>	33 621
Fournitures en stock et charges payées d'avance		1 679	840	133	<b>2 652</b>	1 234
Immobilisations corporelles	7	2 408	9 948	1 480	<b>13 836</b>	36 402
Immobilisations incorporelles	8	13 653	6 475	4 622	<b>24 750</b>	33 489
Autres actifs		2 408	—	54	<b>2 462</b>	—
(Découvert bancaire) trésorerie et équivalents de trésorerie		(3 798)	816	(1 186)	<b>(4 168)</b>	1 699
Fournisseurs et autres créditeurs		(15 901)	(2 804)	(3 197)	<b>(21 902)</b>	(15 081)
Provisions		(548)	—	—	<b>(548)</b>	—
Dette à long terme		(22 633)	—	(1 375)	<b>(24 008)</b>	(11 250)
Passifs d'impôt différé		(623)	(4 364)	(1 159)	<b>(6 146)</b>	(8 560)
Total de l'actif (du passif) net identifiable		(8 484)	24 462	2 883	<b>18 861</b>	71 554
Total de la contrepartie transférée		22 844	32 976	3 339	<b>59 159</b>	82 068
<b>Goodwill</b>	8	31 328	8 514	456	<b>40 298</b>	10 514
Trésorerie		16 844	32 976	3 339	<b>53 159</b>	82 068
Émission de bons de souscription		6 000	—	—	<b>6 000</b>	—
Total de la contrepartie transférée		22 844	32 976	3 339	<b>59 159</b>	82 068

Les créances clients comprennent les montants contractuels bruts exigibles de 30,3 M\$, dont une tranche de 0,5 M\$ était considérée comme irrécouvrable à la date de l'acquisition.

En ce qui a trait au goodwill et aux immobilisations incorporelles acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises en 2013, un montant de 41,9 M\$ est déductible aux fins de l'impôt (1,0 M\$ en 2012).

En 2012, le Groupe a acquis quatre entreprises, dont une a été considérée comme importante.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le Groupe a acquis la totalité des actions de Quik X Transportation Inc. et de Quik X Transportation (U.S.A.) Inc. (« Quik X »), important fournisseur de services de transport et de logistique qui exerce principalement ses activités dans le secteur du transport de lots brisés. Établie à Mississauga, en Ontario, Quik X exploite un réseau de 14 terminaux principalement au Canada. Fondée en 1990, Quik X possède une excellente réputation au sein du marché du transport de fret à délai de livraison critique. La contrepartie totale versée pour cette acquisition, soit 64,7 M\$, a été réglée en espèces.

Les autres acquisitions de 2012 n'ont pas eu d'incidence importante sur la situation financière et les résultats opérationnels du Groupe.

En 2012, des coûts de transaction de 0,1 M\$ ont été passés en charges en lien avec les acquisitions d'entreprises susmentionnées.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**5. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)****b) Goodwill**

Le goodwill est principalement attribuable à la plus-value que représente l'exploitation d'une entreprise bien établie et jouissant d'une bonne réputation dans le secteur du transport, ainsi qu'aux synergies qui devraient découler de l'intégration de l'entité acquise aux activités actuelles du Groupe.

Le goodwill découlant des regroupements d'entreprises susmentionnés a été attribué, conformément à ce qui est indiqué ci-dessous, aux secteurs opérationnels qui représentent le niveau de suivi interne minimal du goodwill.

Secteur opérationnel	Secteur isolable	2013	2012
Colis et courrier	Colis et courrier	31 150	—
Transport de lots brisés	Transport de lots brisés	—	5 365
Transport de lots complets	Transport de lots complets	—	3 406
Services spécialisés de lots complets	Transport de lots complets	634	—
Services au secteur de l'énergie	Services spécialisés – services au secteur de l'énergie	8 514	—
Logistique	Services spécialisés – autres services	—	1 743
		<b>40 298</b>	<b>10 514</b>

**c) Contreparties conditionnelles**

Des contreparties conditionnelles liées à deux regroupements d'entreprises ont été prises en compte, à la juste valeur, dans la répartition initiale de leur prix d'achat respectif.

La première contrepartie conditionnelle était liée à l'acquisition de TForce Integrated Solutions (anciennement ATS), conclue en 2009. Cette contrepartie dépendait de la réalisation de revenus précis dans les périodes à venir. Le montant annuel maximal à payer était de 4,0 M\$. Au 31 décembre 2013, la juste valeur des accords conditionnels était de 0 \$ (2,3 M\$ en 2012). En 2013, une somme de 2,4 M\$ a été payée en lien avec cette contrepartie conditionnelle (2,7 M\$ en 2012), et le Groupe en a augmenté la juste valeur d'un montant de 0,1 M\$ en 2013 (baisse de 2,1 M\$ en 2012).

La seconde contrepartie conditionnelle était liée à l'acquisition de Pedersen Transport Ltd., conclue en 2011. Cette contrepartie dépendait de la réalisation de résultats précis dans les périodes à venir. Le montant maximal à payer était de 0,5 M\$. Au 31 décembre 2013, la juste valeur des accords de contrepartie conditionnelle était de 0 \$ (0,5 M\$ en 2012). En 2013, une somme de 0,2 M\$ a été payée en lien avec cette contrepartie conditionnelle (0 \$ en 2012), et le Groupe en a réduit la juste valeur d'un montant de 0,3 M\$.

**6. CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS**

	2013	2012
Comptes clients	396 943	413 193
Autres débiteurs	18 042	8 892
	<b>414 985</b>	<b>422 085</b>

La note 22 donne des renseignements sur les risques de crédit et de change auxquels le Groupe est exposé en lien avec les clients et autres débiteurs.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

	Terrains et bâtiments (*)	Matériel roulant	Mobilier et outillage (*)	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 décembre 2011	377 994	739 431	173 438	1 290 863
Acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises	1 468	33 753	1 181	36 402
Autres acquisitions	9 244	58 175	25 490	92 909
Cessions	(5 169)	(73 438)	(29 039)	(107 646)
Incidence des variations des taux de change	(175)	(2 573)	(199)	(2 947)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>383 362</b>	<b>755 348</b>	<b>170 871</b>	<b>1 309 581</b>
Acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises	<b>3 687</b>	<b>8 098</b>	<b>2 051</b>	<b>13 836</b>
Autres acquisitions	<b>17 597</b>	<b>42 320</b>	<b>16 874</b>	<b>76 791</b>
Cessions	<b>(28 982)</b>	<b>(94 239)</b>	<b>(3 569)</b>	<b>(126 790)</b>
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	—	<b>(59 380)</b>	—	<b>(59 380)</b>
Incidence des variations des taux de change	<b>698</b>	<b>9 416</b>	<b>829</b>	<b>10 943</b>
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>376 362</b>	<b>661 563</b>	<b>187 056</b>	<b>1 224 981</b>
<b>Amortissement</b>				
Solde au 31 décembre 2011	52 805	368 867	87 745	509 417
Amortissement de l'exercice	9 549	74 386	19 475	103 410
Cessions	(2 341)	(52 661)	(28 720)	(83 722)
Incidence des variations des taux de change	(26)	(498)	(44)	(568)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>59 987</b>	<b>390 094</b>	<b>78 456</b>	<b>528 537</b>
Amortissement de l'exercice	<b>9 887</b>	<b>66 822</b>	<b>21 334</b>	<b>98 043</b>
Cessions	<b>(4 068)</b>	<b>(71 733)</b>	<b>(1 172)</b>	<b>(76 973)</b>
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	—	<b>(30 337)</b>	—	<b>(30 337)</b>
Incidence des variations des taux de change	<b>168</b>	<b>2 808</b>	<b>315</b>	<b>3 291</b>
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>65 974</b>	<b>357 654</b>	<b>98 933</b>	<b>522 561</b>
<b>Valeurs comptables nettes</b>				
Au 31 décembre 2012	323 375	365 254	92 415	781 044
<b>Au 31 décembre 2013</b>	<b>310 388</b>	<b>303 909</b>	<b>88 123</b>	<b>702 420</b>

(\*) À compter du 30 juin 2013, le Groupe a inclus des améliorations locatives ayant un coût de 32,2 M\$ (27,7 M\$ au 31 décembre 2012) et un amortissement cumulé de 20,4 M\$ (16,5 M\$ au 31 décembre 2012), qui avaient été précédemment présentés séparément, sous la rubrique Terrains et bâtiments, afin de présenter tous les coûts et l'amortissement connexe en lien avec les biens immobiliers dans une seule colonne. En outre, certains coûts ainsi que l'amortissement connexe qui sont liés aux biens immobiliers, mais qui étaient précédemment présentés dans la colonne Mobilier et outillage, sont maintenant présentés dans la colonne Terrains et bâtiments. Les soldes de l'exercice antérieur ont été ajustés pour les rendre conformes à la nouvelle présentation adoptée.

Il n'y a eu aucune perte de valeur en 2013 et en 2012.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)****Actifs loués**

Le Groupe loue du matériel roulant et de l'équipement en vertu d'un certain nombre de contrats de location-financement. Pour la majorité de ces contrats de location, le Groupe est responsable de la valeur résiduelle à la date d'échéance. Les actifs loués garantissent les obligations au titre des contrats de location (voir note 11). Au 31 décembre 2013, la valeur comptable nette des actifs loués était de 9,1 M\$ (13,5 M\$ en 2012). Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, le Groupe a acquis des actifs loués d'un montant de 1,0 M\$ (2,3 M\$ en 2012) en vertu de contrats de location-financement, et tous les autres nouveaux actifs loués sont issus de regroupements d'entreprises.

**Garantie**

Au 31 décembre 2013, certaines pièces de matériel roulant sont données en garantie des contrats de vente conditionnelle, pour une valeur comptable de 62,4 M\$ (42,5 M\$ en 2012) (voir note 11).

**8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Valeurs comptables nettes	Goodwill	Autres immobilisations incorporelles				Total
		Relations clients	Marques de commerce	Clauses de non-concurrence et permis	Technologie de l'information	
Solde au 31 décembre 2011	558 720	159 677	24 042	109 786	14 542	866 767
Acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises	10 514	27 152	6 300	—	37	44 003
Autres acquisitions	—	—	—	965	3 150	4 115
Amortissement	—	(30 387)	(3 717)	(6 385)	(3 732)	(44 221)
Incidence des variations des taux de change	(2 336)	(2 103)	(299)	2	(132)	(4 868)
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	<b>566 898</b>	<b>154 339</b>	<b>26 326</b>	<b>104 368</b>	<b>13 865</b>	<b>865 796</b>
Acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises	40 298	23 692	1 000	—	58	65 048
Autres acquisitions	—	—	—	—	3 623	3 623
Amortissement	—	(27 086)	(2 304)	(4 559)	(3 904)	(37 853)
Dépréciation	(3 800)	(58 201)	(245)	(809)	(58)	(63 113)
Incidence des variations des taux de change	9 681	6 314	829	62	324	17 210
<b>Solde au 31 décembre 2013</b>	<b>613 077</b>	<b>99 058</b>	<b>25 606</b>	<b>99 062</b>	<b>13 908</b>	<b>850 711</b>

Au 31 décembre 2013, le coût des autres immobilisations incorporelles s'établissait à 338,9 M\$ (430,4 M\$ en 2012), et l'amortissement cumulé se situait à 101,3 M\$ (131,5 M\$ en 2012).

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)**

En décembre 2013, le Groupe a fermé les deux derniers terminaux de ses activités de déplacement d'appareils de forage au Canada et a mis fin à ces activités. Par conséquent, une charge avant impôt de 8,4 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat global. Cette charge comprend les frais de fermeture de 2,7 M\$, la radiation des immobilisations incorporelles d'un montant de 1,9 M\$ et la radiation du goodwill lié au secteur des services spécialisés – services au secteur de l'énergie d'un montant de 3,8 M\$.

En raison de la faiblesse persistante des prix des marchandises, dont ceux du gaz naturel, qui ont eu une incidence négative sur les prévisions concernant les niveaux d'activité de l'industrie, et des changements d'ordre structurel liés à l'exploitation qui sont à l'origine d'une diminution de l'activité associée aux services de déplacement d'appareils de forage fournis par le Groupe, la direction a conclu que, conformément aux exigences des IFRS, un événement déclencheur s'était produit et elle a soumis les immobilisations incorporelles associées aux activités de déplacement d'appareils de forage aux États-Unis à un test de dépréciation en date du 31 décembre 2013. Par conséquent, une perte de valeur avant impôt de 57,4 M\$ a été comptabilisée dans les états consolidés du résultat global.

**Test de dépréciation du goodwill**

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est attribué aux secteurs opérationnels du Groupe qui représentent le niveau minimal auquel ce goodwill est suivi au sein du Groupe aux fins de la communication de l'information de gestion. Les valeurs comptables totales du goodwill attribué à chaque secteur opérationnel s'établissent comme suit :

Secteur isolable / secteur opérationnel	2013	2012
Colis et courrier	<b>305 981</b>	268 681
Transport de lots brisés	<b>66 176</b>	64 846
Transport de lots complets		
Transport de lots complets	<b>43 426</b>	43 426
Services spécialisés de lots complets	<b>45 851</b>	45 217
Services spécialisés		
Services au secteur de l'énergie	<b>95 601</b>	88 714
Gestion de déchets	<b>22 369</b>	22 369
Logistique	<b>33 673</b>	33 645
	<b>613 077</b>	566 898

Le Groupe a soumis son goodwill à un test de dépréciation aux 31 décembre 2013 et 2012. Les résultats du test ont permis de déterminer que les valeurs recouvrables des secteurs opérationnels du Groupe dépassaient leurs valeurs comptables respectives.

La valeur recouvrable des secteurs opérationnels du Groupe a été calculée en fonction de leur valeur d'utilité. La méthodologie de la valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés. La direction est d'avis que la méthode fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés est utile parce qu'elle permet d'évaluer de manière plus précise certains flux de trésorerie futurs.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**8. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)**

Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés jusqu'à leur valeur actuelle selon des taux d'actualisation avant impôt variant entre 8,5 % et 12,6 % (entre 9,2 % et 13,1 % en 2012). Les taux d'actualisation ont été estimés en tenant compte des données antérieures et du coût moyen pondéré du capital au sein de l'industrie, lequel a été établi en fonction d'un niveau d'endettement potentiel de 40,0 % à un taux d'intérêt du marché de 8,7 % (8,1 % en 2012). Pour la première année, les flux de trésorerie ont été projetés en tenant compte des données antérieures et des résultats opérationnels réels et ils tiennent compte des conditions économiques actuelles. Pour une période supplémentaire de quatre années, les flux de trésorerie ont été extrapolés en fonction d'un taux de croissance moyen de 2,0 % (2,0 % en 2012) des revenus, et les marges ont été ajustées quand cela a été jugé approprié. La valeur finale du taux de croissance s'est établie à 2,0 % (2,0 % en 2012). Les valeurs attribuées aux principales hypothèses représentent l'évaluation par la direction des futures tendances dans le secteur du transport et elles sont fondées sur des sources externes et internes (données historiques).

**9. AUTRES ACTIFS**

	Note	2013	2012
Trésorerie soumise à restrictions		<b>7 419</b>	6 980
Placement dans des titres de capitaux propres	25	<b>22 664</b>	4 738
Dépôts de garantie		<b>5 238</b>	3 451
Autres		<b>934</b>	1 099
		<b>36 255</b>	16 268

La trésorerie soumise à restrictions se compose de la trésorerie détenue en garantie pour d'éventuelles réclamations conformément aux ententes de réassurance dans le cadre du programme d'assurance du Groupe et en garantie pour les obligations liées à la remise en état des sites.

**10. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS**

	Note	2013	2012
Comptes fournisseurs et charges à payer		<b>220 100</b>	199 101
Charges liées au personnel à payer		<b>74 934</b>	81 784
Dividendes à payer		<b>13 544</b>	12 060
Partie courante des contreparties conditionnelles	5 c)	—	2 764
		<b>308 578</b>	295 709

La note 22 donne des renseignements sur les risques de change et d'illiquidité auxquels le Groupe est exposé en lien avec les fournisseurs et autres crédateurs.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**11. DETTE À LONG TERME**

La présente note fournit de l'information sur les modalités contractuelles de la dette à long terme portant intérêt du Groupe, laquelle est évaluée au coût amorti. Pour en savoir plus sur les risques auxquels le Groupe est exposé en lien avec les taux d'intérêt, les taux de change et les liquidités, veuillez vous reporter à la note 22.

	Note	2013	2012
<b>Passifs non courants</b>			
Déventures convertibles	25	<b>196 749</b>	213 264
Facilité renouvelable		<b>388 370</b>	412 312
Déventures non garanties		<b>124 504</b>	124 371
Contrats de vente conditionnelle		<b>32 406</b>	23 490
Passifs au titre des contrats de location-financement		<b>4 379</b>	6 534
Effets à payer		<b>6 299</b>	7 655
		<b>752 707</b>	787 626
<b>Passifs courants</b>			
Partie courante des contrats de vente conditionnelle		<b>16 924</b>	11 374
Partie courante des passifs au titre des contrats de location-financement		<b>2 113</b>	3 992
Partie courante des effets à payer		<b>1 812</b>	5 143
		<b>20 849</b>	20 509

**Les modalités de la dette à long terme en cours s'établissent comme suit :**

		Devise	Taux d'intérêt nominal	Année d'échéance	2013		2012	
					Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable
Déventures convertibles	a	\$ CA	5,65 %	2018	<b>84 773</b>	<b>80 098</b>	84 773	79 292
Déventures convertibles	a	\$ CA	6,00 %	2015	<b>122 107</b>	<b>116 651</b>	143 347	133 972
Facilité renouvelable	b	\$ CA	AB + 1,7 %	2016	<b>3 800</b>	<b>3 800</b>	—	—
Facilité renouvelable	b	\$ US	TIOL + 1,7 %	2016	<b>363 951</b>	<b>384 570</b>	—	—
Facilité renouvelable (refinancée)	b	\$ CA	AB + 1,7 %	2015	—	—	60 391	57 431
Facilité renouvelable (refinancée)	b	\$ US	TIOL + 1,7 %	2015	—	—	356 700	354 881
Déventures non garanties	c	\$ CA	6,85 %	2017	<b>125 000</b>	<b>124 504</b>	125 000	124 371
Contrats de vente conditionnelle	d	Maj. \$ CA	2,8 % - 5,5 %	2014-2017	<b>49 330</b>	<b>49 330</b>	34 864	34 864
Passifs au titre des contrats de location-financement	e	Maj. \$ CA	2,9 % - 9,25 %	2014-2017	<b>6 492</b>	<b>6 492</b>	10 526	10 526
Effets à payer		\$ CA	0 % - 5,0 %	2014-2018	<b>8 111</b>	<b>8 111</b>	12 798	12 798
						<b>773 556</b>		808 135

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**11. DETTE À LONG TERME (SUITE)****a) Débentures convertibles*****Septembre 2018 – 85 M\$ de débentures convertibles***

Le 7 septembre 2011, la Société a émis des débentures convertibles qui portent intérêt à un taux de 5,65 % par année, payable semestriellement le 31 mars et le 30 septembre de chaque année. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société à un prix de conversion de 22,10 \$ l'action, ce qui représente un taux de conversion de 45,2489 actions ordinaires pour chaque tranche de 1 000 \$ de capital des débentures convertibles. Les débentures convertibles viennent à échéance le 30 septembre 2018 et peuvent être remboursées par anticipation au gré de la Société après le 30 septembre 2014, dans certaines circonstances.

***Novembre 2015 – 143,8 M\$ de débentures convertibles***

Le 19 novembre 2010, la Société a émis des débentures convertibles qui portent intérêt à un taux de 6,00 % par année, payable semestriellement le 31 mai et le 30 novembre de chaque année. Les débentures convertibles peuvent être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société à un prix de conversion de 19,05 \$ l'action, ce qui représente un taux de conversion de 52,4934 actions ordinaires pour chaque tranche de 1 000 \$ de capital des débentures convertibles. Les débentures convertibles viennent à échéance le 30 novembre 2015 et peuvent être remboursées par anticipation au gré de la Société après le 30 novembre 2013, dans certaines circonstances. En 2013, un capital de 21,2 M\$ a été converti en 1 114 955 actions ordinaires. La composante capitaux propres des débentures converties, qui représente un montant de 1,0 M\$, a été reclassée dans le capital social. Voir la Note 25 sur les événements postérieurs.

***Rachat de débentures convertibles***

Le 27 décembre 2013, la Société a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vue de racheter ses débentures convertibles à 5,65 %. La Société est autorisée à racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à 10 % du flottant des débentures convertibles sous certaines conditions. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités demeurera en place pour une période de douze mois commençant le 31 décembre 2013 et finissant le 30 décembre 2014. En date de cette annonce, le capital des débentures convertibles à 5,65 % émises et en circulation s'établissait à 84,8 M\$.

Au 31 décembre 2012, la Société avait racheté des montants en capital de 403 000 \$ et 227 000 \$ des débentures convertibles à 6 % et des débentures convertibles à 5,65 %, respectivement, pour une contrepartie totale de 677 693 \$, laquelle est présentée à titre de remboursement de la dette à long terme dans les états consolidés des flux de trésorerie.

Voici les renseignements sur les deux séries de débentures convertibles du Groupe :

	<b>2013</b>	2012
Valeur comptable du passif au début de l'exercice	<b>213 264</b>	210 364
Débentures converties en actions ordinaires	<b>(20 291)</b>	—
Débentures rachetées et annulées	—	(584)
Intérêts implicites	<b>3 776</b>	3 484
Valeur comptable du passif à la fin de l'exercice	<b>196 749</b>	213 264

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**11. DETTE À LONG TERME (SUITE)****b) Facilité de crédit**

Le 27 juin 2013, le Groupe a modifié sa facilité de crédit renouvelable existante et l'a prorogée jusqu'en août 2016. La facilité est non garantie et peut être prorogée annuellement. Le montant total disponible est toujours de 800 M\$, et l'entente est assortie de conditions et d'engagements qui sont plus avantageux pour le Groupe et qui lui procurent plus de souplesse pour la gestion de ses capitaux. Notamment, les engagements ont été modifiés. Le précédent ratio entre le résultat ajusté avant intérêts, impôts sur le résultat, amortissement et loyers (« BAIIAL ») et les charges fixes (intérêts, loyers, dividendes et remboursements de la dette prévus à l'échéancier) a été remplacé par le ratio entre le BAIIAL et les intérêts et les charges locatives nettes. La convention procure également un crédit supplémentaire de 245 M\$, disponible à certaines conditions. Selon certains ratios, le taux d'intérêt variera entre le taux des acceptations bancaires (« AB ») (ou le taux interbancaire offert à Londres (« TIOL ») sur la dette libellée en dollars américains) majoré de la marge applicable, laquelle peut varier entre 125 points de base et 215 points de base. Au 31 décembre 2013, les taux d'intérêt sur la dette libellée en dollars canadiens et sur la dette libellée en dollars américains en vertu de la facilité de crédit étaient de 2,9 % et 1,9 %, respectivement. Le Groupe est assujéti à certaines clauses restrictives relativement au maintien de certains ratios financiers et il respectait ces clauses restrictives à la clôture de l'exercice (voir note 22 f)).

**c) Débentures non garanties**

La convention de prêt négociée avec le Fonds de solidarité FTQ prend la forme de débentures non garanties. Leur remboursement peut commencer sans pénalité après le 30 novembre 2015, sous réserve de l'approbation du syndicat de prêteurs bancaires du Groupe. Ce prêt a été modifié comme suit :

- Mai 2010 : le taux d'intérêt a été réduit, passant de 9,00 % à 7,75 %, et l'échéance a été prorogée, passant d'octobre 2013 à novembre 2017;
- Mai 2011 : le taux d'intérêt a été réduit, de 7,75 % à 6,85 %;
- Décembre 2011 : un prêt supplémentaire de 25,0 M\$ a été souscrit selon les mêmes modalités que les débentures non garanties existantes.

**d) Contrats de vente conditionnelle**

Les contrats de vente conditionnelle sont garantis par du matériel roulant d'une valeur comptable de 62,4 M\$ (42,5 M\$ en 2012) (voir note 7).

**e) Passifs au titre des contrats de location-financement**

Les passifs au titre des contrats de location-financement sont garantis par du matériel roulant et de l'équipement d'une valeur comptable de 9,1 M\$ (13,5 M\$ en 2012) (voir note 7). Les passifs au titre des contrats de location-financement sont payables comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Paiements minimaux futurs aux termes des contrats de location	2 542	4 556	—	7 098
Intérêts	(429)	(177)	—	(606)
Valeur actuelle des paiements minimaux aux termes des contrats de location	2 113	4 379	—	6 492

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**11. DETTE À LONG TERME (SUITE)**

f) Les remboursements exigibles sur le capital d'autres éléments de la dette à long terme au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Débetures convertibles	—	206 880	—	206 880
Facilité renouvelable	—	390 898	—	390 898
Débetures non garanties	—	125 000	—	125 000
Contrats de vente conditionnelle	16 924	32 406	—	49 330
Effets à payer	1 812	6 299	—	8 111
	18 736	761 483	—	780 219

**12. AVANTAGES DU PERSONNEL**

Le Groupe est le promoteur de régimes de retraite à prestations définies destinés à 329 de ses employés (342 en 2012). Le Groupe et ses employés cotisent à ces régimes, qui donnent aux employés retraités le droit de recevoir un montant annuel pour chacune de leurs années de service.

Le Groupe évalue ses obligations au titre des prestations constituées ainsi que la juste valeur des actifs des régimes pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de la capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2012, et la prochaine évaluation obligatoire aura lieu en date du 31 décembre 2013.

Voici les informations sur les régimes à prestations définies du Groupe :

	2013	2012
Obligation au titre des prestations constituées	<b>41 441</b>	41 847
Juste valeur des actifs des régimes	<b>(28 888)</b>	(25 087)
Déficit des régimes passif au titre des avantages du personnel	<b>12 553</b>	16 760

Voici la composition des actifs des régimes :

	2013	2012
Titres de capitaux propres	<b>58 %</b>	53 %
Titres d'emprunt	<b>41 %</b>	44 %
Autres	<b>1 %</b>	3 %

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**12. AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)**

Variation de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations constituées en lien avec les régimes à prestations définies :

	<b>2013</b>	2012
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice	<b>41 847</b>	36 617
Coût des services rendus au cours de la période	<b>636</b>	831
Coût financier	<b>1 620</b>	1 647
Cotisations salariales	<b>131</b>	148
Prestations payées	<b>(1 632)</b>	(2 139)
Coût des services passés	—	1 283
Perte (profit) liée à la réévaluation	<b>(1 161)</b>	3 460
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	<b>41 441</b>	41 847

Variation de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies :

	<b>2013</b>	2012
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	<b>25 087</b>	23 346
Produit d'intérêts	<b>697</b>	1 358
Cotisations patronales	<b>2 119</b>	2 101
Cotisations salariales	<b>131</b>	148
Prestations payées	<b>(1 632)</b>	(2 139)
Profit lié à la réévaluation	<b>2 736</b>	273
Frais d'administration des régimes	<b>(250)</b>	—
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	<b>28 888</b>	25 087

Charges comptabilisées dans le bénéfice :

	<b>2013</b>	2012
Coût des services rendus au cours de la période	<b>636</b>	831
Coût financier net	<b>923</b>	289
Coût des services passés	—	1 283
Frais d'administration des régimes	<b>250</b>	—
Charge de retraite	<b>1 809</b>	2 403
Rendement réel des actifs des régimes	<b>3 433</b>	1 631

Pertes actuarielles comptabilisées dans les autres éléments du résultat global :

	<b>2013</b>	2012
Montant accumulé dans les résultats non distribués au début de l'exercice	<b>11 976</b>	8 789
Pertes actuarielles comptabilisées au cours de l'exercice	<b>(3 897)</b>	3 187
Montant accumulé dans les résultats non distribués à la fin de l'exercice	<b>8 079</b>	11 976
Pertes actuarielles comptabilisées au cours de l'exercice après impôt	<b>(2 867)</b>	2 340

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**12. AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)**

Principales hypothèses actuarielles utilisées (exprimées en fonction d'une moyenne pondérée) :

	2013	2012
Obligation au titre des prestations constituées		
Taux d'actualisation au 31 décembre	4,7 %	3,9 %
Futures hausses de salaire	3,3 %	3,3 %
Charge au titre des avantages du personnel		
Taux d'actualisation au 1 <sup>er</sup> janvier	4,7 %	3,9 %
Taux de rendement des actifs des régimes au 1 <sup>er</sup> janvier	4,7 %	3,9 %
Futures hausses de salaire	3,3 %	3,3 %

Les hypothèses concernant la mortalité future se fondent sur des statistiques et des tableaux de mortalité publiés. Voici les espérances de vie actuelles qui sous-tendent la valeur des passifs au titre des régimes à prestations définies :

	2013	2012
Espérance de vie à 65 ans des retraités actuels		
Hommes	21,3	19,8
Femmes	23,5	22,1
Espérance de vie à 65 ans des membres actuels ayant 45 ans		
Hommes	22,9	19,4
Femmes	24,5	21,5

Données historiques :

	2013	2012	2011	2010	1 <sup>er</sup> janvier 2010
Valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations constituées	41 441	41 847	36 617	31 276	28 528
Juste valeur des actifs des régimes	(28 888)	(25 087)	(23 346)	(24 020)	(22 085)
Déficit des régimes	12 553	16 670	13 271	7 256	6 443
Ajustements liés à l'expérience découlant des obligations au titre des régimes	(1 161)	3 460	5 401	2 197	
Ajustements liés à l'expérience découlant des actifs des régimes	2 736	273	1 298	(107)	

Le Groupe prévoit que les cotisations aux régimes à prestations définies se chiffreront à environ 2 M\$ en 2014.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**13. PROVISIONS**

	Remise en état des sites	Autres	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	<b>18 591</b>	<b>11 626</b>	<b>30 217</b>
Acquisitions dans le cadre de regroupements d'entreprises	—	<b>548</b>	<b>548</b>
Provisions constituées au cours de l'exercice	<b>1 749</b>	<b>106</b>	<b>1 855</b>
Provisions utilisées au cours de l'exercice	<b>(23)</b>	<b>(1 499)</b>	<b>(1 522)</b>
Réévaluation des provisions	<b>(2 084)</b>	—	<b>(2 084)</b>
Désactualisation	<b>926</b>	—	<b>926</b>
Solde au 31 décembre 2013	<b>19 159</b>	<b>10 781</b>	<b>29 940</b>
Provisions non courantes	<b>19 159</b>	<b>10 781</b>	<b>29 940</b>

**Obligations au titre de la remise en état des sites**

Les obligations au titre de la remise en état des sites sont comptabilisées à leur juste valeur et incluent les coûts associés aux activités des sites d'enfouissement dans le secteur des services de gestion de déchets du Groupe.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour estimer les justes valeurs des obligations au 31 décembre 2013 :

Montant total non actualisé des flux de trésorerie estimatifs	29 981
Taux d'actualisation	5,22 % à 8,49 %
Taux d'inflation	3 %

Le montant estimatif du passif total au titre des obligations futures liées à la remise en état des sites peut changer en fonction des modifications apportées aux lois et aux règlements et à mesure que de nouveaux renseignements sur les activités du Groupe deviennent disponibles. Les changements futurs du montant estimatif du passif total découlant de modifications aux exigences, aux lois, aux règlements et aux hypothèses opérationnelles pourraient être importants et seraient constatés de façon prospective à titre de changement d'estimation, le cas échéant.

**14. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ**

	2013	2012
Investissements dans des sociétés en commandite	<b>(20 959)</b>	(39 975)
Immobilisations corporelles	<b>(71 817)</b>	(67 317)
Immobilisations incorporelles	<b>(61 644)</b>	(88 512)
Dettes à long terme	<b>(589)</b>	1 103
Avantages du personnel	<b>4 624</b>	4 679
Provisions	<b>12 573</b>	10 604
Pertes fiscales	<b>2 634</b>	1 876
Autres	<b>(273)</b>	163
Passifs d'impôt différé, montant net	<b>(135 451)</b>	(177 379)
Présentation en tant que :		
Actifs d'impôt différé	<b>2 591</b>	8 077
Passifs d'impôt différé	<b>(138 042)</b>	(185 456)

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**14. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ (SUITE)**

Variation des différences temporelles au cours de l'exercice :

	Compta- bilisation		Acquisition dans un		Compta- bilisation		Acquisition dans un		
Solde au 31 décembre 2011	Compta- bilisation dans le bénéfice	directement dans les capitaux propres	regrou- pement d'entre- prises	regrou- pement d'entre- prises	Solde au 31 décembre 2012	Compta- bilisation dans le bénéfice	directement dans les capitaux propres	regrou- pement d'entre- prises (note 5 a))	Solde au 31 décembre 2013
Investissements dans des sociétés en commandite	(46 205)	6 230	—	—	(39 975)	19 016	—	—	(20 959)
Immobilisations corporelles	(62 720)	(1 637)	125	(3 085)	(67 317)	1 426	(3 168)	(2 758)	(71 817)
Immobilisations incorporelles	(88 617)	7 405	1 026	(8 326)	(88 512)	31 755	(704)	(4 183)	(61 644)
Dettes à long terme	(1 865)	451	—	2 517	1 103	(1 947)	255	—	(589)
Avantages du personnel	3 994	(162)	847	—	4 679	975	(1 030)	—	4 624
Provisions	8 064	2 294	(87)	333	10 604	1 873	—	96	12 573
Pertes fiscales	2 799	(924)	—	1	1 876	59	—	699	2 634
Autres	1 564	(1 401)	—	—	163	389	(825)	—	(273)
Passifs d'impôt différé, montant net	(182 986)	12 256	1 911	(8 560)	(177 379)	53 546	(5 472)	(6 146)	(135 451)

Les pertes fiscales qui échoient entre 2015 et 2033 et les actifs d'impôt différé connexes ont été comptabilisés parce qu'un bénéfice imposable futur permettra probablement de tirer avantage de ces pertes.

**15. CAPITAL SOCIAL ET AUTRE COMPOSANTE DES CAPITAUX PROPRES****Capital social**

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées, pouvant être émises en série. Ces actions ordinaires et privilégiées n'ont pas de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires confèrent à leurs porteurs un droit de vote par action. Les détenteurs des actions ordinaires ont le droit de recevoir les dividendes déclarés de temps à autre. Sous réserve des droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés à toute autre catégorie d'actions de la Société, les détenteurs des actions ordinaires ont le droit de recevoir le reliquat de l'actif de la Société à sa dissolution, à sa liquidation ou à son absorption.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**15. CAPITAL SOCIAL ET AUTRE COMPOSANTE DES CAPITAUX PROPRES (SUITE)**

Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, et sont assorties de droits et conditions que les administrateurs peuvent déterminer par une résolution qui définit la désignation, les droits, privilèges, conditions et restrictions rattachés aux actions privilégiées de ces séries. Aucun droit de vote n'est rattaché aux actions privilégiées, sauf si cela est prescrit par la loi. En cas de liquidation, de dissolution ou d'absorption de la Société, ou de toute autre distribution d'éléments d'actif de la Société entre ses actionnaires, les détenteurs des actions privilégiées de chaque série ont le droit de recevoir, les actions privilégiées ayant priorité de rang sur les actions ordinaires de la Société et sur toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées de la Société, un montant égal au prix de rachat de ces actions, majoré d'un montant égal aux dividendes déclarés, mais encore impayés, et pas plus. Les actions privilégiées de chaque série sont aussi assorties des autres priorités sur les actions ordinaires et sur toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées, qui peuvent être établies selon les séries respectives dont l'émission est autorisée. Les actions privilégiées de chaque série ont égalité de rang avec les actions privilégiées de toute autre série en ce qui a trait au versement des dividendes et au remboursement de capital. Aucune action privilégiée n'est émise et en circulation actuellement.

Le tableau suivant résume le nombre d'actions ordinaires émises.

<i>(en actions)</i>	Note	2013	2012
Solde au début de l'exercice		<b>92 767 278</b>	95 561 588
Conversion de débentures convertibles	11	<b>1 114 955</b>	—
Actions rachetées et annulées		<b>(965 200)</b>	(3 392 600)
Options d'achat d'actions exercées	17	<b>463 231</b>	598 290
Bons de souscription exercés	5 a)	<b>25 000</b>	—
Solde à la fin de l'exercice		<b>93 405 264</b>	92 767 278

Le tableau suivant résume le capital social émis et entièrement libéré :

	2013	2012
Solde au début de l'exercice	<b>556 099</b>	571 064
Conversion de débentures convertibles	<b>20 546</b>	—
Composante capitaux propres des débentures convertibles créditée au capital social par suite de la conversion des débentures	<b>966</b>	—
Actions rachetées et annulées	<b>(5 791)</b>	(20 294)
Contrepartie en trésorerie liée à l'exercice d'options d'achat d'actions et de bons de souscription	<b>4 731</b>	4 087
Valeur attribuée créditée au capital social par suite de l'exercice d'options d'achat d'actions et de bons de souscription	<b>1 442</b>	1 242
Solde à la fin de l'exercice	<b>577 993</b>	556 099

En 2013, la Société a racheté 965 200 actions ordinaires (3 392 600 en 2012), à des prix de 19,71 \$ à 20,00 \$ par action (de 16,93 \$ à 18,99 \$ en 2012), pour un prix d'achat total de 19,2 M\$ (61,9 M\$ en 2012), en lien avec l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui a débuté le 2 août 2012 et qui a expiré le 1<sup>er</sup> août 2013. L'excédent du prix d'achat payé sur la valeur comptable des actions rachetées, soit un montant de 13,4 M\$ (41,6 M\$ en 2012), a été imputé aux résultats non distribués en tant que prime aux rachats d'actions.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**15. CAPITAL SOCIAL ET AUTRE COMPOSANTE DES CAPITAUX PROPRES (SUITE)**

En vertu du renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a débuté le 2 août 2013 et qui expirera le 1<sup>er</sup> août 2014, la Société a été autorisée à racheter, à des fins d'annulation, un nombre supplémentaire maximal de 6 000 000 de ses actions ordinaires. Aucune action n'a été rachetée en vertu du renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Le 1<sup>er</sup> février 2013, la Société a émis 1 000 000 de bons de souscription ayant un prix d'exercice de 20,17 \$ par action et une durée de deux ans pour payer une partie de la contrepartie transférée dans le cadre du regroupement d'entreprises décrit à la note 5 a). Par conséquent, un montant de 6,0 M\$ représentant la juste valeur des bons de souscription à la date d'acquisition a été comptabilisé dans le surplus d'apport. En 2013, 25 000 bons de souscription ont été exercés. Au 31 décembre 2013, 975 000 bons de souscription étaient susceptibles d'exercice, et leur durée contractuelle résiduelle était de 1,1 année.

**Surplus d'apport**

Le poste Surplus d'apport est utilisé pour comptabiliser les montants découlant de l'émission d'actions en lien avec l'attribution de droits à des paiements fondés sur des actions (voir note 17) et la valeur des bons de souscription émis en lien avec les regroupements d'entreprises décrits à la note 5a).

**Cumul des autres éléments du résultat global**

Au 31 décembre 2013, le cumul des autres éléments du résultat global comprend les écarts de conversion cumulés découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers et les variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (écarts de conversion cumulés seulement en 2012).

**Dividendes**

En 2013, le Groupe a déclaré des dividendes d'un montant de 53,5 cents par action ordinaire (50,5 cents en 2012) pour un total de 49,6 M\$ (47,7 M\$ en 2012). Aucun dividende n'a été déclaré par le conseil d'administration après le 31 décembre 2013.

**16. RÉSULTAT PAR ACTION****Résultat de base par action**

Le résultat de base par action et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ont été calculés comme suit :

<i>(en milliers de dollars et en actions)</i>	<b>2013</b>	2012
Bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société	<b>62 357</b>	154,176
Actions ordinaires émises au début de l'exercice	<b>92 767 278</b>	95 561 588
Incidence de l'exercice d'options d'achat d'actions et de bons de souscription	<b>227 996</b>	186 865
Incidence de la conversion de débetures	<b>140 694</b>	—
Incidence du rachat d'actions propres	<b>(546 675)</b>	(991 850)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	<b>92 589 293</b>	94 756 603
Résultat de base par action	<b>0,67</b>	1,63

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**16. RÉSULTAT PAR ACTION****Résultat dilué par action**

Le résultat dilué par action et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après ajustement pour tenir compte de l'incidence de toutes les actions ordinaires dilutives, ont été calculés comme suit :

<i>(en milliers de dollars et en actions)</i>	<b>2013</b>	2012
Bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société	<b>62 357</b>	154 176
Effet dilutif :		
Débentures convertibles	—	12 348
Bénéfice attribuable aux propriétaires de la Société, après ajustement pour tenir compte de l'effet dilutif	<b>62 357</b>	166 524
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	<b>92 589 293</b>	94 756 603
Effet dilutif :		
Options d'achat d'actions et bons de souscription	<b>1 620 205</b>	1 416 669
Débentures convertibles	—	11 372 444
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires - dilué	<b>94 209 498</b>	107 545 716
Résultat dilué par action	<b>0,66</b>	1,55

Au 31 décembre 2013, les débentures convertibles ont été exclues du calcul du résultat dilué par action, ces débentures étant considérées comme antidilutives.

Au 31 décembre 2012, 1 030 100 options d'achat d'actions avaient été exclues du calcul du résultat dilué par action, ces options étant considérées comme antidilutives.

La valeur à la cote moyenne des actions de la Société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options d'achat d'actions a été fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle ces options étaient en circulation.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**17. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS****Régime d'options d'achat d'actions**

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à certains de ses employés. Le nombre maximal d'actions pouvant être émises aux termes de ce régime ne doit pas dépasser 10 % du nombre d'actions occasionnellement émises et en circulation de la Société. Chaque option d'achat d'actions permet à son détenteur de recevoir une action ordinaire au moment de l'exercice. Le prix d'exercice à payer pour chaque option est déterminé par le conseil d'administration à la date de l'attribution, et il ne peut pas être inférieur au cours de clôture moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement la date d'attribution. Les droits aux options deviennent acquis en tranches égales sur une période de trois ans, et la charge est constatée selon la méthode accélérée, chaque tranche étant évaluée séparément à la juste valeur. Le tableau ci-dessous résume l'évolution du régime d'options d'achat d'actions :

<i>(en milliers d'options)</i>	2013		2012	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	3 803	11,44	3 417	9,12
Options attribuées	922	20,18	1 040	16,46
Options exercées	(463)	9,12	(599)	6,83
Options éteintes	(33)	15,34	(55)	12,45
Solde à la fin de l'exercice	4 229	13,57	3 803	11,44
Options exerçables à la fin de l'exercice	2 376	10,11	1 921	8,29

Le tableau suivant résume l'information sur les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 31 décembre 2013 :

<i>(en milliers d'options)</i>	Options en circulation		Options exerçables
	Nombre d'options	Durée contractuelle restante moyenne pondérée (en années)	Nombre d'options
Prix d'exercice			
6,32	840	5,6	840
9,46	798	6,6	798
14,28	710	4,6	448
16,46	959	5,6	290
20,18	922	6,6	—
	4 229	5,8	2 376

Parmi les options en circulation au 31 décembre 2013, un nombre total de 3 392 503 (2 978 635 en 2012) est détenu par les principaux dirigeants.

Le cours moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options d'achat d'actions qui ont été exercées au cours de l'exercice était de 21,73 \$ (18,14 \$ en 2012).

En 2013, le Groupe a constaté une charge de rémunération de 4,1 M\$ (4,1 M\$ en 2012) et une augmentation correspondante du surplus d'apport.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**17. PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS (SUITE)****Régime d'options d'achat d'actions (suite)**

Le 26 juillet 2012, le conseil d'administration a approuvé l'octroi de 1 039 500 options d'achat d'actions en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société, qui a été soumis à l'approbation des actionnaires. Le régime a reçu l'approbation des actionnaires lors de leur dernière assemblée, le 26 avril 2013. Par conséquent, la valeur de l'octroi a été réévaluée jusqu'à cette date. Le 25 juillet 2013, le conseil d'administration a approuvé l'octroi de 922 300 options d'achat d'actions en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société, dont 657 700 ont été attribuées aux principaux dirigeants. Les droits aux options deviennent acquis en tranches égales sur une période de trois ans et ont une durée de sept ans. La juste valeur des options d'achat d'actions a été estimée à l'aide du modèle de Black-Sholes pour l'évaluation du prix des options en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	<b>25 juillet 2013</b>	26 avril 2013
Durée de vie moyenne prévue des options	<b>4,50 ans</b>	3,75 ans
Taux d'intérêt sans risque	<b>1,65 %</b>	1,10 %
Volatilité prévue du cours des actions	<b>36,97 %</b>	32,50 %
Rendement moyen du dividende	<b>2,51 %</b>	2,61 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	<b>5,25 \$</b>	5,39 \$

**Régime d'unités d'actions différées à l'intention des membres du conseil d'administration**

La Société offre un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») aux membres de son conseil d'administration. Aux termes de ce régime, les membres du conseil d'administration peuvent choisir de recevoir un montant en espèces, des unités d'actions différées ou les deux à titre de jetons de présence. Le tableau suivant présente le nombre d'unités visées par ce régime :

<i>(en unités)</i>	<b>2013</b>	2012
Solde au début de l'exercice	<b>182 242</b>	168 669
Jetons de présence des membres du conseil d'administration	<b>23 692</b>	24 566
Unités d'actions différées rachetées	<b>(21 721)</b>	(15 872)
Dividendes payés en unités	<b>4 477</b>	4 879
Solde à la fin de l'exercice	<b>188 690</b>	182 242

En 2013, le Groupe a constaté, en lien avec les unités d'actions différées, une charge de rémunération de 0,5 M\$ (0,4 M\$ en 2012) et une augmentation correspondante des fournisseurs et autres créditeurs.

Au 31 décembre 2013, la valeur comptable totale des passifs au titre des accords dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie et qui sont comptabilisés dans les fournisseurs et autres créditeurs, se chiffrait à 4,8 M\$ (3,7 M\$ en 2012).

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**18. CHARGES OPÉRATIONNELLES**

Les charges opérationnelles du Groupe incluent a) les charges liées aux matières et aux services, qui se composent principalement des coûts liés aux entrepreneurs indépendants et à l'exploitation des véhicules; les charges liées à l'exploitation des véhicules se composent principalement des coûts liés au carburant, aux réparations et à l'entretien, aux assurances, aux permis ainsi qu'aux fournitures opérationnelles; b) les charges liées au personnel; c) les autres charges opérationnelles, qui se composent surtout des coûts liés aux loyers des bureaux et des terminaux, aux taxes, au chauffage, aux télécommunications, à l'entretien, à la sécurité et aux autres frais généraux; et d) l'amortissement.

	<b>2013</b>	2012
Charges liées aux matières et aux services		
Entrepreneurs indépendants	<b>1 339 330</b>	1 283 317
Charges liées à l'exploitation des véhicules	<b>427 125</b>	439 588
	<b>1 766 455</b>	1 722 905
Charges liées au personnel	<b>817 841</b>	841 593
Autres charges opérationnelles	<b>196 316</b>	189 783
Amortissement des immobilisations corporelles	<b>98 043</b>	103 410
Amortissement des immobilisations incorporelles	<b>37 853</b>	44 221
Dépréciation des immobilisations incorporelles	<b>63 113</b>	—
Profit sur la vente d'immobilisations corporelles	<b>(16 215)</b>	(8 805)
	<b>2 963 406</b>	2 893 107

Les hausses des charges opérationnelles sont majoritairement attribuables aux regroupements d'entreprises. Essentiellement, les entreprises acquises en 2013 et 2012 comptaient peu d'actifs et, par conséquent, les charges liées aux entrepreneurs indépendants prédominent, ce qui explique la variation importante des charges au titre des entrepreneurs indépendants et la relative stabilité de la charge d'amortissement des immobilisations corporelles par rapport à 2012.

**19. CHARGES LIÉES AU PERSONNEL**

	Note	<b>2013</b>	2012
Avantages du personnel à court terme		<b>791 492</b>	816 329
Cotisations aux régimes à cotisations définies		<b>13 762</b>	13 929
Charges liées aux régimes à prestations définies	12	<b>636</b>	2 114
Indemnités de fin de contrat de travail		<b>7 281</b>	4 700
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions régées en instruments de capitaux propres	17	<b>4 147</b>	4 090
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions régées en trésorerie	17	<b>523</b>	431
		<b>817 841</b>	841 593

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**20. PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES****Comptabilisation dans le bénéfice :**

<i>(Produits) charges</i>	<b>2013</b>	2012
Charge d'intérêts sur la dette à long terme	<b>41 856</b>	46 951
Désactualisation des provisions	<b>926</b>	645
Variation de la juste valeur des contreparties conditionnelles	<b>(181)</b>	(2 069)
Profit sur la vente de placements dans les titres de capitaux propres	<b>(574)</b>	—
Perte (gain) de change, montant net	<b>25 952</b>	(6 300)
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés de change	<b>(363)</b>	(5 320)
Variation nette de la juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt	<b>(665)</b>	(2 347)
Autres charges financières	<b>7 410</b>	6 818
<b>Charges financières nettes</b>	<b>74 361</b>	38 378
Présentation en tant que :		
Produits financiers	<b>(1 783)</b>	(16 036)
Charges financières	<b>76 144</b>	54 414

**21. CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT****Impôt sur le résultat comptabilisé dans le bénéfice :**

	<b>2013</b>	2012
Charge d'impôt exigible		
Exercice considéré	<b>63 139</b>	68 015
Ajustement des exercices précédents	<b>(71)</b>	(1 164)
	<b>63 068</b>	66 851
Charge d'impôt différé		
Création et reprise de différences temporelles	<b>(55 380)</b>	(15 362)
Variation du taux d'impôt	<b>393</b>	1 246
Ajustement des exercices précédents	<b>1 441</b>	1 860
	<b>(53 546)</b>	(12 256)
<b>Charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>9 522</b>	54 595

**Impôt sur le résultat comptabilisé dans les autres éléments du résultat global :**

	<b>2013</b>			2012		
	<b>Avant impôt</b>	<b>Charge d'impôt</b>	<b>Après impôt</b>	Avant impôt	Économie d'impôt	Après impôt
Écarts de conversion	<b>(26 211)</b>	—	<b>(26 211)</b>	7 653	—	7 653
Profit découlant de la variation de la juste valeur des placements dans les titres de capitaux propres	<b>(6 245)</b>	<b>(825)</b>	<b>(5 420)</b>	—	—	—
Perte (profit) liée à la réévaluation des régimes à prestations définies	<b>(3 897)</b>	<b>(1 030)</b>	<b>(2 867)</b>	3 187	847	2 340
	<b>(36 353)</b>	<b>(1 855)</b>	<b>(34 498)</b>	10 840	847	9 993

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**21. CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)****Rapprochement du taux d'impôt effectif :**

	2013		2012	
Bénéfice avant impôt sur le résultat		<b>71 879</b>		208 771
Impôt sur le résultat selon le taux d'impôt prévu par la loi auquel la Société est assujettie	<b>26,9 %</b>	<b>19 335</b>	26,9 %	56 159
(Diminution) augmentation liée aux éléments suivants :				
Incidence des taux d'impôt des différentes juridictions	<b>(22,4 %)</b>	<b>(16 073)</b>	(1,5 %)	(3 113)
Variation du taux d'impôt	<b>0,5 %</b>	<b>393</b>	0,6 %	1 246
Charges non déductibles	<b>8,2 %</b>	<b>5 883</b>	1,1 %	2 207
Revenus exonérés d'impôt	<b>(1,9 %)</b>	<b>(1 386)</b>	(1,0 %)	(2 041)
Ajustement des exercices précédents	<b>1,9 %</b>	<b>1 370</b>	0,1 %	137
	<b>13,2 %</b>	<b>9 522</b>	26,2 %	54 595

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS**

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés s'établissent comme suit :

	Note	2013	2012
Actifs courants			
Instruments dérivés de change	d	<b>274</b>	390
Actifs non courants			
Instruments dérivés de taux d'intérêt	e	<b>306</b>	—
Passifs courants			
Instruments dérivés de change	d	<b>735</b>	—
Instruments dérivés de taux d'intérêt	e	<b>87</b>	922
		<b>822</b>	922
Passifs non courants			
Instruments dérivés de change	d	<b>303</b>	—
Instruments dérivés de taux d'intérêt	e	<b>554</b>	88
		<b>857</b>	88

**Risques**

Dans le cours normal de ses activités et en raison de ses actifs et passifs financiers, le Groupe est exposé aux risques suivants :

- risque de crédit
- risque d'illiquidité
- risque de marché

La présente note fournit des renseignements sur l'exposition du Groupe à chacun des risques susmentionnés, sur les objectifs et les processus du Groupe en ce qui a trait à la gestion des risques et sur la gestion des capitaux du Groupe. D'autres informations quantitatives à fournir sont incluses dans les présents états financiers consolidés.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)****Cadre de gestion des risques**

La direction du Groupe désigne et analyse les risques auxquels le Groupe est exposé, établit des limites et des contrôles adéquats en matière de risque, en plus de surveiller les risques et le respect des limites. La gestion des risques fait l'objet d'un suivi constant afin de tenir compte de l'évolution de la conjoncture du marché et des activités du Groupe.

Le conseil d'administration est responsable de toutes les questions liées au cadre de gestion des risques du Groupe. Le conseil d'administration surveille les risques du Groupe par l'intermédiaire de son comité d'audit. Le comité d'audit fait périodiquement rapport de ses activités au conseil d'administration.

Le comité d'audit du Groupe supervise la façon dont la direction surveille et gère les risques du Groupe, et le comité d'audit interne assiste le comité d'audit du Groupe dans son rôle de surveillance. Le comité d'audit interne effectue des analyses courantes et ponctuelles des risques et en présente les résultats au comité d'audit.

**a) Risque de crédit**

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière que le Groupe peut subir si un client ou une partie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles; il découle principalement des créances clients du Groupe. Le Groupe fait crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. La direction est d'avis que le risque de crédit découlant des créances clients est limité pour les raisons suivantes :

- La clientèle est diversifiée et répartie entre différents segments de marché;
- Aucun compte client ne représente plus de 10 % du total des revenus du Groupe;
- Environ 93,9 % (92,7 % en 2012) des créances clients du Groupe ne sont pas en souffrance ou sont en retard de 30 jours ou moins;
- Les créances douteuses ont représenté environ 0,1 % (0,1 % en 2012) des revenus consolidés pour les trois derniers exercices.

**Exposition au risque de crédit**

L'exposition maximale du Groupe au risque de crédit correspond à la valeur comptable des actifs financiers. L'exposition maximale au risque de crédit s'établissait comme suit à la date de clôture :

	2013	2012
Clients et autres débiteurs	414 985	422 085
Actifs financiers dérivés	580	390
	<b>415 565</b>	422 475

**Pertes de valeur**

Le classement par échéance des clients et autres débiteurs s'établissait comme suit à la date de clôture :

	Total 2013	Moins-value 2013	Total 2012	Moins-value 2012
Non en souffrance	298 941	—	298 256	—
En souffrance depuis 1 à 30 jours	89 025	610	94 220	637
En souffrance depuis 31 à 60 jours	18 161	1 831	17 719	1 910
En souffrance depuis plus de 60 jours	14 961	3 662	18 258	3 821
	<b>421 088</b>	<b>6 103</b>	428 453	6 368

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)****a) Risque de crédit (suite)*****Pertes de valeur (suite)***

La variation de la dépréciation des clients et autres débiteurs au cours de l'exercice s'établissait comme suit :

	<b>2013</b>	2012
Solde au début de l'exercice	<b>6 368</b>	6 933
Regroupements d'entreprises	<b>489</b>	519
Créances douteuses	<b>2 165</b>	3 005
Montants radiés et recouvrés	<b>(2 919)</b>	(4 089)
Solde à la fin de l'exercice	<b>6 103</b>	6 368

Les créances clients ayant subi une perte de valeur sont surtout liées à des clients aux prises avec des difficultés financières. Compte tenu des données historiques sur les taux de défaut, le Groupe est d'avis que, hormis la provision susmentionnée, aucune dépréciation ne doit être constatée pour les créances clients en souffrance.

**b) Risque d'illiquidité**

Le risque d'illiquidité représente le risque que le Groupe ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières associées à des passifs financiers qui sont réglés par la livraison de liquidités ou d'un autre actif financier. L'approche du Groupe relativement à la gestion des liquidités consiste à s'assurer, autant que possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour respecter ses obligations à leur échéance, tant dans des conditions normales que difficiles, sans subir de pertes inacceptables ni risquer d'entacher sa réputation.

Les besoins des entités du Groupe en matière d'entrées et de sorties de fonds font l'objet d'une surveillance étroite et distincte afin d'optimiser le rendement du capital investi du Groupe. Habituellement, le Groupe s'assure de disposer d'une trésorerie suffisante pour effectuer les dépenses opérationnelles prévues; cette situation ne tient pas compte de circonstances extrêmes qu'il est raisonnablement impossible de prédire. Le Groupe surveille régulièrement ses besoins de liquidités à court et à moyen terme à l'aide d'outils de prévisions. De plus, le Groupe maintient une facilité renouvelable, dont le solde disponible était de 387,5 M\$ au 31 décembre 2013 (359,0 M\$ en 2012), et dispose d'un crédit supplémentaire de 245,0 M\$ sous certaines conditions aux termes de la convention conclue avec son syndicat bancaire (250,0 M\$ en 2012).

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)****b) Risque d'illiquidité (suite)**

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers, ce qui inclut les paiements d'intérêt estimatifs :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans
<b>31 décembre 2013</b>						
Découvert bancaire	9 437	9 437	9 437	—	—	—
Fournisseurs et autres créditeurs	308 578	308 578	308 578	—	—	—
Dette à long terme	773 556	891 219	55 143	176 236	659 840	—
Passifs financiers dérivés	1 679	1 679	822	857	—	—
	<b>1 093 250</b>	<b>1 210 913</b>	<b>373 980</b>	<b>177 093</b>	<b>659 840</b>	<b>—</b>
<b>31 décembre 2012</b>						
Découvert bancaire	26 528	26 528	26 528	—	—	—
Fournisseurs et autres créditeurs	295 709	295 709	295 709	—	—	—
Impôts à payer	22 943	22 943	22 943	—	—	—
Dette à long terme	808 135	972 795	57 455	50 078	769 011	96 251
Autres passifs	—	—	—	—	—	—
Passifs financiers dérivés	1 010	1 010	922	88	—	—
	<b>1 154 325</b>	<b>1 318 985</b>	<b>403 557</b>	<b>50 166</b>	<b>769 011</b>	<b>96 251</b>

Les flux de trésorerie contractuels ne devraient pas survenir beaucoup plus tôt ni s'établir à des montants considérablement différents.

**c) Risque de marché**

Le risque de marché correspond au risque que des variations des cours du marché, comme les taux de change et les taux d'intérêt, influent sur les résultats du Groupe ou sur la valeur des instruments financiers qu'il détient. L'objectif de la gestion du risque de marché est de gérer et de limiter l'exposition au risque de marché selon des paramètres acceptables, tout en optimisant le rendement.

Le Groupe vend et achète des instruments financiers dérivés, en plus d'assumer des obligations financières, afin de gérer les risques liés au marché. Toutes ces transactions sont réalisées conformément aux lignes directrices établies par la direction du Groupe, et le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

**d) Risque de change**

Le Groupe est exposé au risque de change en lien avec les actifs et les passifs financiers, ainsi qu'avec les ventes et les achats qui sont libellés dans une devise autre que les monnaies fonctionnelles respectives des entités du Groupe. Principalement, les entités canadiennes sont exposées au dollar américain (« \$ US »), et les entités qui ont une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien (établissements étrangers) ne sont pas très exposées au risque de change. Le Groupe réduit et gère l'exposition au risque lié à ses flux de trésorerie en dollars américains futurs en créant des positions de compensation à l'aide d'instruments financiers dérivés. Ces instruments comprennent des contrats de change à terme et des contrats d'option sur devises qui constituent des engagements d'achat ou de vente à une date ultérieure et qui peuvent être réglés en espèces.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)****d) Risque de change (suite)**

L'exposition des actifs et passifs financiers du Groupe au risque de change en lien avec des entités canadiennes s'établissait comme suit en fonction de leur valeur nominale :

<i>(en milliers de dollars américains)</i>	2013	2012
Clients et autres débiteurs	30 520	31 071
Fournisseurs et autres créditeurs	(1 719)	(1 359)
Prêts et autres dettes à long terme	(370 833)	(363 879)
Exposition nette au risque de bilan	(342 032)	(334 167)

Le Groupe évalue le montant annuel net de ses flux de trésorerie en dollars américains à environ 172 M\$ (184 M\$ en 2012). Ces rentrées de fonds sont générées également tout au long de l'exercice.

Les taux de change suivants étaient en vigueur au cours de l'exercice :

	2013	2012
Taux moyen du \$ US pour l'exercice terminé le 31 décembre	1,0299	0,9996
Taux de clôture du \$ US au 31 décembre	1,0636	0,9952

Les instruments dérivés de change du Groupe s'établissent comme suit :

	Taux de change	Échéance	Valeur nominale du contrat \$ US	Juste valeur \$ CA
<b>31 décembre 2013</b>				
Contrats de vente et option sur devises (\$ US pour \$ CA) :				
Contrats de change et				
contrats d'option sur devises	De 1,06 à 1,122	Moins de 1 an	82 700	(461)
Contrats d'option sur devises	De 1,078 à 1,122	De 1 à 2 ans	11 500	(303)
Actifs				(764)
<b>31 décembre 2012</b>				
Contrats de vente (\$ US pour \$ CA) :				
Contrats de change et				
contrats d'option sur devises	De 1,00 à 1,06	Moins de 1 an	41 750	390
Contrats d'option sur devises	1,05	De 1 à 3 ans	16 000	—
Actifs (passifs)				390

La juste valeur des contrats de change à terme et des contrats d'option sur devises a été établie à l'aide des taux publiés par l'institution financière qui est la contrepartie à ces contrats.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)****d) Risque de change (suite)****Analyse de sensibilité**

Une augmentation de 1 cent du dollar américain à la date de clôture aurait eu pour effet, en supposant que toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurent constantes, d'accroître (de réduire) les capitaux propres et le bénéfice des montants présentés dans le tableau ci-dessous. L'analyse est effectuée selon les mêmes modalités pour 2012.

	2013		2012	
	Hausse de 1 cent	Baisse de 1 cent	Hausse de 1 cent	Baisse de 1 cent
Exposition nette au risque de bilan	<b>(2 500)</b>	<b>2 500</b>	(2 443)	2 443

L'incidence nette des variations de la juste valeur des instruments dérivés de change est négligeable.

**e) Risque de taux d'intérêt**

Le Groupe a l'intention de minimiser son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant une part importante de dette à long terme à taux fixe. Pour ce faire, le Groupe conclut des swaps de taux d'intérêt.

Au 31 décembre 2013, les taux d'intérêt sur la valeur comptable des instruments financiers portant intérêt du Groupe s'établissent comme suit :

	2013	2012
Instruments à taux fixe	<b>363 654</b>	373 045
Instruments à taux variable	<b>409 902</b>	435 090
	<b>773 556</b>	808 135

Les instruments dérivés de taux d'intérêt du Groupe s'établissent comme suit :

	2013			2012		
	Taux moyen des AB	Valeur nominale du contrat \$ CA	Juste valeur \$ CA	Taux moyen des AB	Valeur nominale du contrat \$ CA	Juste valeur \$ CA
Période de couverture :						
Moins de 1 an	<b>1,54 %</b>	<b>232 500</b>	<b>(248)</b>	2,30 %	59 167	(922)
De 1 à 2 ans	<b>1,55 %</b>	<b>225 000</b>	<b>(160)</b>	1,27 %	7 500	(88)
De 2 à 3 ans	<b>1,76 %</b>	<b>175 000</b>	<b>(49)</b>	—	—	—
De 3 à 7 ans	<b>2,15 %</b>	<b>125 000</b>	<b>122</b>	—	—	—
Passifs			<b>(335)</b>			(1 010)
Présentation en tant que :						
Actifs non courants			<b>306</b>			—
Passifs courants			<b>(87)</b>			(922)
Passifs non courants			<b>(554)</b>			(88)

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt a été établie à l'aide des taux publiés sur les marchés financiers et les marchés des capitaux.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)****e) Risque de taux d'intérêt (suite)****Analyse de sensibilité de la juste valeur pour les instruments à taux fixe**

Le Groupe ne comptabilise aucun passif financier à taux fixe à la juste valeur dans le bénéfice. Par conséquent, une variation des taux d'intérêt à la date de clôture n'aurait aucune incidence sur le bénéfice.

**Analyse de sensibilité des flux de trésorerie pour les instruments à taux variable**

Une variation de 1 % des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour effet d'accroître (de réduire) les capitaux propres et le bénéfice net ou la perte nette des montants présentés dans le tableau ci-dessous. L'analyse de sensibilité repose sur l'hypothèse que toutes les autres variables, en particulier les taux de change, demeurent constantes. L'analyse est effectuée selon les mêmes modalités pour 2012.

	2013		2012	
	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %
Intérêts sur les instruments à taux variable	(2 996)	2 996	(3 181)	3 181
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	1 700	(1 700)	433	(433)
	(1 296)	1 296	(2 748)	2 748

L'incidence nette des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est négligeable.

**f) Gestion des capitaux**

Aux fins de la gestion des capitaux, le capital correspond au capital social et aux résultats non distribués du Groupe. Les objectifs du Groupe en matière de gestion des capitaux sont les suivants :

- veiller à engager un niveau adéquat de dépenses d'investissement afin d'assurer la stabilité et la compétitivité de ses activités;
- faire en sorte que les liquidités soient suffisantes pour poursuivre la stratégie de croissance et entreprendre des acquisitions choisies;
- maintenir un niveau d'endettement approprié afin que l'utilisation des capitaux ne fasse l'objet d'aucune contrainte financière;
- conserver la confiance des investisseurs, des créanciers et des marchés.

Le Groupe cherche à maintenir un équilibre entre les rendements les plus élevés qu'il est possible d'obtenir avec un niveau d'emprunt plus élevé et les avantages et la sécurité qu'offre une situation du capital solide.

Le Groupe surveille sa dette à long terme en fonction des ratios ci-dessous afin de maintenir un niveau d'endettement approprié. Les ratios endettement/capitaux propres et endettement/capitalisation du Groupe s'établissent comme suit :

	2013	2012
Dette à long terme	773 556	808 135
Capitaux propres	790 817	727 365
Ratio endettement/capitaux propres	0,98	1,11
Ratio endettement/capitalisation	0,49	0,53

Il n'y a eu aucun changement dans l'approche du Groupe en matière de gestion des capitaux au cours de l'exercice.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)****f) Gestion des capitaux (suite)**

En vertu de sa facilité de crédit, le Groupe doit surveiller deux ratios sur une base trimestrielle. Le premier est le ratio entre la dette totale plus les lettres de crédit et le résultat avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissement (« BAIIA »). Le deuxième est le ratio entre le résultat ajusté avant intérêts, impôts sur le résultat, amortissement et loyers (« BAIIAL ») et les intérêts et les charges locatives nettes. Ces ratios sont mesurés sur une base consolidée pour les douze derniers mois et ils doivent être maintenus en dessous d'un certain seuil afin de respecter une clause restrictive de l'entente que le Groupe a conclue avec un syndicat bancaire. Au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012, le Groupe respectait ses clauses restrictives de nature financière.

Le Groupe dispose de liquidités suffisantes pour poursuivre ses activités d'exploitation et sa stratégie d'acquisition.

À l'échéance de la dette à long terme du Groupe, la direction et le conseil d'administration du Groupe évalueront si cette dette à long terme doit être renouvelée à sa valeur initiale, ou si elle doit être augmentée ou réduite, en tenant compte des besoins en capital à ce moment, de l'accès au crédit et des taux d'intérêt futurs.

**g) Classement comptable et justes valeurs**

Les justes valeurs des actifs et passifs financiers, de même que les valeurs comptables présentées dans les états consolidés de la situation financière, s'établissent comme suit :

	2013		2012	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
<b>Actifs financiers</b>				
Actifs constatés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	580	580	390	390
Placement dans des titres de capitaux propres	22 664	22 664	4 738	4 738
Actifs constatés au coût amorti				
Clients et autres débiteurs	414 985	414 985	422 085	422 085
	<b>438 229</b>	<b>438 229</b>	427 213	427 213
<b>Passifs financiers</b>				
Passifs constatés à la juste valeur				
Contreparties conditionnelles	—	—	2 764	2 764
Instruments financiers dérivés	1 679	1 679	1 010	1 010
Passifs constatés au coût amorti				
Découvert bancaire	9 437	9 437	26 528	26 528
Fournisseurs et autres créditeurs*	308 578	308 578	292 945	292 945
Impôts à payer	—	—	22 943	22 943
Dette à long terme	773 556	838 814	808 135	846 522
	<b>1 093 250</b>	<b>1 158 508</b>	1 154 325	1 192 712

\* Exception faite de la partie courante des contreparties conditionnelles.

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**22. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (SUITE)****g) Classement comptable et justes valeurs (suite)*****Taux d'intérêt utilisés pour établir la juste valeur***

Les taux d'intérêt utilisés pour actualiser les flux de trésorerie estimatifs, le cas échéant, sont fondés sur la courbe des taux du gouvernement au 31 décembre, et majorés d'un écart de crédit adéquat. Ils s'établissent comme suit :

	<b>2013</b>	2012
Dette à long terme	<b>4,4 %</b>	4,5 %
Contreparties conditionnelles	—	5,9 %

***Hiérarchie des justes valeurs***

Les actifs et passifs financiers du Groupe qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente sont les placements dans les titres de capitaux propres, les instruments financiers dérivés dont il est fait mention ci-dessus et les contreparties conditionnelles. Les placements dans les titres de capitaux propres sont évalués en fonction de renseignements classés au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs, les instruments financiers dérivés à l'aide de renseignements de niveau 2 et les contreparties conditionnelles selon des renseignements de niveau 3.

**23. CONTRATS DE LOCATION SIMPLE, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES****a) Contrats de location simple**

Le Groupe a conclu des contrats de location simple échéant à diverses dates jusqu'en mars 2035, pour du matériel roulant, des biens immobiliers et d'autres immobilisations. Le total des paiements minimaux futurs aux termes des contrats de location simple non résiliables s'établit comme suit :

	<b>2013</b>	2012
Moins de 1 an	<b>80 621</b>	67 747
De 1 à 5 ans	<b>164 042</b>	149 281
Plus de 5 ans	<b>134 432</b>	151 118
	<b>379 095</b>	368 146

En 2013, un montant de 89,8 M\$ a été constaté en charges dans le bénéfice au titre des contrats de location simple (78,6 M\$ en 2012).

**b) Éventualités**

Des demandes de règlement en cours ont été déposées à l'encontre du Groupe. La direction estime que celles-ci sont suffisamment provisionnées et que leur règlement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou les résultats opérationnels du Groupe.

**c) Garanties**

Au 31 décembre 2013, le Groupe avait des lettres de garantie en cours d'un montant de 24,5 M\$ (28,9 M\$ en 2012).

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (SUITE)**

Exercices terminés les 31 décembre 2013 et 2012

(Les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.)

**24. PARTIES LIÉES*****Société mère et partie exerçant le contrôle ultime***

Aucune partie n'exerce le contrôle ultime à elle seule. Les actions de la Société sont détenues par un grand nombre d'actionnaires.

***Transactions avec les principaux dirigeants***

Les membres du conseil d'administration de la Société, les cadres supérieurs et les cadres de direction des principales entités du Groupe sont considérés comme faisant partie des principaux dirigeants. Il n'y a aucune transaction avec les principaux dirigeants sauf en ce qui a trait à leur rémunération respective.

***Rémunération des principaux dirigeants***

En plus de leur verser un salaire, le Groupe offre également des avantages non pécuniaires aux membres du conseil d'administration et aux cadres supérieurs.

Les cadres supérieurs participent aussi au régime d'options d'achat d'actions du Groupe, et les membres du conseil d'administration ont le droit de recevoir des unités d'actions différées, comme il est décrit à la note 17. Les coûts engagés pour les principaux dirigeants en lien avec ces régimes sont détaillés ci-dessous.

La rémunération des principaux dirigeants comprend :

	<b>2013</b>	2012
Avantages à court terme	<b>5 997</b>	6 723
Avantages postérieurs à l'emploi	<b>626</b>	1 854
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en instruments de capitaux propres	<b>3 115</b>	3 117
Transactions dont le paiement est fondé sur des actions réglées en trésorerie	<b>523</b>	431
	<b>10 261</b>	12 125

**25. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS**

Le 30 décembre 2013, la Société a annoncé la conclusion d'une entente d'arrangement avec Vitran Corporation Inc. en vertu de laquelle elle ferait l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Vitran qui ne sont pas déjà détenues par la Société, et ce, à un prix de 6,50 \$ US par action en espèces. La transaction globale, y compris la prise en charge de l'encours de la dette nette de Vitran d'environ 29 M\$ US au 31 octobre 2013, est évaluée à quelque 136 M\$ US. Sous réserve de l'approbation des actionnaires de Vitran et de l'autorisation des organismes de réglementation, la transaction devrait être conclue à la fin du mois de mars 2014. Au 31 décembre 2013, la Société détenait 19,95 % des actions en circulation de Vitran, dont la juste valeur s'élevait à 22,7 M\$.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Société a acquis la totalité des actions de Clarke Transport Inc. et de Clarke Road Transport Inc., deux filiales de Clarke Inc. (TSX : CKI). Clarke Transport Inc., fournisseur entièrement intégré de services de transport intermodal de lots brisés, exploite un réseau de 15 terminaux au Canada. Clarke Road Inc. fournit des services réguliers et spécialisés de transport de lots complets. La contrepartie totale versée s'est chiffrée à 99,5 M\$ qui comprenait 38,8 M\$ de remboursement de la dette.

Le 3 janvier 2014, la Société a annoncé qu'elle rachètera, en date du 3 février 2014, la totalité du montant en principal de 122,1 M\$ de ses débetures convertibles à 6 % en circulation. Conformément à l'option de conversion offerte aux détenteurs de débetures, la Société a reçu des demandes de conversion pour un montant en principal de 118,2 M\$ qui ont entraîné l'émission de 6 202 974 nouvelles actions ordinaires. La Société a racheté un montant en principal non converti de 3,9 M\$ en date du 3 février 2014.

# Annuaire corporatif

## ÉQUIPE DU SIÈGE SOCIAL

**Alain Bédard, FCPA, FCA**  
Président du conseil, président et chef de la direction

**Johanne Dean**  
Vice-présidente, marketing et communications

**Sylvain Desaulniers, CRIA**  
Vice-président, ressources humaines

**Louis Gagnon**  
Vice-président, développement des affaires

**Josiane-M. Langlois, LL.M.**  
Vice-présidente, affaires juridiques et secrétaire corporative

**Chantal Martel, LL.B.**  
Vice-présidente, assurance et conformité

**Martin Quesnel, CPA, CA**  
Vice-président, finances

**Ken Tourangeau, CPA, CA**  
Vice-président, administration

## ÉQUIPE DE L'EXPLOITATION

**Jean-François Dodier, CPA, CMA**  
Vice-président exécutif

**Marc Fox**  
Vice-président exécutif

**Brian Kohut**  
Vice-président exécutif

**Rob O'Reilly**  
Vice-président exécutif

## COLIS ET COURRIER

Canpar Courier  
**Brian Kohut**  
Vice-président exécutif

Dynamex (Canada)  
**Chris Higham**  
VP et directeur général

Dynamex (É.-U.)  
**Scott Leveridge**  
Président

ICS Courier  
**Brian Kohut**  
Vice-président exécutif

Loomis Express  
**Rick Hashie**  
Président

TForce Integrated Solutions  
**Rick Hashie**  
Président

## TRANSPORT DE LOTS BRISÉS

Canadian Freightways  
**Rob O'Reilly**  
Vice-président exécutif

Concord  
**Rick Hashie**  
Président

Kingsway  
**Rob O'Reilly**  
Vice-président exécutif

La Crete Transport  
**Jake Fehr**  
Directeur général

Pedersen Transport  
**Rob O'Reilly**  
Vice-président exécutif

Quik X Transportation  
**Jeff King**  
VP et directeur général

TST Overland Express  
**Rob O'Reilly**  
Vice-président exécutif

## TRANSPORT DE LOTS COMPLETS

A&M International & Ganeca  
**Yvan Lapointe**  
Directeur général

Bergeron  
**André Bergeron**  
VP et directeur général

Besner  
**Jean-François Dodier**  
Executive Vice President

CF Dedicated Services  
**Robert McGonigal**  
VP et directeur général

Couture  
**Serge Poulin**  
Directeur général

Durocher International  
**Steve Lamontagne**  
Directeur général

GHL Transport  
**Patrick Sarrazin**  
Directeur général

Golden International  
**Martin Godbout**  
Directeur général

Grégoire  
**Jean-François Dodier**  
Vice-président exécutif

Highland & Highland Intermodal  
**Terry Gardiner**  
VP et directeur général

JAF  
**André Gosselin**  
Directeur général

J.C. Germain  
**Jean-Claude Germain**  
Président

Kingsway Bulk  
**Junior Roy**  
Président

McArthur Express  
**Rick Hashie**  
Président

Mirabel Logistic  
**Patrick Sarrazin**  
Directeur général

Nordique  
**Philippe Papineau**  
Directeur général

P&W Intermodal & MTMX  
**Mark Joczys**  
Directeur général

Papineau International  
**Philippe Papineau**  
Directeur général

Roadfast  
**John Brodigan**  
Directeur général

Trans4 Logistics  
(Dedicated Division)  
**Brenda Everitt**  
VP et directeur général

TST Expedited & TST Air  
**Jeff Laforet**  
VP et directeur général

TST Truckload &  
TST Load Brokerage  
**Tom Philips**  
VP et directeur général

## SERVICES SPÉCIALISÉS

### Services au secteur de l'énergie

CF Truckload & Logistics  
**Robert McGonigal**  
VP et directeur général

E.L. Farmer  
**David Musgraves**  
VP aux opérations et directeur général

McMurray Serv-U Expediting  
**Elvis Penton**  
Directeur général

Rebel Transport  
**Ron Lystang**  
VP et directeur général

TForce Energy Services  
**Marc Fox**  
Vice-président exécutif

Westfreight Services  
**Robert McGonigal**  
VP et directeur général

Winalta  
**Robert McGonigal**  
VP et directeur général

### Gestion de déchets

Lafleche  
**Brian King**  
Président

Matrec – Malex – Thibault  
**Daniel Boulianne**  
Président

### Services de logistique

CK Logistics  
**Connie Roberts**  
Présidente

E&L Logistics  
**Albert Léger**  
Président

Kobelt Transportation  
**Chris Forsythe**  
Président

Patriot Freight Services  
**Louis Gagnon**  
VP, développement des affaires

Quik X Logistics &  
Axiom Warehousing  
**Jeff King**  
VP et directeur général

St-Lambert  
**Jean-François Dodier**  
Vice-président exécutif

Stream Logistics  
**Rick Baird**  
Directeur général

TLS Trailer Leasing Services  
**Norman Brazeau**  
VP et directeur général

Trans4 Logistics  
**Brenda Everitt**  
VP et directrice générale

# Information corporative

## BUREAU ADMINISTRATIF

96, Disco Road  
Etobicoke (Ontario) M9W 0A3  
Téléphone : 647 725-4500  
Site Web : [www.transforcecompany.com](http://www.transforcecompany.com)  
Courriel : [administration@transforcecompany.com](mailto:administration@transforcecompany.com)

## SIÈGE SOCIAL

8801, route Transcanadienne,  
bureau 500  
Montréal (Québec) H4S 1Z6  
Téléphone : 514 331-4000  
Télécopieur : 514 337-4200  
Site Web : [www.transforcecompany.com](http://www.transforcecompany.com)  
Courriel : [administration@transforcecompany.com](mailto:administration@transforcecompany.com)

## VÉRIFICATEURS

KPMG s.r.l. / S.E.N.C.R.L.

## INSCRIPTION BOURSIÈRE

Les actions de TransForce Inc. sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : TFI) et sur le marché OTCQX aux États-Unis (OTCQX : TFIFF).

## INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Banque Nationale du Canada  
Banque Royale du Canada  
Bank of America Merrill Lynch  
La Banque de Nouvelle-Écosse  
Banque de Montréal  
Caisse Centrale Desjardins  
Investissement Québec  
Banque de Développement du Canada (BDC)  
Banque Canadienne Impériale de Commerce  
Banque Toronto Dominion  
Banque de Tokyo-Mitsubishi UFJ (Canada)  
Banque HSBC Canada  
Alberta Treasury Branch  
Banque canadienne de l'Ouest

## AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Société de Fiducie Computershare du Canada  
100, avenue University, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5J 2Y1  
Téléphone : 416 263-9200  
1 800 564-6253  
Télécopieur : 1 888 453-0330

## ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le jeudi 24 avril 2014  
À 13h00  
Tour de la Bourse  
130, rue King Ouest  
Toronto (Ontario)  
M5X 1J2

## CONCEPTION ET RÉDACTION

MaisonBrison Communications

*If you would prefer to receive this report in English,  
please write to the Secretary of the Company:*

*8801 Trans-Canada Highway, Suite 500  
Montreal, Quebec H4S 1Z6*





TRANSFORCE INC. est un chef de file nord-américain du secteur du transport et de la logistique présente partout au Canada et aux États-Unis par l'intermédiaire de ses filiales. TransForce crée de la valeur pour ses actionnaires en repérant des acquisitions stratégiques et en gérant un réseau en pleine expansion de filiales en propriété exclusive. Ces filiales bénéficient des ressources financières et opérationnelles de TransForce pour faire croître leurs activités et améliorer leur efficacité. Les sociétés de TransForce exercent les activités suivantes :

- la livraison de colis et de courrier;
- le transport de lots brisés;
- le transport de lots complets, qui comprend les services spécialisés de lots complets et les services dédiés;
- les services spécialisés, qui comprennent les services au secteur de l'énergie, de gestion de déchets et de logistique.

TransForce Inc. est inscrite à la Bourse de Toronto (TSX : TFI) et sur le marché OTCQX aux États-Unis (OTCQX : TFIFF).

**TransForce**

[www.transforcecompany.com](http://www.transforcecompany.com)